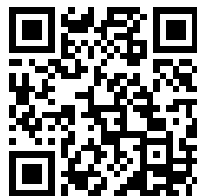

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

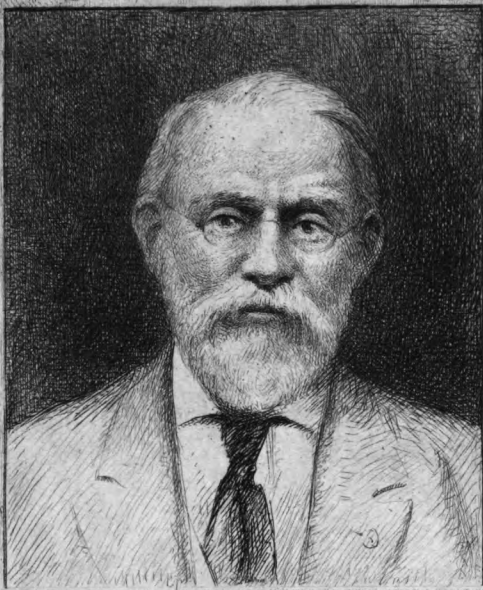
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 474034



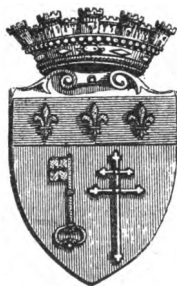
SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1914 Richell 1930

JC
611
.N217
C8
v.15

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

1919 June — 1921
~~ANNÉE 1921 — 1^{er} et 2^e SEMESTRES~~



TOULOUSE
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ÉDOUARD PRIVAT
14, RUE DES ARTS (SQUARE DU MUSÉE)

1921

Dunning
Nijhoff
2-9-27
13603

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

PROCÈS-VERBAUX

Séance du lundi 2 juin 1919.

La séance est ouverte à 2 h. 20, sous la présidence de M. Gabriel CROS-MAYREVIEILLE, *président*.

Présents : MM. le D^r Aussilloux, Félix Baron, Duviviez, Favatier, Raynal, Rival, Romain, Rossignol, Rouzaud, l'abbé Sigal, *membres résidents*; De Ferroil de Montgailard, *membre correspondant*; Tissier, *archiviste*, et Vignet, *secrétaire*.

MM. le D^r Augé, Berthomieu, de Raymond, Rivière, Rouhard, Sabatier, Taillefer s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. LE PRÉSIDENT fait part à l'Assemblée du décès de notre vénéré doyen d'âge, M. Armand Bories, survenu le 13 avril dernier, et s'exprime en ces termes :

« MES CHERS COLLÈGUES,

« Il y a quelques mois à peine notre Société a vu disparaître presque subitement deux de ses membres. — J'ai aujourd'hui, encore, le douloureux devoir de rendre un juste tribut d'hommages à la mémoire de notre doyen.

d'âge, Armand Bories, qui s'est doucement éteint le 13 avril dernier dans sa quatre-vingt-troisième année.

« Doué d'une grande activité et épris d'une ardente passion pour les choses du passé, Armand Bories, qui en 1899 venait de cesser l'exercice de ses fonctions notariales, se consacra généreusement à l'étude des vieux monuments de notre Cité et des documents pouvant intéresser l'histoire locale. Il rechercha avec une constante sagacité tous les actes, tous les titres, toutes les chartes dont il soupçonnait l'existence. A ce labeur incessant, il consacra toute la patience d'un bénédictin dont il possédait la science.

« Par son constant labeur, notre savant collègue a recueilli une importante collection, source abondante de documents historiques, et, nous le savons tous ici, son esprit cultivé, sa mémoire toujours lucide étaient une attrayante encyclopédie relatant les faits les plus curieux du passé de Narbonne.

« Après un si long labeur, après une vie si bien remplie, nous regrettons que cet infatigable travailleur n'ait pas publié, lui-même quelques-uns de ces documents, quelques-unes de ces notes qui ont été si utiles à tous ceux qui se sont occupés d'histoire régionale. En publiant ce qu'il avait, surtout ce qu'il savait, Armand Bories eût fait le cartulaire et l'histoire complète de notre Cité ; mais tel qu'il a travaillé, en ouvrier toujours modeste, souvent caché, notre regretté collègue a donné à la science un labeur abondant, et d'autres, par leur érudition, feront lever le bon grain qu'il a si généreusement semé.

« Dans ces dernières années Armand Bories a consacré une importante somme à restaurer dans son état primitif le tombeau du Cardinal Pierre de la Jugie. Sa générosité éclairée était plus particulièrement attirée par notre basilique Saint-Just, par les souvenirs historiques qu'elle

recèle, comme aussi par sa foi si vive, toute empreinte d'espérances chrétiennes.

« C'est guidé par ce double amour de la science historique et de la religion ancestrale qu'il a si bien rempli les dernières années de sa vie et que durant plus de trente-quatre ans il a eu pour notre compagnie une constante et paternelle sollicitude.

« Mes chers collègues, c'est le cœur ému que je salue, en votre nom et au mien, la mémoire de cet infatigable travailleur, de ce modeste et grand érudit qui, le labeur fini va avec sa foi de croyant vers l'éternelle lumière. »

Cet éloge funèbre de notre regretté Doyen est écouté par l'assemblée avec les marques de la plus vive et de la plus douloureuse sympathie.

Les obsèques de M. Armand Bories ont eu lieu le 15 avril sur la paroisse Saint-Just. — La Commission était représentée au char par M. Rouzaud, ami personnel du défunt. — Le drap d'honneur était tenu par MM. Cros-Mayrevieille, président; Viennet, secrétaire; Félix Baron et Rossignol, Membres résidants.

LE SECRÉTAIRE dépose la correspondance de la Commission pendant l'année 1918. Il donne ensuite lecture du procès-verbal de la précédente séance, qui est adopté. Il lit également une notice consacrée à notre collègue décédé M. Thiers, dans les *Annales du Midi*, sous la signature de M. Henri Graillot.

M. ROUZAUD, conservateur des antiquités, a la parole pour une communication; il s'exprime ainsi :

« Bien des fois, dans mes conversations avec le regretté M. Louis Bernard, Narbonnais aimant sa ville natale, j'avais déploré ce manque de ressources, spécialement affectées à la recherche et surtout à l'acquisition de nos

antiquités locales, cette misère étant la cause de la dispersion d'une foule de monuments de notre histoire. Je lui citais notamment la fuite des belles têtes de marbre, trouvées par M. Delprat, en même temps que la plaque du flamine provincial, dans sa propriété de la route d'Arminan; la perte de l'*Enfant bachique*, trouvé par M. Lignon, et celles de tant d'autres beaux restes de l'antiquité, qui eussent figuré avec honneur dans nos collections, moyennant un peu de vigilance et quelques ressources d'argent.

« M. Louis Bernard, dont l'intelligence était ouverte à toutes les suggestions d'ordre scientifique, dut être touché par mes réflexions puisque sa digne et admirable compagne a cru devoir m'adresser la lettre suivante, peu de jours après la disparition de notre ami.

« CHER MONSIEUR,

« Vous savez mieux que tout autre combien mon regretté mari s'intéressait à l'histoire et aux antiquités de Narbonne, avec quel plaisir aussi il lisait les notices de la Société archéologique.

« Voulez-vous me permettre, en souvenir de M. Louis Bernard, de vous offrir une somme de deux mille francs pour faciliter les travaux de la Commission et, à l'occasion, l'achat de quelques antiquités locales pour le Musée ?

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma bien douloureuse sympathie.

« B. BERNARD, née de La Ville,

« Narbonne, le 26 mai 1919. »

« Voici donc, par suite d'une libéralité aussi intelligente que renseignée, le premier noyau d'une caisse

d'achats et de recherches, qui nous manquait absolument et dont le service de nos antiquités fera grand profit. Si ce noyau pouvait un peu devenir un centre d'attraction, autour duquel d'autres offrandes viendraient pour ainsi dire se cristalliser, le geste posthume d'un simple membre libre de notre Commission devrait être salué dans l'avenir comme celui d'un véritable précurseur.

« J'ai l'honneur de vous demander l'insertion de ces quelques lignes et de la lettre de M^{me} Louis Bernard dans les procès-verbaux publics de nos séances. »

La Commission approuve et décide qu'une visite de remerciements sera faite auprès de M^{me} Bernard par son Président, accompagné de M. Rouzaud.

M. Rouzaud nous parle ensuite de la visite récente de M. Émile Espérandieu :

« Le 28 mars dernier, après m'avoir prévenu par dépêche, est arrivé dans notre ville, M. le commandant Émile Espérandieu, membre de l'Institut, venu pour compléter par de nouvelles photographies son grand *Recueil des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine*. Ce grand ouvrage, publié aux frais de l'État par le ministère de l'Instruction publique, compte déjà sept gros volumes parus et près de cinq mille monuments figurés. Des suppléments, consacrés aux découvertes récentes ou aux documents cachés dans des collections privées, sont en préparation et paraîtront d'ici deux ans ; Narbonne y figurera avec honneur, M. Espérandieu ayant photographié lui-même ou reçu de moi quelques matériaux précieux. Je citerai rapidement le bas-relief du meunier Careieus, trouvé en 1908 et acquis par la Commission ; l'Hercule des fouilles Molins à Port-des-Galères (1904) ; la statue de femme voilée, trouvée en 1911 et donnée par M^{me} Grenouiller ; le Priape de Narbonne, dieu des jardins et de la fécondité, méconnu jusqu'ici et

considéré comme une Pomone quelconque; le torse de la Minerve de M. Lignon et diverses pièces du cabinet du regretté M. Armand Bories, etc., etc.

« J'ai fait remarquer à M. E. Espérandieu nos stèles narbonnaises, ornées d'une grande rosace ou fleur de carline, et lui ai fait part de leur assimilation aux stèles cantabriques au swastika. Ces rosaces, lui ai-je dit, sont l'image même du Soleil et celle-ci est toujours exclusive de toute consécration aux dieux mânes. Jamais de lettres D et M ou de mention plus explicite sur les stèles ornées de nos rosaces; c'est donc qu'on doit regarder ces monuments funéraires comme consacrés au dieu Soleil et à Tel ou Telle, suivant la teneur de l'inscription.

« Ces monuments, si spéciaux à Narbonne et si peu remarqués jusqu'ici, sont une preuve de l'extension chez nous de ces cultes solaires des ^{II}^e et ^{III}^e siècles, au temps où le paganisme officiel cherchait à se rénover pour mieux lutter contre l'envahissement du christianisme.

« Mes raisons ont tellement frappé M. E. Espérandieu qu'il a pris aussitôt plusieurs photographies des diverses variétés de nos rosaces en me disant : « Il faut au moins attirer l'attention des savants sur des documents si spéciaux à Narbonne. »

« Déjà, en 1912, lors du passage de M. Joseph Déchelette qui se rendait en Catalogne, j'avais signalé ces stèles à ce savant si regretté; j'avais même reçu de lui la mission de les publier. Le temps m'a fait défaut jusqu'ici et je me borne pour l'instant à insérer dans nos procès-verbaux l'explication générale que j'en donne.

« Avant de renoncer à la parole, je voudrais souligner d'un mot d'amitié et de regret, la mort récente de M. Justin Raynaud, entrepreneur, qui nous a quitté à la Noël de 1918. Très actif et très intelligent, ce modeste

ami de nos antiquités, a prodigué à notre Commission les marques du plus parfait dévouement. Amardel, qui l'estimait autant que moi, voulait nous l'attacher par une désignation prochaine ; c'est assez dire combien nous ressentons douloureusement sa perte, à l'âge où il pouvait encore tant nous aider. »

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre de M. Berthomieu, en date du 29 mai dernier, rendant compte de la visite faite à Narbonne par MM. Nodet père et fils. Il résulte de cette visite que l'aménagement de la salle acoustique, arrêté au moment de la mobilisation, va être continué jusqu'à complet achèvement. Cette salle pourra être inaugurée avant la fin de l'année. MM. Nodet proposent de plus pour Saint-Just un certain nombre d'intéressantes réparations. Au Musée lapidaire, il est question de terminer une petite chapelle, inachevée depuis la guerre, et d'entourer le monument d'une grille destinée à l'isoler. Les travaux en cours dans l'intérieur de la mairie seront continués. Les travaux de restauration de la maison des Trois-Nourrices seront repris plus tard. Enfin, la visite s'est terminée par Saint-Paul où des questions importantes sont à l'étude. M. Berthomieu annonce également que le reliquaire de saint Sébastien, complètement restauré, va être pendant quelque temps exposé au Musée de Cluny, puis tout sera renvoyé en même temps que la tapisserie du xvi^e siècle, terminée elle aussi. Les deux grandes tapisseries de M^{sr} de Vervins vont être à leur tour dirigées sur les Gobelins. En terminant, M. Berthomieu propose d'affecter à Saint-Just, avec la mention « Déposé par le Musée de Narbonne », trois ou quatre fragments chrétiens du Musée paraissant appartenir à cette église.

La Commission écoute avec le plus vif intérêt la lecture

de cette lettre et forme des vœux pour le prompt et complet rétablissement de notre sympathique Conservateur.

M. le D^r AUSSILLOUX signale le dépérissement et l'abandon dans lequel se trouve la tombe de M. Cartault au cimetière de Bourg. Sur la proposition du Président, il est décidé que l'on demandera à notre collègue M. Rouhard, architecte, un devis de restauration et que le nécessaire sera fait le plus tôt possible pour la mise en état du tombeau de ce bienfaiteur de notre Commission.

M. FAVATIER, *trésorier*, rend compte de la situation financière de la Société pendant l'exercice qui vient de s'écouler.

L'Assemblée, à l'unanimité de ses Membres présents, approuve et signe le rapport de M. le Trésorier.

L'ordre du jour appelle l'élection de deux membres résidants en remplacement de MM. Jules Grulet et Gabriel Amardel.

MM. Paul Bourjade, licencié en droit, et Antoine Bories-Azeau, propriétaire, sont désignés à l'unanimité et en première ligne.

Le Bureau est chargé de prier M. le Préfet de l'Aude de sanctionner ces deux nominations.

Sur la présentation de MM. G. Cros-Mayrevieille et l'abbé Sigal, MM. le vicomte Gaston Izolié, professeur de sciences à l'école Beauséjour, et l'abbé Gleizes, licencié ès lettres, professeur de Seconde à la même école, sont nommés membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 15.

Le Secrétaire : M. VIENNET.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DE LA
CATHÉDRALE SAINT-JUST DE NARBONNE

INTRODUCTION

Description des sources. Leur importance.

Lorsque vers 1335 le maître Jacques de Fauran eut terminé le chœur et dressé les tours de la cathédrale de Narbonne les chantiers ne s'arrêtèrent point. Le Chapitre entreprit l'édification du transept et voulut élever deux portails placés l'un au nord l'autre au sud des bras de ce transept. Seul, le portail nord était en voie d'exécution quand des difficultés surgies entre les chanoines de Saint-Just et les consuls de Narbonne vinrent ralentir puis suspendre définitivement les travaux. Les nouvelles constructions allaient buter contre le mur d'enceinte de la Cité, et il était impossible d'élever et de consolider le transept lui-même sans ouvrir une brèche dans le vieux rempart pré-visigothique du v^e siècle. Or, dans ce second quart du xiv^e siècle, l'état troublé de la France et la menace que la guerre anglaise laissait peser sur le Midi, avaient mis la question des fortifications, pour ainsi dire, à l'ordre du jour. Les villes se hâtaient de réparer leurs vieilles murailles ou d'en élever de nouvelles et, à cette occasion, plus d'un conflit éclata entre les diverses prétentions des évêques, seigneurs et consulats, qui se partageaient la juridiction et l'autorité.

Les consuls de Narbonne qui, en 1344, étaient déjà en guerre ouverte avec l'archevêque à propos de la démolition de la tour du Capitole, s'opposèrent à toute entreprise du Chapitre lorsqu'il voulut, en 1345, toucher aux murs de la cité. Décidés, malgré cette opposition, à poursuivre l'achèvement de la cathédrale, les chanoines en appelèrent à l'autorité du roi.

Alors commença, en 1345, cette lutte dont nous allons analyser les phases et qui, coupée de longues trêves, de plaidoirie en plaidoirie, devait se prolonger huit ans et après vingt et une batailles juridiques cesser brusquement en 1354. L'épilogue en effet n'eut lieu qu'en 1361. La paix se fit alors entre le Consulat et le Chapitre. Celui-ci obtint d'adosser aux fortifications toujours intactes le cloître qu'il allait construire. Mais le prix de la paix ce fut la cathédrale inachevée.

Le manuscrit latin qui nous a transmis ce procès, négligé jusqu'à présent des historiens de la cathédrale de Narbonne, est un recueil de trois cent quarante-six pages in-folio intitulé : « Causa comissionis regie que vertitur coram domino senescallo Carcassone inter venerabilem Capitulum Ecclesie Narbone ex parte una et consules ville Narbone ac procuratorem regium Cerninum senescallie Carcassone ex altera super dirutionem murorum civitatis Narbone ratione exaltationis Ecclesie antedictæ. » « Procès agité devant le sénéchal de Carcassonne entre le vénérable Chapitre de l'église de Narbonne d'une part, et de l'autre les consuls de la ville de Narbonne et le procureur royal Sernin, de la sénéchaussée de Carcassonne, au sujet de la démolition des murs de la cité de Narbonne pour l'édification de l'église susdite. » Ce recueil est une copie des pièces originales du procès déposées à la sénéchaussée de Carcassonne, « abstracta ab originali processu agitato in consistorio commissionum regiarum civitatis Carcas-

sone... » légalisée par Bertrand Fabre, notaire de la cour du sénéchal, « nil addito nilque remoto », le 27 janvier 1354 (nouveau style) et revêtue, le 28 janvier, du sceau de la sénéchaussée par le juge mage Jean Privat.

Les pièces qui composent ce dossier sont au nombre de vingt-deux. Elles comprennent : 1° Trois lettres patentes de Philippe VI datées de Paris le 4 juillet 1345, de Vincennes le 20 octobre 1345, et de Fontainebleau le 20 janvier 1347 ; une quatrième lettre de Jean le Bon datée de Paris le 30 octobre 1351. Ces lettres, qui autorisent le Chapitre de Narbonne à ouvrir une brèche dans le mur de la ville pour prolonger la cathédrale forment, dans le procès, la base de la discussion.

2° Les actes de procuration, au nombre de quatre, des procureurs du Chapitre et du Consulat ; l'un de ces actes contient le procès-verbal de l'élection des nouveaux consuls faite le 18 octobre 1348 ; un autre, du 22 octobre 1348, relate la prestation de serment de ces nouveaux consuls.

3° Les mémoires déposés au procès et défendus par les parties adverses : cinq pour les consuls, un du procureur royal, huit au nom du Chapitre.

Toutes ces pièces sont reliées entr'elles par le récit des séances du procès et des incidents qui s'y rattachent

Pour donner une conclusion à ce débat qui fut brusquement suspendu au mois de juin 1354, nous avons utilisé un document tiré de la série E, non inventoriée, des archives de Narbonne. Cette pièce, datée du 17 octobre 1361, est intitulée : « Acordi et trāsactōn entre lo Capitol de San Just et la vila sus lo bastiment de la Claus-tra. » Elle nous apprend que le Chapitre, ayant renoncé à pratiquer une brèche dans le rempart, et par suite aux travaux d'achèvement de la cathédrale, entreprend la construction d'un nouveau cloître. Les consuls de Nar-

bonne permettent aux chanoines, sous certaines conditions, d'adosser ce cloître aux remparts dont on ne leur dispute plus désormais la propriété.

L'importance de ces documents, qui ont échappé à l'attention des historiens de la cathédrale, n'est pas douteuse, et l'étude de ce procès, qui a sans doute rebuté les curieux dès les premières pages, amène à d'intéressantes conclusions historiques et archéologiques.

La seule analyse de ce long conflit nous fournit pour l'histoire des mœurs quelques observations d'un intérêt plus que local. Elle nous montre, en effet, pris sur le vif, non seulement les rivalités étroites et chicanières des corps organisés dans une ville d'autrefois, mais surtout un épisode significatif de la lutte entre les deux pouvoirs qui ont gouverné la cité : le pouvoir religieux et le pouvoir civil, au moment où les tendances communales de l'un s'opposent déjà victorieusement à l'esprit féodal de l'autre. Une morale aussi se dégage de cette analyse : la lutte des passions irréductibles a fait une victime à jamais regrettée et la cathédrale se dresse, œuvre d'art mutilée, comme un témoin des anciennes discordes.

C'est l'œuvre d'art qui nous intéresse surtout, et le document que nous analysons renferme sur l'histoire archéologique de la cathédrale de précieux et inédits renseignements. La fortune et les dates diverses de la construction, la critique des plans et des travaux, le nom et le rôle des maîtres d'œuvres qui ont plus d'une fois inspiré directement la plaidoirie des avocats, de nombreux détails enfin sur la vie du monument et de curieux textes archéologiques, tout cela est épars dans les mémoires du procès. Il y a bien davantage encore et nous sommes heureux d'avoir trouvé là les seuls textes de quelque importance et les seuls vestiges qui restent de la vieille église pré-romane de Narbonne, dont les ruines mêmes ont péri. De même

la topographie du quartier où se dressa la cathédrale et l'enceinte pré-visigothique qui l'environnait ont laissé dans ce document des traces inédites que nous nous sommes empressés de recueillir.

C'est pour les historiens futurs de la cathédrale de Narbonne et pour les archéologues que nous avons fouillé les vieux documents. On ne s'étonnera donc pas que nous ayons, pour eux, multiplié jusqu'à l'abus les citations de textes topographiques ou archéologiques : c'est le seul mérite du présent travail.

PLAN DE CE TRAVAIL

Ce que nous avons dit dans l'introduction, sur les conclusions historiques et archéologiques des documents analysés, nous dicte le plan de notre étude. Dans une « *première partie* » nous ferons l'histoire de la longue querelle où se joue, de 1345 à 1361, entre le Consulat et le Chapitre, le sort de la cathédrale de Narbonne. Cette histoire comprend « *trois phases* » dans lesquelles sera développée la succession des événements juridiques et politiques qui se rapportent à la construction de la cathédrale, ainsi que les conclusions archéologiques qui s'en dégagent. Mais comme la matière des documents déborde l'histoire de la cathédrale, nous avons étudié à part et classé dans une « *seconde partie* » les sujets qui ne traitent point directement de l'édifice lui-même, et dont l'importance méritait un développement qui eût entravé la marche et affaibli la clarté du récit chronologique. Ainsi, par ordre d'intérêt, nous avons, dans cette seconde partie, traité d'une façon spéciale la question des maîtres d'œuvres de la cathédrale, parce qu'il nous a semblé que, non seulement l'histoire locale, mais aussi l'histoire générale de l'art et de l'archéologie y trouveraient leur compte. Ensuite, à

propos de la vieille église pré-romane de Narbonne, nous avons esquissé une brève description, et surtout livré quelques textes qui auront leur utilité pour l'histoire du haut Moyen âge dans cette ville. Enfin, les renseignements recueillis au procès nous ont permis de terminer notre travail par quelques notes sur l'état de l'enceinte pré-wisigothique de Narbonne au ^{xiv}^e siècle.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DU CONFLIT (1345-1361).

L'histoire de ce conflit peut se diviser en trois périodes. La première, qui va de 1345 à 1348, est la période des lettres royaux. Dans une lutte sourde d'influences, les adversaires essaient d'intéresser chacun à sa cause la bienveillante autorité du roi, trop lointaine pour apaiser cette querelle locale. Ils demandent et obtiennent tour à tour des lettres patentes qui favorisent leurs prétentions contraires, mais qu'une invincible opposition empêche d'exécuter.

Séparés un moment en 1348 par le tragique épisode de la peste noire, ils se retrouvent dans une deuxième période, de 1349 à 1354, irréductibles et violents, devant les tribunaux du sénéchal pour demander à la justice ce que la faveur du roi n'a pas pu leur donner. Le procès, commencé en 1349, fut suspendu avant la fin de la même année, devant l'hostilité des consuls et la politique indifférente des juges. Il reprit en 1351 et 1354, lorsque les chanoines espérèrent avec un nouveau roi et un autre sénéchal obtenir, mais en vain, une plus prompte et meilleure justice.

Brusquement abandonnée devant les tribunaux en 1354, la querelle se poursuivit devant l'opinion jusqu'en 1361. Cette troisième période se termine, en 1361, par un accord où les adversaires ayant renoncé à quelques-unes de leurs prétentions mutuelles, les consuls permettent au Chapitre d'élever un cloître à sa fantaisie, et les chanoines reconnaissants laissent la cathédrale à son malheureux destin.

• **Première période (1345-1348). — Les lettres royaux.**

Ralentis depuis l'année 1332 les travaux de la cathédrale n'avaient pas été suspendus et, vers l'année 1345, le successeur de Jacques de Fauran, maître Raymond Aicard, avait poussé les fondations du transept jusqu'auprès de l'enceinte gallo-romaine, qui limitait du côté du cers les nouvelles constructions. Encouragé par les largesses de l'archevêque Gausbert du Val, qui donna en 1345 cinq mille florins d'or « pour la fabrique de l'église », peut-être enhardi par l'initiative du même archevêque qui, malgré les consuls et avec l'appui du roi, avait tenté en 1344 la démolition de la vieille tour du Capitole, le Chapitre décida de renverser la partie des murailles qui empêchaient le développement du transept et la construction de la nef de sa cathédrale. L'opposition des consuls arrêta son dessein. Ceux-ci, l'année précédente, avaient ameuté le populaire autour du Capitole en démolition, « venerunt ad dictum locum cum magna multitudine gentium et denunciaverunt hominibus qui erant ibi novum opus ». Les chanoines, gens processifs mais paisibles, reculèrent devant une possible barricade. Ils écrivirent au roi.

Nous n'avons pas le texte de la requête qu'ils adressèrent à Philippe VI. Mais les lettres patentes, datées de Paris le 4 juillet 1345, qu'ils reçurent en réponse, contiennent dans l'exposé des motifs un résumé de la supplique du Chapitre. Nous y voyons que les chanoines se proposent d'achever l'église d'une façon convenable « juxta sui decentiam », de placer à l'ouest, hors des remparts, l'entrée principale ornée d'un grand portail, enfin d'élever un cloître contigu à la cathédrale. Pour réaliser ce plan il est nécessaire d'ouvrir dans le mur de la ville une brèche

de la largeur de l'église et du cloître. Les consuls de Narbonne s'opposent à cette entreprise sous prétexte que la garde et l'entretien des murs sont à leur charge. Mais les murs que l'on veut abattre appartiennent à l'archevêque de Narbonne « *ex concessione regum francie* ». D'ailleurs le Chapitre se charge de relier les remparts aux nouvelles constructions, de sorte qu'en cet endroit les fortifications de la ville seront plus élevées et plus puissantes¹.

Pour tous ces motifs, et se souvenant qu'une partie des restes de son aïeul Philippe reposent dans la cathédrale de Narbonne, le roi, ayant écarté l'opposition des consuls, accorde au Chapitre l'autorisation d'ouvrir une brèche dans le rempart et ordonne au sénéchal de Carcassonne d'assurer l'exécution des travaux « *proviso quod fortalicium dicte civitatis propter aperturam non debilitetur* ».

Les consuls ne se tinrent pas pour battus. Eux aussi écrivirent à Paris et ils durent faire diligence auprès du Roi, puisqu'un mois après l'envoi des lettres patentes que nous venons de citer d'autres lettres royaux, datées de Paris le 3 août 1345, enjoignent au sénéchal d'arrêter la démolition du rempart. Informé par les consuls que le Chapitre essaie d'ouvrir une brèche dans les murs de la ville² le roi, sans faire aucune allusion à l'autorisation accordée aux chanoines un mois auparavant, leur défend de toucher au rempart « *ne dictos muros... aperiant, violent seu infringant...* » ordonne au sénéchal d'ouvrir une enquête de concert avec le procureur royal, et s'il y a eu

1. « *Intendit dictos muros civitatis in eo loco quo apperientur apodiare cum parietibus dictorum ecclesie seu claustris et jungere ex quo munitio dicte civitatis eminentior erit.* »

2. « *Gentes Narbonensis Capituli partem ipsorum murorum ante ecclesiam Narbonensem aperire seu alias ipsos muros violando frangere satagunt... sub umbra quod dicunt se velle ecclesiam predictam extra muros extendi facere...* » « *... in nostri et rei publice ac dictorum consulum... prejudicium non modicum et jacturam.* »

commencement d'exécution de frapper le Chapitre d'une amende et de l'obliger à restaurer le mur dans son état primitif¹.

Par quelles manœuvres les consuls purent-ils ainsi surprendre la faveur royale? Nous savons cependant qu'ils ne triomphèrent pas longtemps. Le Chapitre se hâta de protester et deux mois après de nouvelles lettres patentes, datées de Vincennes le 20 octobre 1345, renouvelaient, dans les mêmes termes, l'autorisation accordée précédemment à l'Église de Narbonne. Le roi, étranger aux tractations de sa chancellerie, comme l'avoue le texte, déclare que les consuls de Narbonne ont surpris sa bonne foi « ... consules dicte ville subrepticie et tacito de premissis alias litteras predictis litteris contrarias impetrasse dicantur... » Il révoque les lettres extorquées à son ignorance et ordonne au sénéchal d'exécuter « de puncto ad punctum » les volontés du Chapitre lorsqu'il en sera requis.

Les chanoines ne surent pas profiter de la faveur qu'ils avaient si instamment demandée. Après deux ans d'une vaine attente il leur fallut solliciter une nouvelle

1. Cette lettre en faveur des consuls ne se trouve pas dans le recueil des pièces du procès que nous étudions; il y est seulement fait allusion dans les lettres royaux du 20 octobre 1345 que nous citons plus loin. L'original est aux archives de Narbonne avec la mention « Lettre du Roi pour empêcher la brèche que veut faire le Chapitre de Saint-Just aux remparts de Cité. » Cette pièce a donné lieu à une confusion qu'il est nécessaire de relever. M. Louis Narbonne écrit dans son ouvrage sur la cathédrale Saint-Just, p. 27 « des lettres patentes du roi, adressées en 1355 aux consuls de Narbonne, leur enjoignirent d'empêcher le Chapitre d'exécuter son dessein ». L'auteur donne comme référence l'inventaire Senty, fol. 231. Ce manuscrit porte en effet l'analyse de lettres royaux qu'il date de 1355, accompagnée du numéro de classement 1501. Mais l'original conservé aux archives sous le même numéro 1501 porte en toutes lettres la date de 1345. Le notaire Senty s'est donc trompé et a postdaté cette lettre de dix ans.

permission, et des lettres, datées de Fontainebleau le 20 janvier 1348, les autorisèrent, pour la troisième fois, à ouvrir une brèche dans les remparts de la ville.

Nous savons quelques-unes des raisons qui retardèrent entre 1345 et 1348 l'entreprise si désirée. L'avocat du Chapitre déclare lui-même dans le procès que l'on n'a pas usé de la permission royale de 1345 à cause de l'état de trouble où se trouvait la contrée¹. L'opposition des consuls, toujours en éveil, s'était appuyée sur ce sérieux argument pour annihiler l'effet des lettres royaux. Leur tactique est dénoncée dans les nouvelles lettres patentes accordées au Chapitre en 1348. Les consuls protestent, non plus seulement parce qu'ils prétendent avoir la propriété et la garde des murs, mais encore, dit le roi, « sub colore... quod asserunt ipsam civitatem in limitibus nostri regni existere ac tempus guerrarum imminere. »

Les consuls exagéraient le péril pour les besoins de leur cause et la ville de Narbonne était très indirectement menacée. Cependant, les événements s'aggravaient dans la province. En juin 1345 le comte de Derby débarquait sur les côtes de Gascogne et, pendant les années 1346 et 1347, la Gascogne, la Guyenne, l'Agenais, les confins de la sénéchaussée de Carcassonne furent le théâtre de luttes, d'incursions et de pilleries sans nombre. Le Languedoc dut fournir, sans beaucoup d'empressement, des subsides et des soldats. A la fin de l'année 1346, la sénéchaussée de Carcassonne elle-même craignit un moment l'invasion ; les brigands et les pillards qui servaient d'avant-garde aux armées du xiv^e siècle

1. « ... in preterito noluit (capitulum) exequi dictum opus propter majus periculum quod imminabat regno et maxime tempore quo suspicio fuit quod rex Aragonii et Majoricarum a parte ista invaderet dictum regnum. »

avaient fait leur apparition dans le pays¹ et, parmi d'autres mesures, le roi dut autoriser les villes menacées à se fortifier. Toulouse releva ses murailles en 1346. Carcassonne, Limoux, Montréal s'entourèrent de remparts en 1347². Quant au roi de Majorque, Jacques II, ses démêlés avec le roi de France, à propos de la seigneurie de Montpellier, et avec le roi d'Aragon entretinrent en effet, entre 1339 et 1348, un certain trouble dans le Bas-Languedoc. En juin 1347 il envahit même le Roussillon, entraînant avec lui quelques seigneurs des contrées voisines. Les pirateries des Génois et des Catalans, devenues endémiques depuis quelques années, jetaient en outre le désarroi sur les côtes narbonnaises³.

Mais tous ces périls ne durent pas beaucoup effrayer le Chapitre de Saint-Just puisqu'il avait, en 1348, la ferme volonté de continuer l'entreprise commencée. Une trêve conclue avec les Anglais en septembre 1347, le roi de Majorque mis hors de cause en 1348, il n'est pas étonnant que le roi se montrât plus rassuré que les consuls et plus libéral que jamais ; il accorda donc pour la troisième fois, le 20 janvier 1348, avec empressement « in augmentum divini cultus » l'autorisation de poursuivre « un si pieux ouvrage commencé d'une manière si magnifique ».

Cet appui ne fut encore d'aucune utilité pour l'œuvre de la cathédrale. La peste bubonique, appelée peste noire, qui ravagea le Midi de la France en 1348, éclatait à Nar-

1. *Hist. de Languedoc*, t. IX, liv. xxxi, p. 599, note; Doat, vol. 157, f° 134.

2. *Hist. de Languedoc*, t. X. Preuves, cc. 1009-1011 : Lettre de Philippe VI en faveur des consuls de Montréal.

3. Émile Vincent, *Hist. de Gênes*, t. I, p. 52; Doat, t. LXII, fol. 191, 198, 250; Célestin Port, *Essai sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne*, Paris, 1854.

bonne au commencement du carême de cette année. Dans une lettre écrite le 17 avril 1348 aux jurés de Gironne, le viguiier vicomtal de Narbonne déclare que, durant le carême, la peste a enlevé environ le quart de la population. Le fléau, qui sévissait encore au temps de la Fête-Dieu, démoralisa la cité et accumula les ruines dans un pays déjà appauvri par d'autres misères. En étouffant toute activité sociale, il retarda les projets du Chapitre et suspendit pour un temps la vieille querelle.

Deuxième période (1349-1354). — Le procès.

La peste avait séparé les adversaires, mais elle ne les avait pas désarmés. Le Chapitre trouva de nouvelles et solides raisons de poursuivre son dessein. L'argent, trop court jusqu'alors pour la grandeur de l'entreprise, paraissait, après « la grande mortalité », devoir affluer à cause des biens et des bénéfices ecclésiastiques rendus vacants par le fléau¹. Riches de ces revenus, au mois de mars 1349, les chanoines demandèrent au sénéchal de Carcassonne l'exécution des lettres patentes de 1348. Mais les consuls veillaient. Battus à Paris par le tout-puissant crédit de l'archevêque de Narbonne et par la force d'une cause juste, ils prirent le parti de se retrancher dans la procédure et, ne pouvant arrêter l'envoi des lettres royaux, ils essayèrent d'en retarder et d'en supprimer les effets en discutant la légitimité et l'opportunité des ordres du roi.

1. « In preterito, dit l'avocat des chanoines, obventiones dicte fabricie et redditus non sic poterant sufficere ad dictam fabricam faciendam vel augendam, et nunc possunt propter multa bona que ex successione canonicorum Narbone et beneficiorum qui fabricam suis testamentis heredem instituerunt et propter emolumenta ecclesiarum plurimarum dyocesis Narbone que « *tempore mortalitatis proxime* » vacaverunt et eidem fabrice obvenerunt. »

Aussi lorsque le sénéchal, Pierre de Beaumont, voulut passer aux actes, il se heurta à une opposition aussi opiniâtre que savamment menée, dans laquelle les consuls de Narbonne avaient eu l'habileté d'intéresser le procureur du roi lui-même.

Le procès, commencé au mois de mars 1349, se poursuivit jusqu'au mois de juin 1354. Dans une première campagne de deux mois, mars et avril 1349, les adversaires se rencontrèrent huit fois devant le sénéchal ou ses lieutenants et déposèrent onze mémoires pour attaquer ou défendre les lettres royaux déjà cités. L'opposition des consuls, aidée par la suite des événements, parvint à suspendre l'affaire jusqu'en 1354. Durant cette longue trêve, le Chapitre, résolu d'arriver à ses fins, ne resta pas inactif. Profitant de l'avènement du nouveau roi Jean le Bon et de l'arrivée d'un nouveau sénéchal, il obtint d'abord, en 1351, de nouvelles lettres patentes confirmant les premières, et enfin, en mars 1354, la reprise du procès suspendu depuis quatre ans.

Malgré les treize séances qui du 28 mars au 20 juin 1354 occupèrent cette reprise, et les six nouveaux mémoires qui y furent discutés, comme en 1349, aucune solution n'était intervenue lorsque de graves événements vinrent brusquement arrêter le procès, et firent abandonner à jamais, pour la cathédrale de Narbonne, les plans magnifiques de l'architecte Jean Deschamps.

Il serait fastidieux de suivre pas à pas la marche de l'affaire. Dans le maquis touffu des monotones séances et des longues plaidoiries, où les avocats tournent sans se lasser autour des mêmes arguments, nous nous contenterons d'abord de dégager la trame historique des faits et d'écrire ce qu'on peut appeler « l'histoire externe » du procès. Nous essayerons ensuite de condenser en un rapide exposé les arguments épars, déformés et répétés à

satiété au long de la cause, afin de mettre en meilleure lumière la thèse opposée des adversaires, et ce sera « l'histoire interne », c'est-à-dire l'analyse du fond même du procès.

HISTOIRE EXTERNE DU PROCÈS

Répondant aux vœux du Chapitre, le sénéchal de Carcassonne ordonnait le 6 mars 1349 à Pierre de Mornaye, bayle royal de Narbonne, d'exécuter les lettres royaux du 20 janvier 1348 et d'entreprendre la démolition du rempart à l'endroit demandé. Mais entre le 7 et le 10 mars, les consuls de Narbonne, appuyés par le procureur royal de la sénéchaussée, Sernin Bestor, protestèrent auprès du sénéchal « que les dites lettres étaient contraires à l'intérêt du roi et à celui de la communauté ». Aussi lorsque, le 16 mars, le bayle eut convoqué les intéressés dans l'église Saint-Just, une délégation des consuls lui présenta la réponse du sénéchal datée du 11 mars. Pierre de Beaumont ordonnait de surseoir à toute exécution et de lui renvoyer les lettres pour plus ample examen.

Surpris de ce contre-ordre, le bayle réunit, le même soir, les consuls dans la demeure d'un certain Basteri appelée maison « del moto », et déclara, malgré leurs protestations, qu'il allait dès le lendemain ouvrir une enquête, en attendant l'arrivée du sénéchal. L'enquête eut lieu le 17 mars, et parmi les témoins entendus nous relevons les noms de deux architectes de la cathédrale : Louis Richeclerc, « magister operis seu fabrice Sancti Justi Narbone », et Pierre Daniel, « de Carcassona », « magister principalis operis seu fabrice predictae ».

Le 21 mars, le sénéchal vint à Narbonne et appela devant lui, dans la maison de Pierre de Saint-Just, damoiseau de Narbonne, les représentants des parties intéressées : maître Guillaume Cambrilis, homme de loi, au

nom des consuls, et maître Raymond Pierre, clerc de Narbonne, pour le Chapitre, tous deux nantis de leur procuration.

C'est alors que commence vraiment le procès. M^e Cambrilis, dans une virulente plaidoirie, développe les objections qui seront jusqu'à la fin la base de l'argumentation des consuls et que nous pouvons réduire à trois chefs principaux : les lettres royaux doivent être écartées parce qu'elles favorisent les injustes prétentions du Chapitre au détriment des droits du Consulat ; parce qu'elles accordent de dangereux privilèges à un corps social suspect ; enfin, elles manquent d'opportunité, et des raisons d'ordre matériel s'opposent à l'entreprise qu'elles prétendaient autoriser. Le sénéchal doit donc demander à Paris une autre ordonnance plus conforme aux statuts du royaume. En attendant, l'avocat des consuls requiert le procureur général de la sénéchaussée Sernin Bestor, présent à la séance, de se porter, dans la cause, défenseur des droits du roi.

A ces attaques, le défenseur du Chapitre répond par le simple commentaire des lettres accordées par le roi en 1345 et en 1348, et le sénéchal s'empresse de remettre à plus tard une affaire qui semble devoir l'entraîner à de laborieuses complications.

La cause ayant été reprise le 27 mars à Béziers, les délégués consulaires, arrêtés par une inondation de la rivière d'Aude, font défaut et ne paraissent qu'à l'audience du lendemain 28 mars. L'avocat du Chapitre dépose entre les mains du sénéchal, assisté du juge mage de la sénéchaussée Jean Privat, de nouveaux documents qui confirment les droits de l'archevêque sur une partie des remparts de Narbonne. Nous relevons dans son rapport une intéressante description de la vieille église pré-romane de Narbonne, document précieux pour l'histoire de la

cathédrale. Battus sur la question de propriété, les consuls et le procureur du roi argumentent tour à tour contre les ambitions du Chapitre et réclament le renvoi du procès au roi mieux informé.

Nouvelle séance le 4 avril 1349. Le sénéchal, absent, a délégué le notaire Buri pour recevoir les nouvelles dépositions et le juge Nicolas Laurent pour informer, se réservant de prononcer la délibération et de finir le procès le troisième jour des assises suivantes. Répondant aux précédentes plaidoiries, l'avocat du Chapitre proteste contre l'intrusion du procureur du roi que, seul, le sénéchal a le droit de convoquer. Enfin, il présente une nouvelle liste de témoins, parmi lesquels nous relevons les noms de quatre « peyriers », tailleurs de pierre de la cathédrale, et la séance se termine par la réplique de l'avocat des consuls, qui récusé à son tour les nouveaux délégués du sénéchal.

Après une remise de dix-huit jours, la cause est reprise le 22 avril, dans les locaux du baile royal de Narbonne, devant M^e Nicolas Laurent, juge délégué. M^e Raymond Pierre demande l'audition des témoins dont il a déjà présenté la liste, tandis que le défenseur des consuls, Bérenger des Ursins, juriste de Narbonne, récusé encore le nouveau juge et réclame l'intervention du procureur royal. Malgré ses protestations contre la nullité de toute cette procédure, on passe à l'audition des témoins cités et amenés par le sergent royal Guillaume Roch.

Cette audition de témoins, cités cependant par le Chapitre, ne produisit-elle pas l'effet favorable voulu par celui-ci? Toujours est-il que cette séance du 22 avril 1349 fut la dernière du premier procès. Le recueil qui nous a conservé les pièces de la procédure, donné comme complet par le juge-mage lui-même de la sénéchaussée, passe sans transition, à la campagne juridique de 1354. Il n'est

plus question d'autre séance en 1349, et il n'est pas douteux que la sentence promise par le sénéchal, pour le troisième jour des assises, ne fut jamais prononcée.

De cet ajournement *sine die*, nous pouvons trouver l'explication et les raisons dans les déclarations des intéressés eux-mêmes et dans les événements. Comme pour les lettres royaux de 1345, le Chapitre, en 1354, attribuera les dilations de la justice et l'arrêt de la construction à l'opposition acharnée des consuls « qui retardèrent pendant cinq ans environ un ouvrage si agréable à Dieu, si honorable, utile et nécessaire ».

Cette accusation n'est pas simplement une arme d'avocat. En 1354, les consuls se vanteront à plusieurs reprises d'avoir, avec le procureur royal, empêché jusqu'alors la réalisation des projets du Chapitre et pesé, par leur opposition, sur les décisions du sénéchal Pierre de Beaumont : « Le Chapitre, disent-ils, n'a plus rien tenté... quand il a compris l'impossibilité d'atteindre son but à cause des raisons alléguées par les consuls et le procureur royal... » Ainsi les adversaires sont d'accord pour rejeter sur les consuls la responsabilité de la suspension du procès et de l'arrêt des travaux de la cathédrale.

Le roi lui-même, en 1351, dans ses lettres en faveur du Chapitre rappellera que les consuls et son propre procureur ont essayé, par une injuste et longue obstruction devant la justice, d'arrêter l'œuvre de la cathédrale¹.

Quant à l'attitude du sénéchal il est facile de la déterminer d'après les textes eux-mêmes. Le sénéchal, prêt à

1. « ... consules et cives Narbone cum procuratore nostro Carcasone qui ad eorum instigationem se opposuit in premissis sub colore quod custodiam et reparationem dictorum murorum ad ipsos asserunt pertinere et ipsam civitatem in limitibus nostri regni existere ac tempus guerrarum imminere, per talia diffugia et longos processus super hec diu agitados prefatum opus impedire satagunt... »

suivre les volontés du roi et à favoriser les desseins du Chapitre, suspend sa décision devant les objections du Consulat. A la prière des chanoines, il inspecte l'église nouvelle, reconnaît facilement qu'elle est trop petite ; mais ayant aussi examiné les remparts et pris connaissance des rapports consulaires, sans opposer au Chapitre un refus qu'il était difficile sinon impossible de prononcer, il laisse l'affaire traîner aux mains de ses lieutenants et s'ensevelir dans les cartons. Devant cette attitude dilatoire, provoquée par les résistances du Consulat, le Chapitre n'osa plus insister¹.

Les événements eux-mêmes ne semblaient pas favorables aux desseins du Chapitre. Sur la fin de l'année 1349, les Anglais venaient d'enfreindre la trêve conclue en 1347, et le lieutenant du roi, Guillaume de Flavacourt, ordonna, le 20 décembre, de faire compléter les fortifications du bourg de Narbonne². Dans les derniers jours de janvier 1350 le sénéchal lui-même, Pierre de Beaumont, dut partir pour l'armée de Gascogne « avec les gens d'armes et les gens de pied de sa sénéchaussée³. » Enfin le roi Philippe VI étant mort cette même année, les chanoines ne pouvaient plus espérer que le sénéchal, si peu zélé pour leurs intérêts, respectât les faveurs accordées par le roi défunt. Il fallait s'adresser au nouveau roi Jean II, plaider auprès de lui la cause de la cathédrale et, avec de nouvelles lettres patentes, obtenir une nouvelle autorisation.

1. « ... Petrus de Bellomonte, predecessor domini senescalli qui nunc est, visis et subjectis oculis dictis muris et opere visisque omnibus super hec huic inde propositis supercessit et cessavit et omisit procedere ad apertionem et violationem dictorum murorum. Propter quod pars adversa noluit ulterius dictum dominum tunc senescalum infestare. » Ps.

2. *Hist. de Languedoc*, t. IX, liv. xxxi, p. 615, note; Doat, vol. 53, f° 140; Hôtel-de-Ville de Narbonne, acte du 20 décembre 1349.

3. Archives de l'évêché de Béziers.

Tous ces contretemps ne décourageaient pas le Chapitre. Dans les commencements de l'année 1351, un nouveau sénéchal, Jean de Cayeu, ayant remplacé Pierre de Beaumont, les chanoines crurent le moment favorable arrivé pour reprendre leur dessein, et ils demandèrent au nouveau roi confirmation des lettres de ses prédécesseurs, sans oublier de lui exposer la mauvaise querelle et le procès par lesquels les consuls de Narbonne et le procureur du roi s'efforçaient d'arrêter l'entreprise de la cathédrale.

Le roi répondit favorablement par des lettres datées de Paris le 30 octobre 1351. Il confirmait, avec les mêmes attendus et pour les mêmes raisons, les lettres de ses prédécesseurs; écartait, après les avoir exposées, les objections du Consulat et, sans réserve aucune, ordonnait au sénéchal de reprendre la cause et de procéder sans autre forme à l'ouverture du rempart¹.

Comment le Chapitre encore une fois vainqueur ne sut-il pas profiter de sa victoire? Nous avons déjà vu que l'argent ne manquait pas pour la suite de l'entreprise, et nous verrons plus loin que l'archevêque employait ses ressources et ses maîtres d'œuvres à la construction du palais archiépiscopal. Quoi que pussent prétendre les consuls de Narbonne, les menaces d'invasion semblaient en ce moment s'éloigner du Midi et, dans une suite d'heureuses campagnes, le comte d'Armagnac, en 1353 et 1354,

1. « ... tam piūm opus ... continuari, perfici et compleri volentes vobis precipimus et mandamus... quatenus resumptis processibus super hec coram vobis seu predecessore vestris factis procedatis summarie et de plano sine figura et strepitu iudicii ad appertionem et demolitionem dictorum murorum juxta continentiam et tenorem litterarum dicti domini progenitoris nostri de quibus per dictos processus liquebit faciendo partibus breve justitie complementum servando et adimplendo dictas litteras de puncto ad punctum, cavillationibus diffugiis non obstantibus quibuscumque. » Lettres patentes de Jean II du 30 octobre 1351.

expulsa les Anglais des places qu'ils occupaient dans le Quercy et l'Agenais, les refoulant jusque sous les murs de la Réole. La crainte d'un ennemi extérieur, en ce moment vaincu, ne paralysait donc pas la volonté du Chapitre, pas plus qu'elle n'avait arrêté la bienveillance du roi.

La même cause, qui avait, avant toutes les autres, fait suspendre le procès de 1349, en retarda la reprise, malgré l'autorisation royale de 1351, jusqu'au mois de mars 1354. Nous avons, non seulement le témoignage des chanoines accusant, en 1354, leurs adversaires d'avoir retardé pendant cinq ans la solution du procès, mais l'aveu des consuls eux-mêmes : « Le Chapitre, disent-ils, n'a pas osé se servir des lettres obtenues en 1351, parce qu'il voyait ses desseins irréalisables à la suite de l'opposition du consulat et du procureur du roi. »

Après plus de deux ans d'efforts et d'attente, au mois de mars 1354, les chanoines crurent triompher de tous les obstacles et toucher à leur but; ils réussirent à intéresser à la cause de la cathédrale le nouveau sénéchal de Carcassonne, Jean de Cayeu. Celui-ci étudia le procès de 1349, reçut le rapport des maîtres d'œuvres de la cathédrale, et, le 27 mars 1354, à la demande du Chapitre, il vint lui-même, accompagné de l'archevêque Pierre de la Jugie, en présence des consuls et du Chapitre, inspecter les chantiers de l'église et les remparts de la ville. Il constata, *de visu*, nous raconte le même rapport, le bien-fondé des réclamations du Chapitre, l'état de ruine des remparts et la brèche inoffensive qu'il fallait pratiquer pour continuer les travaux de la cathédrale.

Il faut croire que le défenseur des chanoines n'exagère pas et que la bonne volonté du nouveau sénéchal penchait tout entière du côté de l'Église. En effet, dans le procès qui suivra, les consuls protesteront d'abord hautement contre l'inspection du 27 mars, prétendant que,

faite « *transitorie et extra judicialiter* » sans architectes compétents et sans que le corps consulaire fût à ce convoqué par autorité de justice, elle n'avait pas de valeur légale; enfin ils récuseront l'autorité même du sénéchal, menaçant d'en appeler au Parlement de Paris.

Quoi qu'il en fût, le lendemain de cette inspection, le 28 mars 1354, à Narbonne, dans la maison de Jacques Bandon, l'avocat du Chapitre, M^e Raymond Pierre, demanda au sénéchal la reprise du procès et la remise entre ses mains des dossiers de 1349 gardés par M^e Buri, notaire royal de Béziers. Malgré l'opposition des neuf consuls présents, le sénéchal déclara rouvrir le procès et, après avoir remis les dossiers au notaire Bernard Châtinier, convoqua les adversaires pour le lendemain.

Le 29 mars, une discussion si confuse s'engagea entre les intéressés, le procureur du roi et l'avocat fiscal de la sénéchaussée Barthélemy Pincard, que le notaire se déclara impuissant à enregistrer les débats. Alors le sénéchal congédia tous les plaideurs jusqu'au 5 avril suivant, leur ordonnant de rédiger par écrit et de remettre au notaire ce qu'ils n'avaient pas su défendre oralement. Dans cette séance du 5 avril, à Carcassonne, les consuls menacent d'en appeler à la cour du roi et au Parlement, et le 22 avril suivant, au grand conseil du château de la Cité, après avoir protesté contre les voyages inutiles et dispendieux qu'on leur impose, ils requièrent l'appui des deux procureurs généraux de la sénéchaussée, Guillaume Durand et Sernin Bestor, et l'intervention de l'avocat fiscal Barthélemy Pincard. Mais ceux-ci déclarent être seulement aux ordres du sénéchal. En attendant que cette question soit tranchée, M^e Raymond Pierre, avocat du Chapitre, dépose un nouveau rapport et demande une indemnité de 1.000 livres tournois, pour le retard que les consuls ont suscité pendant cinq ans à l'exécution des lettres royaux.

Les séances qui suivent ne sont qu'une série de courtes audiences où les adversaires ne cessent de protester et de déposer des conclusions contre les attermolements du sénéchal ou de ses lieutenants, au sujet de l'intervention des procureurs royaux. Convoqués à Carcassonne le 29 avril, pour recevoir la décision du sénéchal sur ce point, les plaideurs sont renvoyés et la sentence remise au 2 mai suivant à Narbonne. Ce jour-là, nouvelle remise au 5 mai. Entre temps, le 3 mai, appelé « en France » pour de « graves affaires », par lettres patentes scellées de son propre sceau en l'absence du sceau royal de la sénéchaussée, le sénéchal délègue M^e Guillaume Gervais, conseiller royal, pour terminer le procès « en faisant bonne et brève justice selon les lettres royaux ».

Malgré les plaidoiries des avocats sur les droits du Chapitre, de la ville et du roi, les séances du 5, du 8 et du 9 mai, à Narbonne, n'amènent aucune conclusion. Le procureur général Guillaume Durand, peu favorable aux consuls, proteste contre le rôle que ceux-ci, dans une mauvaise cause, veulent faire jouer aux procureurs du roi. Nouvelles séances à Carcassonne le 12 et le 15 mai. Les réclamations des adversaires ayant rendu impossible toute délibération du commissaire délégué, M^e Gervais renvoie l'affaire au 18 juin, et ce jour-là, à Carcassonne, M^e Sernin Bestor, l'un des deux procureurs généraux, allié des consuls dans le procès de 1349, est enfin admis à défendre les droits du roi dans les nouvelles discussions. Cité par les consuls, il vient prendre séance, le 20 juin, à Narbonne, et le commissaire renvoie la discussion générale au 23 juin 1354, dans la même ville.

Cette discussion n'eut jamais lieu. Le manuscrit qui nous a transmis les pièces du procès est, comme nous l'avons déjà dit, une copie authentique et intégrale « nil addito nilque remoto » des pièces originales, achevée le

27 janvier 1355. Au verso du cent soixante-treizième et dernier folio, à la suite du compte rendu de la séance du 20 juin 1354, le texte ne porte pas autre chose que l'attestation légale et le sceau du notaire royal Bertrand Fabri ainsi que la signature et le sceau du juge mage de la sénéchaussée, M^e Jean Privat, « ut presentibus actis tanquam veris et publicis plena fides adhibeatur in iudicio et extra iudicium ».

Ainsi le second acte de cette pièce judiciaire, sans attachantes péripéties, finit aussi brusquement que le premier. Mais si, parmi les aveux des acteurs eux-mêmes, nous connaissons les raisons qui firent suspendre le procès en 1349, aucun document relatif au procès de 1354 ne nous explique pourquoi un silence aussi absolu se fit, devant la justice du moins, autour d'une cause engagée si avant.

L'historien de la cathédrale, M. Narbonne, écrit : « des lettres patentes du roi, adressées en 1355 aux consuls de Narbonne, leur enjoignirent d'empêcher le Chapitre d'exécuter son dessein¹ ». Si cette information était exacte, la question du procès serait résolue. Mais ce texte enferme une grave erreur. Nous avons déjà démontré qu'il n'y a pas de lettres patentes du roi aux consuls en 1355. L'information de M. Narbonne repose sur l'inventaire fautif du notaire Senty, qui place en 1355 les lettres obtenues subrepticement de Philippe VI par les consuls, datées du 3 août 1345 et dont l'original se trouve aux archives de Narbonne. Il est juste de dégager, dans cette affaire, la responsabilité du roi dont l'autorité ne s'est manifestée qu'en faveur du Chapitre et de la cathédrale. Non seulement Philippe VI et Jean II protestèrent contre la manœuvre frauduleuse des consuls, mais ils délivrèrent à

1. L. Narbonne, *op. cit.*, p. 27.

quatre reprises l'autorisation demandée par les chanoines, et il n'a pas dépendu de leur bon vouloir que la cathédrale ne s'achevât, réalisant le rêve somptueux des archevêques de Narbonne.

Mais cette bienveillance trop lointaine ne pouvait rien dans une cause envenimée par les passions et les rivalités locales et bientôt dominée par la gravité des événements. L'opposition menée par les consuls en 1349 n'a pas faibli en 1354. Le sénéchal Jean de Cayeu semble avoir été favorable à la cause du Chapitre, et parmi les deux procureurs généraux de la sénéchaussée, l'un, Guillaume Durand, ne cache pas son approbation pour les arguments des chanoines; mais les consuls, en 1354 comme en 1349, ont un zélé défenseur dans l'autre procureur général, Sernin Bestor. Or, ce dernier fut un personnage important, et il a joué un rôle actif dans les affaires du Midi entre 1350 et 1361. Clerc du roi, secrétaire du comte de Poitiers fils et lieutenant du roi dans la province, il fut nommé commissaire inspecteur des fortifications des villes dans les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne¹. C'est avec un pareil adversaire, ayant faite entièrement sienne la thèse des consuls, ainsi que le montrent les plaidoiries, que les chanoines durent se mesurer. On comprend que malgré la protection du roi, la sympathie des juges, l'honnêteté de la cause, les consuls aient pu, grâce à l'appui d'une telle personnalité, sinon détourner la justice, au moins la paralyser, et après les avoir réduits au silence, décourager pour longtemps leurs adversaires du Chapitre.

Les événements, d'ailleurs, furent le meilleur auxiliaire des consuls, et sans doute devons-nous pour une bonne part attribuer à leur influence l'abandon des pro-

1. *Hist. de Languedoc*, t. X, Preuves, an. 1361, col. 1259.

jets que le Chapitre avait formés en 1354 pour sa cathédrale. Cette année 1354, heureuse d'abord pour les armes françaises, menaçait de mal finir. A une trêve mal observée, le pape Innocent VI voulut substituer une paix durable. Il fit venir en Avignon, à l'automne de 1354, les plénipotentiaires français et anglais. Rien ne sortit que la guerre de ces négociations, et le Languedoc dut prendre sa part des charges et des calamités qu'elle allait provoquer. Le 24 décembre 1354, dans une lettre au sénéchal de Carcassonne, le roi annonce la future invasion anglaise¹, et il ordonne une imposition de 2 deniers d'or à l'écu par feu. Entre février et mai 1355, la sénéchaussée de Carcassonne donna la somme de 84.000 agneaux d'or². Dès le commencement de 1355, le comte d'Armagnac, lieutenant du roi en Languedoc, prit de sévères mesures pour mettre la province en état de défense. Déjà, le 29 avril 1354, le roi avait ordonné par lettres closes aux consuls de Narbonne de travailler à la réparation de leurs murailles³; enfin, le 3 février 1355, il enjoint au sénéchal de Carcassonne de faire travailler aux fortifications de tous les châteaux de la sénéchaussée⁴.

Mais la digue élevée contre l'invasion ne fut pas suffisante, et l'on sait comment le prince de Galles, débarqué à Bordeaux pendant l'été de 1355, put, dans un raid audacieux de trois mois, rançonner et ravager la plus riche partie du Midi. Il était sous les murs de Narbonne en novembre 1355. La cité, vaillamment défendue par

1. « Considerantes vicinum adventum regis Anglie, qui cum suis alligatis undique conquisitis descensurus est Burdigalis instante tempore, proponens invadere terram et subditos nostros dicte patrie Lingue occitane, » *Hist. de Languedoc*, t. X, Preuves, col. 1103.

2. *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. IX, liv. xxi, p. 649; t. X, Preuves, c. 1107.

3. Archives de Narbonne. Procès du Chapitre, f° 159.

4. Comptes de la sénéchaussée de Toulouse.

son vicomte, ne reçut que quelques légers dommages à ses remparts, mais le bourg, mal fortifié, fut pendant une semaine livré au pillage et à l'incendie.

Après une pareille catastrophe et dans la terreur de nouvelles surprises, il n'était plus question de plaider pour ouvrir de nouvelles brèches, si petites fussent-elles, dans les murs de la ville. Une série de mesures relatives aux fortifications furent hâtivement prises en décembre 1355, juin 1356, mars 1357 pour organiser une meilleure défense. L'accord se réalisa si bien dans le péril commun, et le clergé travailla avec tant de zèle à relever les murs qu'il voulait auparavant renverser, que les consuls en prirent ombrage, et qu'ils dénoncèrent au comte d'Armagnac la citadelle menaçante que l'archevêque était en train d'élever à l'abri des ordonnances royales. Les chanoines ne durent pas abandonner sans regret la cause qu'ils défendaient depuis huit ans, mais l'archevêque se consola de l'exiguïté de sa cathédrale en achevant d'édifier, dans son palais neuf, les beaux bâtiments du Synode que nous admirons aujourd'hui.

HISTOIRE INTERNE DU PROCÈS

Dans le récit qui précède, nous avons, à dessein, omis de toucher au fond même du débat pour ne donner que le cadre extérieur et la suite des événements. La matière du procès, les questions discutées devant le sénéchal ont été analysées à part, afin qu'il fût possible d'exposer, sous une forme synthétique et ordonnée, la thèse que les avocats ont développée dans les deux campagnes du procès d'une façon diffuse et chaotique, au hasard des attaques et des répliques réciproques.

Cette thèse repose sur la discussion des lettres patentes octroyées par le roi au Chapitre de Narbonne pour l'achè-

vement de la cathédrale. Le sénéchal, prétendent les consuls, ne doit point autoriser l'exécution de ces lettres, c'est-à-dire l'ouverture d'une brèche dans les remparts, parce qu'elles ne sont fondées ni en droit ni en fait. Elles lèsent, en effet, les droits de la ville de Narbonne, en légitimant les prétendus droits du Chapitre sur une partie des remparts et des terrains avoisinants. Leur application entraînerait, en fait, de dangereuses conséquences, d'abord, parce qu'elle porterait atteinte à l'intégrité des défenses de la ville, et ensuite, parce qu'elle livrerait une partie de l'enceinte à un corps suspect et en partie étranger, comme les clercs du Chapitre. Enfin, l'entreprise que ces lettres prétendent autoriser, la poursuite des travaux de la cathédrale, n'est point nécessaire, ni opportune, ni pratiquement réalisable. Pour toutes ces raisons de droit et de fait, les lettres royaux doivent être déclarées mal fondées et non avenues, et le sénéchal doit s'opposer à l'exécution des projets qu'elles avaient indûment autorisés.

Telle est la thèse développée par l'avocat du consulat et à laquelle répondra le Chapitre, en défendant ses droits contestés sur le rempart et les terrains d'église, son honorabilité attaquée par les consuls et la légitimité de l'entreprise que le pouvoir royal avait à bon droit autorisée.

Les consuls discutent avant tout la question de propriété. Les lettres patentes qui donnent aux chanoines la permission d'ouvrir une brèche dans le rempart supposent, sur l'instigation du Chapitre, que le mur à démolir appartient à l'archevêque et à l'église de Narbonne « *ex concessione regum francie* ». Ces prétentions sont injustifiables et contraires aux droits du royaume et de la ville de Narbonne. Parler ainsi, c'est « jeter sa faux dans la moisson d'autrui ». Les murs sont sous le « domi-

nium » inaliénable du roi ; ils n'appartiennent à personne « in bonis nullius existant » et sont « en quelque sorte de droit divin ». Le roi a délégué son pouvoir aux consuls. A eux seuls revient le droit « de garder les murailles et de les mettre en état de défense, d'ouvrir des portes dans ces murs et de les fermer avec des clefs ou des chaînes, de barrer les rues, de veiller à la garde de la ville le jour et la nuit, de défendre le port des armes » et de conserver celles-ci « ad porticam afixam in pariete domus consulat-
us Narbone ».

La longue possession de fait dont se targuent les chanoines ne vaut pas un titre de propriété. Sans doute, la vieille église qui a été démolie était adossée au rempart, mais le mur de fond de la nef était seulement contigu à la courtine et, malgré ce voisinage, celle-ci ne fut jamais au bien d'église. Si le Chapitre, usant de l'enceinte de la ville comme de son bien, s'est depuis longtemps emparé de tours, s'il a élevé des constructions au-dessus et sur les flancs des murailles, si même il a ouvert des portes dans ces murs, il a agi contre les ordonnances royales qui défendent ces usupations¹. Il n'a d'ailleurs pas plus de droits sur le chemin de ronde que sur les remparts, et les nouvelles constructions vont couper indûment et occuper ce terrain que la ville a toujours revendiqué comme « une voie publique par laquelle on accède du palais archiépiscopal à l'église et aux fortifications ».

La brèche faite par le Chapitre dans le rempart serait donc une brèche ouverte dans les droits du consulat, et l'église bâtie sur les terrains des fortifications, ce sont les

1. « Ne aliquis muros civitatis audeat sine metu capitalis supplicii violare; ne aliquis supra eos apponere vel aliter edificare exceptis civitatibus quibus edificatio et constructio est permissa. » (Cité dans le *Procès*, f° 113.)

libertés consulaires et le patrimoine royal lui-même tombés en mainmorte¹.

Non seulement les lettres royaux ne sont pas fondées en droit, mais leur exécution aurait encore de dangereuses conséquences. La démolition du rempart affaiblirait en effet la défense de la ville et les nouvelles constructions placeraient une partie de l'enceinte entre les mains d'un clergé étranger, suspect, ou incapable de défendre le commun patrimoine des citoyens.

Place frontière de terre et de mer, capitale de la province, Narbonne est la ville la plus importante de la sénéchaussée ; en ces temps de guerre où l'invasion est toujours menaçante, où les pirates génois, vénitiens, catalans ne cessent d'infester les côtes, son importance même expose davantage cette place aux tentatives des ennemis du roi servies par de traîtresses machinations « dolosa machinatione ». Il serait donc dangereux de toucher aux remparts. Le Chapitre a beau prétendre que ces murs tombent en ruines et qu'une brèche de plus ou de moins ne peut guère compromettre le salut de la ville ; les murs sont en bon état, et si étroite que l'on doive faire la brèche projetée, il faut, pour la pratiquer, endommager une solide tour et détruire un ouvrage défensif spécialement aménagé dans cet endroit. D'ailleurs, quelque soin qu'apportent les chanoines à relier l'église au rempart, la nouvelle muraille, épaisse tout au plus de six pans, comme dans les autres parties de l'église, n'aura pas la force du vieux rempart qui mesure quinze pans d'épaisseur ; la courtine et le chemin de ronde seront interrompus et la puissance défensive de l'enceinte gravement compromise.

1. « Si contigeret dictam ecclesiam ampliari propter effractionem murorum dicti clerici et in eadem ecclesia presidentes occuparent jura predicta regalia et consulum predictorum que in manum mortuam devenirent in damnum regium et consulum... (*Procès*, f° 28.)

Le danger est d'autant plus grand pour la ville que les nouvelles constructions, dominées et commandées par la cathédrale, seront, pour ainsi dire, à la merci des clercs de cette église. Or, les clercs et les bénéficiers de l'église Saint-Just sont, pour la plupart, des étrangers. Quelques-uns sont Catalans, quelques autres Castillans, d'autres sont Allemands ou Anglais¹. Le Chapitre prétend qu'en ce moment ils sont tous Français ; fort bien, mais ils pourraient ne pas l'être « *posset esse quod... alienigene amici inimicorum domini nostri regis beneficiarentur in ecclesia antedicta...* » Ces clercs, en effet, imposés quelquefois par brigue « *per importunitatem supplicantium* » sont reçus avec la seule approbation des chanoines et sur la recommandation de leurs supérieurs auxquels on ne peut résister : « *juxta voluntatem canonicorum... et mandata suorum superiorum quibus resisti non potest.* » On peut et l'on doit présumer que quelques-uns d'entre eux sont alliés aux ennemis du roi. Confier une forteresse aussi puissante que l'église de Narbonne, et qui doit s'agrandir encore jusqu'à englober le rempart, à la garde de clercs dont la nationalité est inconnue, et dont quelques-uns appartiennent au camp ennemi, serait d'abord enfreindre les ordonnances royales qui édictent « *quod de jure scripto nulli extraneo aliqua custodia castri seu fortaliciorum sitorum in limitibus regni est committenda* » ; ce serait surtout courir le péril de voir livrer la ville aux ennemis du roi². Et la trahison

1. « *Clerici ecclesie Narbone et beneficiati in eadem sunt et consueverunt esse diversarum nationum et regionum, quia aliqui eorum sunt catalani, aliqui castellani, alii de Alamania, alii de Britania et sic de ceteris quibusdam.* » *Procès*, f^o 27 verso.

2. « *Quibus clericis si custodia tanti fortalicii qualis est ecclesia Narbone... traderetur posset esse periculum quod per eosdem clericos quorum natio non est nota seu aliquos ex ipsis citra causam inimicam villa predicta traderetur.* » *Procès*, f^o 28 recto.

serait d'autant plus facilitée que ces clercs ne sont point justiciables du roi et qu'ils échappent à toute répression de ses tribunaux¹.

Enfin si Français et si dévoués qu'ils soient à leur patrie, les clercs ont un civisme moins sûr que les consuls laïques ; ceux-ci, en effet, ont prêté serment de fidélité au roi et non pas à l'archevêque ; ils ont, dans les murs de la ville, femme et enfants à défendre, tandis que le clergé, étranger à la vie municipale, sans intérêts de famille qui lui tiennent au cœur, après avoir assuré sa sécurité personnelle se soucierait fort peu du sort de la cité¹.

Mais si le privilège de pratiquer une brèche dans le rempart est une concession dangereuse pour la sécurité de la ville, l'autorisation donnée par les lettres royales, de poursuivre l'achèvement de la cathédrale, ne se justifie pas davantage. Cette entreprise, en effet, n'est ni nécessaire, ni utile, ni opportune, ni facilement réalisable.

Dans sa partie achevée, l'église de Narbonne renferme le chœur le plus vaste de France « *in aliqua parte regni Francie non est adeo latus et longus corus in aliqua ecclesia sicut est corus ecclesie memorate...* » Ce chœur, trop vaste pour une ville comme Narbonne, suffisait amplement, avec ses bas-côtés, à recevoir, avant les ravages de la peste noire, les clercs et les habitants de la ville. Après la « mortalité » qui a sévi, la population décimée n'a pas besoin d'un édifice aussi somptueux, et l'entreprise n'est qu'une ambitieuse fantaisie du Chapitre, un projet « *potius voluntarium quam necessarium.* »

1. « *Dicti clerici non sunt justiciabiles domino nostro regi, ergo faciliiori modo, quod absit, possunt dominum regem et dictam villam prodere in quos dominus noster rex nullam punitionem habet in personam (sic) et bonis.* » *Procès*, f° 28 recto.

2. *Procès*, f° 70 recto.

Cet agrandissement que la nécessité ne légitime point n'a d'ailleurs pas d'autre utilité, et peut-être d'autre dessein, sous le couvert de la religion, que de renforcer la puissance du Chapitre aux dépens de celle du consulat et du roi. Les chanoines, en effet, parlent d'élever de nouvelles tours sur de nouvelles chapelles. Mais la religion n'a pas besoin de telles défenses « absque constructione turris cultus divinus semper augetur et augebitur in ecclesia antedicta », et les lois du royaume s'opposent à de tels projets¹. L'église elle-même est une puissante forteresse flanquée de tours et d'autres constructions défensives élevées dans un but militaire, si bien, que cet édifice domine et commande toutes les défenses de la place². Le moindre des reproches que l'on puisse faire à ceux qui le construisirent, c'est qu'ils ont violé les ordonnances royales édictées au temps du comte de Montfort sur la mise en état de défense des églises³.

Enfin les travaux que veut entreprendre le Chapitre sont aussi peu opportuns que difficilement réalisables. Si les chanoines veulent occuper les ouvriers attachés à l'église et dépenser de l'argent, ils peuvent, avec plus d'urgence et de commodité, faire travailler à d'autres parties de l'édifice sans toucher au rempart « in pluribus aliis partibus dicte ecclesie operari posset diversimode et edificari... » Ainsi, il serait utile de pousser la construc-

1. « ... De jure scripto quo regitur senescallia Carcassone nulli licet castrum seu castellania aut fortalitium facere intra limitem seu prope fines regni sine principis auctoritate. »

2. « Dicta ecclesia est... fortissime incastellata et diversis turribus et aliis fortaliciis ad pugnandum et debellandum paratis munita et ornata et constructa adeo quod supereminet omnia fortalicia dicte ville... »

3. « Juxta ordinationes regias seu que fuerunt facte tempore comitis Montisfortis non licet alicui ecclesias incastellare seu incastellatas habere. »

tion des deux portails latéraux, commencés depuis si longtemps, et celle du cloître. D'ailleurs, tous les travaux de cette magnifique église ont été menés avec une grande lenteur « ... opus dicte ecclesie quod est valde sumptuosum fit et fieri consuevit cum magna raritate et mora... » Les deux portails latéraux, par exemple, ont été commencés depuis plus de vingt ans, et si l'on continue de bâtir avec la même hâte, il faudra vingt ou trente ans encore pour les finir¹. Même si le Chapitre était animé d'une meilleure volonté, il n'est pas possible en ce moment de réaliser un pareil ouvrage. La peste noire a causé de tels vides dans la population que l'on ne trouverait point un nombre suffisant d'ouvriers pour les nouveaux chantiers².

On peut ajouter, en guise de conclusion, que toutes ces difficultés n'existeraient pas et qu'on n'aurait point à attaquer les lettres royales ou à les défendre, si le Chapitre, moins égoïste, avait mieux établi les plans de sa cathédrale. Lorsqu'on éleva la nouvelle église, les chanoines auraient dû construire l'abside sur leur propre terrain, entre la rue Droite et l'édifice actuel, au risque d'empiéter sur la maison canoniale et les autres habitations qui appartiennent au Chapitre et longent cette même rue. La cathédrale pouvait ainsi se développer tout entière dans l'enceinte de la ville, sans qu'il fût jamais nécessaire d'occuper des terrains d'utilité publique ni d'abattre des remparts. La place ne manquait pas, et, quoi que prétendent les chanoines, il était facile d'obvier à la déclivité du terrain et de racheter les différences de niveau en établis-

1. « Viginti anni sunt lapsi vel circa quod ipsa portalia inchoari fecit capitulum... » « ... attento modo edificandi paulatim... id quod restat ad perfectionem dictorum portalium citra xx vel xxx annos minime esse poterit consumatum seu perfectum ».

2. « ... Cum non reperiantur hodie propter causam mortalitatis in sufficienti numero lapicides nec operantes nec detorquentes calcem et alia opera... »

sant un vaste terre-plein sur de solides fondements. Mais le Chapitre a préféré, dans un but intéressé, « cupiditate propria », comme dit le procureur général, garder son bien pour se servir de celui d'autrui¹.

Ainsi se développe, appuyée sur le droit et les faits, la thèse des consuls et l'opposition à des lettres royales mal fondées ou inapplicables. Il faut ajouter que, dans le cours de ce plaidoyer sans aménité ni ménagement, les consuls et le procureur du roi ne cessent de protester de leur sincère orthodoxie. Leur opposition, disent-ils, n'est pas religieuse, mais politique. Ils ne croient pas avoir violé les saints canons ni mérité les censures dont les menace le Chapitre. Respectueux de leur église mère, ils ne lui ménagent ni les aumônes, ni le dévouement. Mais leur devoir politique et le zèle pour la cause du roi les a amenés devant les tribunaux, où, interprètes de leurs concitoyens « vox communis et publica » ils défendent seulement les droits du roi, de la ville de Narbonne et ceux du consulat.

A cette attaque énergique, bien menée et parfaitement spécieuse, les chanoines opposent une défense héroïque et qui méritait, disons-le sans sortir d'une juste impartialité, d'emporter les suffrages des juges, si la cause eût été normalement poursuivie. Le Chapitre s'applique d'abord à établir les droits niés par le consulat, qui légitiment la permission accordée par les lettres royales; il essaie ensuite de rétablir, à son avantage, les faits que le Consulat avait dressés comme un obstacle à l'application du privilège royal.

En accordant au Chapitre la permission d'ouvrir une brèche dans le rempart, le roi n'a fait que confirmer les

1. «... Imputandum est eidem capitulo desideranti rebus suis salvis quod est alterius occupare quinyimo ad suam utilitatem applicare. »

droits indiscutables de l'Église sur ce même rempart. Sans doute les murs de la ville sont sous le « *dominium* » du roi. Mais les consuls devraient savoir que, depuis un temps immémorial, la partie de l'enceinte qui va, du côté du cers, du palais de l'archevêque jusqu'au milieu de la porte Royale, appartient, par expresse donation des rois de France, à l'archevêque et à l'Église de Narbonne. Cette donation a toujours été confirmée par les souverains et le Chapitre en apporte une preuve en exhibant un « *vidimus* » de Louis VII. Par cet acte le roi confirme Pons, archevêque de Narbonne, et ses successeurs dans la possession de son église, ainsi que de la moitié de la Cité de Narbonne avec ses tours et son enceinte « *medietatem civitatis Narbone cum turribus omnibus et muris et adjacentiis eorum extrinsecus et intrinsecus* ». Les vicomtes de Narbonne, à leur tour, lorsqu'ils offrent l'hommage et prêtent le serment de fidélité à l'archevêque, ont toujours reconnu, en présence des consuls eux-mêmes, ce droit de propriété concédé par le roi à l'Église. Et pour montrer l'étendue de cette reconnaissance le Chapitre cite l'acte d'hommage du 17 juillet 1337, par lequel le vicomte de Narbonne reconnaît les droits de propriété de l'archevêque sur la partie de la Cité située vers le cers, depuis la porte Royale jusqu'à la tour « *mauresque* »¹.

Ainsi ce droit de propriété, fondé sur la volonté royale, s'étend non seulement aux remparts mais aux terrains qui les environnent à l'intérieur et à l'extérieur ... « *adjacentiis eorum extrinsecus et intrinsecus.* » Les consuls ne peuvent donc pas revendiquer comme voie publique le passage qui, longeant les remparts à l'intérieur, abou-

1. « *A medio portalis de porta Regia in ea parte civitatis versus circium usque ad turrem nostram que « Mauresca » nuncupatur que tota turris mauresca cum suis pertinentiis est et esse debet et semper fuit de jure et dominio archiepiscopali.* »

tit de l'archevêché à la porte occidentale de l'église. D'ailleurs, autant que le droit civil, le droit canon consacrer cette propriété de l'église. L' « area » ou espace compris entre le rempart et le chœur, et sur lequel les chanoines veulent édifier le transept et une partie de la nouvelle nef, est un endroit consacré. Depuis les temps de l'église carolingienne, la plus grande partie de ce terrain a servi et sert encore de cimetière ; en outre, situé à moins de quarante pas de la vieille église, il jouit du droit d'asile. Malgré tous leurs droits de garde, les consuls ne peuvent donc exercer sur cette partie de la cité ni juridiction ni coaction, et devant l'un et l'autre droit, la seule autorité reconnue sur l'*area* du cimetière, les maisons des chanoines et le vieux cloître qui le bordent est la juridiction épiscopale.

Ce droit de propriété est si bien établi que les consuls eux-mêmes n'ont jamais contesté au Chapitre la longue et paisible possession de fait du rempart et de ses dépendances. La vieille église, bâtie en 890 par l'archevêque Théodard au sud de la cathédrale actuelle était, par son côté occidental, contiguë et rattachée au rempart sans aucun intervalle « pertendebatur usque ad muros civitatis ... ipsos muros contingebat et eisdem adherebat absque aliquo intervallo... » Elle interrompait sur ce point la courtine et le chemin de ronde. Ses portes ouvertes dans le transept « ... porte claudentes et dictam crucem perforantes... » se fermaient au gré du Chapitre, si bien, que les consuls ne pouvaient passer dans les lices ou sur les courtines nord de l'enceinte qu'en traversant l'église, lorsqu'elle était ouverte. Église et rempart ne formant qu'une seule construction appartenaient en fait au même maître : l'archevêque.

A côté de l'église, d'autres maisons longeaient le mur aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, et des portes ou-

vertes dans le rempart les reliaient entr'elles. Ces logis, habités par des ecclésiastiques, ont toujours appartenu à l'archidiacre de Narbonne et, depuis environ quarante ans, sont devenus la propriété du Chapitre. La tour voisine elle-même est un bien du Chapitre et c'est là, que depuis quarante ans, tout près du chantier de la nouvelle église, les chanoines ont logé et logent encore les maîtres d'œuvres de la cathédrale : d'abord maître Jacques de Fauran avec son père Dominique, puis maître Raymond Aicard, et enfin maître Pierre Daniel, encore locataire de cet immeuble en 1354.

Ainsi ce rempart si disputé n'est pas « *res nullius* » ; en droit comme en fait il a son propriétaire, qui est l'archevêque de Narbonne. Quant au droit des consuls, il n'a jamais existé sur cette partie de l'enceinte ; la concession royale faite à l'archevêque ne l'a pas amoindri pour l'excellente raison qu'au temps où cette concession fut faite, non seulement les consuls n'avaient droit ni usage sur les remparts, mais l'institution consulaire elle-même n'existait pas. Les consuls ne sont donc pas fondés à protester contre les lettres royales, et l'autorisation accordée par le roi prouve bien que le droit de garde revendiqué par les consuls et fait pour protéger les biens et la liberté des citoyens, ne supprime pas les droits légitimes attachés à la propriété du Chapitre.

Battus sur la question de droit, les consuls essayent de retarder l'exécution des lettres royales en s'efforçant de prouver que les projets du Chapitre vont mettre la ville en péril. Sans doute les temps sont troublés et la ville doit se garder avec vigilance ; mais en 1354 comme en 1349, le Chapitre a attendu que des trêves fussent signées avec l'ennemi avant d'entreprendre aucune démolition. Narbonne n'est, d'ailleurs, pas directement menacée, et les pirates catalans ou génois qui croisent sur les côtes ne

sont pas spécialement des ennemis de la France, mais des écumeurs de mer, dont les barques ont de tout temps sillonné le golfe, sans arrêter l'esprit d'entreprise et le commerce des marchands narbonnais.

Prétendre, d'autre part, que les nouveaux travaux vont affaiblir l'enceinte est contraire à la vérité. Les consuls savent bien que les remparts de Narbonne sont en fort mauvais état. Le mur, peu épais et fait de mauvais matériaux, « satis tenuis et de malis lapidibus et corruptis cementibus constructus... » noyé dans les constructions civiles, a perdu toute valeur défensive. En certains endroits ses débris gisent dans les fossés, en d'autres il a fallu le démolir parce qu'il menaçait ruine ... « propter sui nimiam antiquitatem et propter periculum imminens ». Le Chapitre, qui se proposait tout d'abord de renverser cette muraille sur la largeur de la nouvelle église et du nouveau cloître, se contentera d'ouvrir deux étroites brèches pour faire passer à travers le rempart les murs latéraux de la nef, laissant ainsi ce rempart, à peu près intact, barrer provisoirement « ex transverso » les nouvelles constructions et servir de clôture à l'église. La tour voisine sera à peine effleurée « quasi per oblicum » sur une profondeur de cinq pas ; mais sa solidité ne sera pas compromise, car elle n'est pas pleine, « farsita lapidibus » comme le prétendent les consuls, mais bien creuse à la hauteur d'une canne au-dessus du sol, et renferme à ses deux étages l'habitation des maîtres d'œuvres. Les travaux que veut entreprendre le Chapitre ne sont donc pas une cause de ruine pour l'enceinte de la ville ni un danger pour la sécurité des citoyens. Ils permettront, au contraire, de résister à un ennemi d'ailleurs peu menaçant « viriliter, potenter et audaciter ».

Mais le parti pris et l'insigne mauvaise foi des consuls se montrent tout entiers lorsqu'ils attaquent le patrio-

tisme et l'honorabilité du clergé de l'église de Saint-Just. Ces clers ne sont ni des étrangers ni des traîtres. Tous les chanoines et bénéficiers de cette église, au nombre de cent vingt, sont ordinairement, comme ils doivent l'être en droit, originaires de la province de Narbonne. Actuellement ils sont tous du royaume de France, sauf deux bénéficiaires roussillonnais sortis de l'évêché d'Elne. Mais il n'y a point parmi eux d'Allemand, ou d'Anglais, de Bavaois, d'Espagnol, de Castillan ou d'Italien, le sénéchal en a reçu la preuve par écrit avec leur nom et leur origine. Comment la présence de ces clers serait-elle un danger pour une ville telle que Narbonne, si largement ouverte aux étrangers, et où ceux-ci, dans le commerce spécialement, ont toujours occupé une place importante.

Sans doute, ces clercs sont justiciables seulement de l'archevêque de Narbonne ; mais celui-ci se porte garant de leur fidélité et saurait les punir à propos. Quant à l'archevêque, nul n'ignore que le roi l'honore de son amitié et de sa confiance, confiance qu'il ne ménage point d'ailleurs au nombreux clergé qui compose sa chancellerie. Enfin, si ces clercs ne sont point mariés, ils sont pour la plupart engagés dans les ordres sacrés, et cette haute garantie doit suffire à calmer les plus tenaces appréhensions.

Que ce clergé, si dévoué à la patrie commune, occupe une forteresse inexpugnable comme la cathédrale, c'est là un avantage pour les citoyens ; au jour du danger, les Narbonnais pourront se réfugier avec leurs biens dans ce dernier et sûr réduit de la défense : « Ubi tota alia pars civitatis caperetur, majors pars civium cum suis rebus in eadem posset protegi et salvari et per fortalicium ejusdem ecclesie possent expelli hostes et longius profugari. »

Non seulement les consuls contestent au Chapitre ses

droits et attaquent son honorabilité, mais ils ne craignent pas de se déclarer, par leurs critiques, les adversaires de cette œuvre magnifique, « *mira, sumptuosa* », la construction de la cathédrale, toute à la gloire de Dieu et à l'honneur de la cité. Cette construction n'était pas nécessaire, disent-ils, et il est inutile d'en poursuivre l'achèvement. Le Chapitre se décida à élever un nouvel édifice parce-que la vieille église ne suffisait plus à la cité et qu'elle tombait en ruines¹. En édifiant la nouvelle église dans les proportions et le style somptueux qui déplaît aux consuls, les chanoines ont voulu imiter les belles cathédrales qui s'élèvent partout sur la terre de France : « ... *in faciendo, imitare ecclesias nobiles et magnifice operatas et opera ecclesiarum que in regno francie construuntur et sunt in preterito jam constructe.* »

Il serait honteux qu'une si belle œuvre demeurât inachevée. Seul, en effet, le chevet a été terminé ainsi que les deux tours nord et sud qui consolident ses voûtes. Le Chapitre a fait entreprendre les fondations du transept et commencer deux beaux portails, « *pulchri operis et formosi ac etiam sumptuosi* » aux extrémités nord et sud de ce transept; il se propose en outre, pour le moment, d'édifier les premières chapelles nord et sud de la nef en les surmontant de tours semblables à celles qui flanquent déjà le chevet de l'église. L'achèvement de cette construction est nécessaire aux besoins religieux du peuple et du clergé de Narbonne. Dans son état actuel, l'église ne peut recevoir « la millième partie » des fidèles qui doivent la fréquenter. Les bas-côtés du chœur et le déambulatoire, où se tiennent les assistants, n'ont qu'une largeur insuffisante de 2 cannes et 5 pans. Quant à l'espace enclos entre les

« ... *ecclesia vetus erat valde brevis, bassa et stricta, unicam navem habens... erat siza in testitudine in multis locis et ruinoso et periculosa clero et populo...* »

colonnes du chœur, « ambitus seu circuitus chori », réservé aux chanoines et aux ministres officiants, il a non pas 40, comme le prétendent les consuls, mais seulement 19 cannes de longueur. Il ne renferme pas assez de sièges pour les cent vingt chanoines ou bénéficiers de la cathédrale, ni assez de place pour recevoir le clergé des différentes paroisses de la ville, les jours de grande cérémonie.

Les prêtres ne peuvent même pas célébrer dignement les mystères sacrés. Onze chapelles seulement sont à la disposition d'un clergé très nombreux. Aussi faut-il supprimer tous les jours quelques messes. Souvent l'un s'efforçant de supplanter l'autre à l'autel, des disputes s'élèvent entre les prêtres, qui font naître la haine et le scandale, et les messes ne sont point dites parce que les célébrants, le cœur rempli de fiel contre leurs frères, n'osent dans cet état accomplir le sacrifice divin¹.

Après avoir contesté la nécessité des nouvelles constructions, les consuls essaient d'en détourner le sens et l'utilité. Ils affectent de croire que l'église entière, avec ses allures de forteresse, avec ses tours et ses créneaux, n'est pas autre chose qu'une citadelle inexpugnable, capable à l'occasion de braver et de menacer la ville. Le témoignage des maîtres d'œuvres suffit à démontrer que ces constructions n'ont pas un caractère militaire mais un but architectural. Dans la partie de l'église déjà achevée, les piles ou contreforts, que les consuls appellent du nom de tours, et les superstructures couronnant les cha-

1. « Multe misse frequenter et cotidie obmittuntur quia non sufficiunt capelle... et frequenter quia alter alteri nititur se proponere celebrando et alter resistere, rixe nascuntur inter presbiteros et odio suscitant et scandala oriuntur et ob hanc causam pretermittuntur misse plurime, qua odium gestantes in se ipsos non audent celebrare... »

nelles, sont les organes vitaux qui assurent la stabilité des voûtes et celle de l'édifice. Les piles servent à consolider et à contrebuter les murs du chevet; dans leur partie supérieure, elles reçoivent la poussée des « arcs de pierre » dont le rôle est de consolider et contrebuter les murs du chœur qui supportent les voûtes¹. Il n'y a pas d'autre tour dans cet édifice que celle qui renferme les cloches, élevée sur le côté sud, et une autre, commencée sur le flanc nord, pour appuyer toute la construction du chevet, et qui n'est pas encore terminée : « *Alia turris incepta in alio latere ad sustinendam fabricam capitis memorati que nondum est ut convenit firmitati dicti capitis elevata sufficienter.* »

Le Chapitre veut élever deux nouvelles tours sur les premières chapelles de la nef, parce que ces constructions sont le soutien nécessaire du transept et de la nef centrale. Situées, en effet, avec les deux tours déjà bâties aux angles de la croisée, ces nouvelles tours recevront, en les contrebutant, tout le poids et la charge des voûtes du transept et de la nef transmis par la butée des arcs-boutants. Ainsi joueront-elles un rôle capital dans l'économie de la construction, pour en assurer la complète stabilité².

• 1. « ... omnia pilaria que pars contraria appellat turres et omnia alia opera et hedificia que sunt supra ecclesiam facta fuerunt et sunt necessaria ad sustinendum testudinem dicti capitis et ad inpingendum parietes ejusdem capitis et botandum, et in illis pilariibus junguntur archus lapidei qui botant et inpingunt dictos parietes et testudinem positam super illos... »

2. « Hedificatio turris... est necessaria omnino pro sustinenda tota fabrica facienda crucis et navis ecclesie memorate et quod sine illis turribus non posset hedificari secure nec consistere firmiter fabrica supradicta, nam in illis et ex turribus illis, que sient supra dictas capellas ad sustinendum et sufferendum ac botandum totum pondus et honus quod ingerit versus dictas turres archus et testudines faciende in navi predicta, firma et fortis et stabilis redderetur

Quant à la galerie ornée de merlons et de créneaux qui relie d'une façon originale les piles entre elles, comme les clochetons et les pinacles, outre son rôle utilitaire dans la construction, elle a été disposée non pour la défense de l'église, mais pour en augmenter le décor et la beauté¹.

Ainsi, comme toutes les églises du même style et non comme une forteresse, la cathédrale a été élevée selon les règles et dans les formes usitées pour l'architecture religieuse. Il est inutile d'évoquer à son sujet les ordonnances royales contre les châteaux-forts ou les lois d'exception portées, dans un temps lointain et troublé par le comte de Montfort, contre les églises fortifiées. Loin de défendre la construction des églises, le roi ne cesse d'en faire élever de nouvelles parce qu'il sait que la religion est le plus ferme soutien de l'État.

Allant jusqu'au bout de leurs critiques, les consuls prétendent que les travaux de la nouvelle église sont conduits sans aucune opportunité, avec une telle difficulté et une telle lenteur que l'entreprise du Chapitre est vouée à un échec certain. Il suffit de répondre à cela que, les grands travaux du chevet ayant été terminés, les maîtres d'œuvres sont, à l'heure actuelle, arrivés au pied du rempart. Les fondations du transept et de la nef viennent heurter les constructions de l'enceinte, et l'on ne peut aller plus avant sans pratiquer une brèche dans le mur de la ville. Il est même impossible de travailler, comme le veulent les consuls, à l'édification du portail sud, commencé depuis trois ans, parce que le voisinage immédiat

universa crucis et navis fabrica construenda... unde opus illarum turrium est valde et omnino necessarium. »

1. « Licet sint supra dicta pilaria merleti seu cernelli non sunt ad pugnandum vel impugnandum facti vel apti sed solum facti fuerunt ad decorum et pulchritudinem operis ecclesie. »

du rempart ne laisse point la place nécessaire¹. Si dans le passé l'édifice s'est élevé avec une certaine lenteur, il faut chercher la cause de ce retard dans les événements politiques et dans le manque d'argent, non dans la volonté des chanoines. Depuis cinq ans, la paix et l'abondance des ressources financières avaient permis au Chapitre de dresser des plans magnifiques, mais l'absurde opposition des consuls a fait échouer ces desseins. Sans doute, certaines parties de l'œuvre, comme le portail nord du transept, commencé depuis longtemps, auraient pu s'élever plus rapidement. Mais ce portail, auquel on travaille tous les jours, sera terminé au plus tard dans six mois; et s'il n'a pu l'être plus tôt, c'est parce que, les architectes l'ayant commencé en bel appareil de marbre, il a fallu depuis lors et à plusieurs reprises aller en Italie, en Catalogne et ailleurs, rechercher les marbres nécessaires pour la perfection de ce bel ouvrage².

Le Chapitre se charge de pousser activement les travaux. En ce moment, et avant toute autre entreprise, les matériaux nécessaires à la construction des portails, de la nef, et à la réparation du rempart sont amenés à pied d'œuvre. Quoi qu'en disent les consuls et malgré l'épidé-

1. « Portale in alio latere fuit inceptum nondum sunt tres anni et fuisset perfectum si muri civitatis apertio facta foret sine qua non potest commode portale hujusmodi operari perfecte nec utiliter secundum judicium magistrorum. »

2. « Portale inceptum diu est, fuisset perfectum et operatum totaliter et completum si capitulum copiam marmoris invenisset pro quo marmore frequenter misit in Italiam et Cathaloniam et ad alias regiones varias et diversas nec usque modo potuit ad sufficientiam reperire; unde quia pars ejusdem portalis fuit antiquitas de lapidibus marmoris constructa alia pars non debebat nec poterat honeste de aliis lapidibus dissimilibus operari et non dubitet pars consulum quia breviter et infra annum vel semiannum ad tardius videbit, cum habeatur nunc copia marmoris et artificium operantium cotidie, portale hujusmodi perfectum et decore opere, adjuvante Domino operatum... »

mie qui vient de ravager la ville de Narbonne, les chanoines n'ont pas cessé d'occuper sur les chantiers de la cathédrale « une équipe de plus de vingt tailleurs de pierres et d'ouvriers ». La main-d'œuvre ne manquera donc pas : « cum habeatur nunc copia... artificium operantium cotidie. »

Enfin, à court de bonnes raisons contre leurs adversaires présents, les consuls osent s'attaquer aux bons ouvriers du passé et traiter de folie « insipientia », d'égoïsme « cupiditas » la prudence avec laquelle ils choisirent « multis vigiliis » l'emplacement actuel de l'église. Si la cathédrale ne fut point bâtie sur le terrain du Chapitre qui longe la rue Droite, on peut en expliquer les raisons d'ordre matériel aussi bien que moral. Ce terrain n'ayant pas plus de quinze cannes de long, la place aurait manqué au-dessous de la maison canoniale pour une construction aussi imposante et aussi étendue. D'autre part, si l'on avait élevé le chevet de l'église auprès de la rue Droite... « juxta carreyriam rectam qua itur recte ad portam regiam... », comme l'endroit a une forte pente « totus clivosus » et surplombe de beaucoup cette rue « multum impendens jacet », il eût été impossible d'établir un édifice aussi puissant sur des fondations stables. Pour éviter tout danger de ruine sur le voisinage, les architectes ont choisi un emplacement où le chœur, le transept et la nef puissent s'étendre sur une surface parfaitement plane, « condition nécessaire dans la construction d'une œuvre si importante, si grande et si rare ».

Des raisons du même ordre, et non l'intérêt personnel, ont poussé le Chapitre à éloigner l'édifice des maisons des particuliers, tout en conservant auprès du chœur le logis canonial. Les architectes ont voulu prévenir ainsi de graves inconvénients, comme les risques d'incendie, de bris, d'effraction ou de vol, éviter les servitudes inhé-

rentes au voisinage de maisons trop hautes, qui pourraient diminuer l'éclairage et altérer ainsi la beauté des vitraux et de l'église¹. Ils ont voulu aussi isoler l'église des mille bruits d'un quartier industriel où le marteau de l'ouvrier et le métier du tisserand auraient pu troubler la paix du service divin².

Enfin des mobiles d'un ordre plus élevé ont encore incité le Chapitre à bâtir la cathédrale loin de la rue Droite. « Tous les jours, en effet, et à toute heure, cette rue est fréquentée par une foule de gens dévergondés, de sots, d'ivrognes et autres dévoyés sans retenue aucune, capables d'endommager et de briser les verrières de l'église et d'insulter la majesté de Dieu dans son temple³. »

C'est pour ne point exposer l'église à tous ces inconvénients matériels et moraux, pour lui assurer la stabilité nécessaire, le calme et le respect dus aux édifices sacrés, que les architectes ont voulu isoler la cathédrale sur le plateau, où se dressait, d'ailleurs, jusqu'à aujourd'hui, la vieille basilique de l'évêque Théodard.

Ayant ainsi défendu de leur mieux les droits contestés de l'église de Narbonne, l'honorabilité de son clergé et le juste à-propos de leur entreprise, les chanoines prennent un ton plus conciliant et font appel à des sentiments plus élevés. Assurant les consuls qu'ils n'auront rien à payer et que le zèle ne leur coûtera pas un denier, ils évo-

1. « ... In altum eas levando lumina et vitreas dicti capitis obscurare et sic decor ecclesie tolleretur et splendor minueretur... »

2. « ... Posset divinum servitium turbari et impediri per fabros privatos et malliatores et alios artifices et machanicos in proximis et contiguis suis domibus pro libito operantes. »

3. « Si juxta dictam carreriam publicam caput ecclesie posuissent cum inde frequenter et communiter colidie transeat lascivientium, stultorum, ebriosorum et aliorum malemorigenatorum sine rationis freno ducta multitudo copiosa, vitreas dicte ecclesie frangerent lacerarent et aliter multipliciter injuriarentur Deo et ecclesie supradicte. »

quent le sentiment religieux et celui de l'honneur : « eorum fides et religio debet esse causa principalis promovens dictum opus ». La réalisation d'une œuvre aussi magnifique que celle de la cathédrale : « mira, sumptuosa, preciosa, pulcherrima et decora » doit répandre la gloire et la renommée du consulat et de la ville dans le monde entier « in omnes nationes et regiones », et les consuls doivent craindre que leur obstination dans une mauvaise cause ne fasse leur déshonneur à jamais.

Mais les adversaires ne parlaient pas la même langue et ne discutaient pas le même droit. De bonne foi, quoique avec une malveillante et visible acrimonie, les consuls défendent les réelles et nécessaires prérogatives de la communauté, qu'aucun droit bientôt ne contestera plus et qui furent à l'origine de la vie politique des cités. Mais la cause du Chapitre n'est pas moins juste, et en défendant leurs privilèges, les chanoines défendent un droit historique, superposé aux droits essentiels de la cité, et solidement établi sur des titres valables, au moins dans les constitutions de l'époque où ils furent concédés, et acceptés de tous. Les consuls étaient donc dans l'erreur en niant des droits incontestables et antérieurs à l'institution consulaire elle-même aussi bien qu'à l'autonomie municipale du Moyen âge; mais les chanoines n'étaient plus dans la vérité en maintenant, d'une façon absolue, des droits et des privilèges que l'évolution des temps, des institutions et des mœurs avait vidés de leur contenu utile. Il n'est pas étonnant que dans un pareil conflit, épisode commun dans une époque de transition entre l'organisation féodale et la centralisation monarchique, les adversaires n'aient pu se comprendre, et que les juges royaux eux-mêmes n'aient pas su les mettre d'accord.

Quant aux questions de fait sur la personnalité des clercs ou la construction de la cathédrale qui renforcent

les arguments de droit, le simple exposé des discussions suffit à les résoudre. Il n'est pas douteux que les consuls, excités, si l'on peut dire, par la passion municipale, n'aient fait une mauvaise et regrettable querelle aux chanoines et que la justice de l'histoire, à défaut de celle des tribunaux, ne doive se prononcer pour les défenseurs de la cathédrale.

Troisième période (1354-1361). — Épilogue : l'accord pour la construction du cloître.

L'intransigeante opposition du Consulat et l'éloquence documentée du Chapitre n'avaient pas ému les juges du procès. Dans cette cause, suspendue autant par la force des événements que par la volonté des hommes, aucun arrêt de principe n'était intervenu pour établir, au moins aux yeux de la justice, de quel côté était le droit. Aussi, si la démolition du rempart et par suite l'achèvement de la cathédrale étaient pratiquement abandonnés, la thèse des adversaires restait entière ; le conflit, étouffé dans les bureaux du sénéchal, demeurait vivace dans l'opinion, et la vigilante activité du Chapitre allait le ranimer encore une dernière fois.

C'est l'intérêt du document inédit que nous allons analyser de nous raconter ce dernier épisode. Cette pièce, datée de 1361 et intitulée « Acordi et trāsactōn entre lo Capitol de Sant Just et la vila sus lo bastiment de la claustra », ne fait pas partie des dossiers du procès. Il n'y est point question de la cathédrale mais seulement du nouveau cloître à bâtir auprès d'elle. Cependant, après avoir exposé les prétentions contraires du Consulat et du Chapitre sur le terrain où doit s'élever le cloître, l'acte élabore un tel règlement de concessions mutuelles que les vieux griefs agités depuis 1345 sont, d'un coup, liquidés ;

- la question de propriété des remparts et des terrains d'église, qui faisait le fond du précédent conflit, reçoit, en dehors de la justice et par la volonté des contractants, une solution définitive et bénévolement acceptée de tous.

Ainsi, cet acte transactionnel au sujet du cloître se rattache au procès de la cathédrale. Non seulement il nous révèle l'attitude et l'activité du Chapitre après sa défaite de 1354, ainsi que ses espoirs de revanche, mais surtout il met un point final aux questions de droit et de fait posées par la longue querelle que nous avons racontée.

Dans la première partie de cet « accord », les deux contractants exposent leurs revendications opposées sur le terrain du cloître. Les consuls, reprenant l'argumentation déjà développée en 1349 et en 1354 devant le sénéchal, affirment que les terrains situés à l'intérieur du rempart entre l'enceinte, le mur de la vieille église et la nouvelle cathédrale, appartiennent à la ville de Narbonne. Ils font partie du chemin de ronde qui longe le rempart à l'intérieur et constituent une voie publique par laquelle, du palais archiépiscopal, on accède à la courtine des remparts et à la cathédrale. L'église, bâtie en 890 par l'évêque Théodard, en s'adossant au rempart, avait barré cette voie publique et intercepté le libre passage du chemin de ronde et de la courtine. Mais cette église ayant été munie de deux portes, l'une au nord, l'autre au sud du transept, les consuls revendiquèrent toujours, au nom de leurs droits de garde, le libre passage à travers l'église et par ces portes, comme une servitude due après l'usurpation épiscopale. Ainsi pouvaient-ils, de jour et de nuit, en tout temps et à leur volonté, traverser l'église du sud au nord et monter, par des degrés pratiqués dans le mur, sur la courtine du rempart que les constructions de l'église avaient interrompue.

Le Chapitre a toujours contesté aux consuls non seule-

ment la propriété du rempart, mais aussi celle des terrains avoisinants, niant que le chemin de ronde fût une voie publique, et refusant au Consulat le droit de libre passage à travers l'église. Obligé, en 1354, de s'avouer impuissant devant l'opposition des consuls, il a dû abandonner son entreprise contre le rempart, mais il n'a pas renoncé à ses prétentions. Après avoir rasé les ruines de la vieille église, il a fait enclore cet espace de murs qui s'appuient au rempart, et il fait construire un nouveau cloître sur ce terrain. Ainsi, le droit de passage et le passage lui-même sont supprimés d'un coup. Les droits et la sécurité de la ville sont menacés, parce que le Consulat n'a plus le contrôle et ne peut assurer la garde d'une partie de l'enceinte.

A cet exposé et à ces doléances du Consulat le Chapitre répond, comme il a répondu en 1349 et en 1354, qu'il a le droit d'intercepter une voie qui n'est pas publique et de bâtir le cloître sur le terrain qui lui appartient. Tout cet espace, en effet, voie dite publique et emplacement du cloître était occupé par la vieille église de Narbonne, et cette église commandait si bien le passage, qu'on ne pouvait la traverser qu'avec l'assentiment des chanoines et de jour seulement.

Telles sont les positions tenues par les adversaires, au moment où la pressante nécessité d'avoir un cloître¹, la lassitude de combattre, le zèle pour la religion et enfin

1. « ... ut generales processiones ... ibidem fieri possint valde libere ... cum de presenti ibidem fieri nec gentes sequentes ipsas processiones recipi valeant propter structuram ecclesie ... ; quia non erat decens talem et tantam sollempnè et antiquam et honorabilem ecclesiam metropolitana ... ad quam confluunt nonnulli suffraganei episcopi, abbates, prelati et rectores ecclesiarum diocesis et provincie Narbonensis tempore concilii generalis, et propter jumentum prestandum dicto domino archiepiscopo ... carere dicto claustro. »

l'intervention personnelle de l'archevêque Pierre de la Jugie, amènent quatre délégués du Chapitre et six consuls de la ville de Narbonne à signer dans le « palais vieux » archiépiscopal, près de la chapelle de Sainte-Madeleine et en présence de l'archevêque lui-même, « l'amicable transaction » *amicabilem compositionem* » dont nous allons analyser la seconde partie.

Le Chapitre déclare avant tout, et c'est là un point capital qui a dû rendre l'accord possible, qu'en élevant le cloître, il n'entend pas occuper une partie quelconque des remparts, mais bâtir, de ce côté, un mur distinct en arrière de l'enceinte, pour laisser aux consuls le libre exercice du droit de garde et de circulation sur la courtine¹.

Sur cette capitale assurance, il est expressément convenu entre les deux parties :

1° Que le mur occidental du cloître appelé « chevet », comme cela a déjà été commencé, s'appuiera par son angle sud-ouest à la maison que l'archevêque vient de faire élever (le long du rempart), et où se trouve la cuisine du nouveau palais archiépiscopal².

Comme la nouvelle construction archiépiscopale (1349-1355) était adhérente au rempart, le cloître allait donc s'appuyer, par son angle sud-ouest, à la fois aux locaux de l'archevêque et au mur d'enceinte, supprimant ainsi le passage réclamé par les consuls.

2° Le Chapitre fera pratiquer deux portails dans les murs de ce cloître, l'un dans le mur méridional, côté du

1. « ... non intendit occupare aliquam partem murorum sed alios parietes de novo retro ipsos muros fieri facere ad finem ne custodia ipsorum murorum propter hoc aliquo modo impediatur seu perturbetur... »

2. « dictum claustrum seu caput ejusdem conjungi, affigi et ligari debeat cum quadam turre domini Narbonensis archiepiscopi ibidem de novo constructa, in qua nunc est coquina hospitii seu palatii novi dicti domini archiepiscopi, prout inceptum est ibidem. »

palais, l'autre dans le mur occidental ou chevet, côté du rempart, ce dernier ouvrant une issue vers l'espace vide, situé entre le mur du cloître et le rempart, où fut le cimetière et où se bâtit le nouveau transept. Cet espace doit demeurer tel que les gens de la ville, ayant franchi les deux portes du cloître, puissent le traverser et par des degrés pratiqués dans le mur monter sur la courtine du rempart. Ainsi faisait-on au temps où la vieille église occupait cet emplacement¹.

3° Les deux portes du cloître demeureront complètement ouvertes depuis l'heure de matines jusqu'au moment où battra le tambour de la garde « *ab hora pulsationis matutinarum usque ad pulsationem cimbali excubiarum.* »

4° En temps de guerre ou crainte de guerre dans le pays, lorsque les consuls, pour l'utilité et la sécurité du roi et de la ville, voudront faire des rondes, les deux portes devront rester ouvertes de jour et de nuit, pour que l'on puisse traverser le cloître et accéder à toute heure au rempart et aux tours.

L'acte transactionnel se termine par les plus solennelles assurances de fidélité au pacte commun et l'expresse réserve des droits que le roi pour les remparts, et le Saint-Siège pour l'église, peuvent avoir sur le fond de la cause.

La seule analyse de ce document nous en révèle l'extrême importance, comme nous l'avons dit au début, non

1. « *Item quod in dicto clauastro faciant et facere debeant... duas portalias unam versus domum seu palacium dicti domini archiepiscopi et aliam versus aleyam seu carreriam que exit inter caput dicti claustri et murum civitatis ... que aleya seu carreria sit et taliter ibidem remanere debeat quod gentes dicte ville predictae perinde transire possint et per graderia sive scalaria murorum assendere ad muros civitatis predictae pro tuitione et defensione eorundem quemadmodum facere solebant quando dicta Ecclesia antiqua ibidem erat.* »

seulement pour l'histoire du cloître mais surtout pour l'histoire du conflit que nous avons raconté, auquel il fournit son épilogue et sa conclusion.

Nous voyons, en effet, dans l'exposé de la première partie, quel était, après le procès de 1354 et les événements de 1355, l'état d'esprit de ceux que ni la justice, ni l'invasion n'avaient pu mettre d'accord, et comment ils n'ont cessé d'agir même après l'abandon de la cause. Les adversaires n'avaient point reculé d'une ligne et ils rééditent, en 1361, les mêmes prétentions qui ouvrirent le conflit de 1345, aussi bien que les mêmes arguments du procès de 1349, au sujet des remparts et du terrain où devaient s'élever la cathédrale et son cloître. Nous voyons, d'autre part, que la dispute n'est point demeurée spéculative. Tandis que les consuls maintenaient une opposition servie par les événements, les chanoines, battus mais pas découragés, ne cessent, malgré l'instabilité des temps et l'hostilité des hommes de penser et de travailler à la grande œuvre. Ils ont suivi à la lettre le conseil de leurs adversaires et, ne pouvant édifier le transept et la nef de leur cathédrale parce que le rempart demeure devant leur dessein comme une barrière infrançible, ils poussent activement, entre 1354 et 1361, la construction du cloître commencé dès 1349. Mais, s'il leur a fallu renoncer, en fait et provisoirement, à la propriété du rempart et à sa démolition, ils ne renoncent pas à la propriété contestée des terrains avoisinants, où doit s'élever un jour l'église rêvée, et ils l'affirment en jetant jusque-là les fondations du cloître.

La dispute ne pouvait s'éterniser et les consuls, la justice étant défaillante, ne pouvaient toujours, à eux seuls, entraver une œuvre poursuivie ardemment par le Chapitre et à laquelle s'intéressait le peuple entier de Narbonne aussi bien que le clergé. Le moment était donc venu d'un

accord, et la bonne volonté des adversaires aussi bien que l'influence de l'archevêque Pierre de la Jugie, rendirent faciles les sacrifices mutuels d'amour-propre et de droits sans lesquels aucune transaction n'eût été possible.

La seconde partie du document nous montre sur quelles bases fut établi l'accord, et comment, dans les quatre articles qui concernent la construction du cloître, fut liquidée la vieille querelle de principes qui depuis 1345 divisait le Consulat et le Chapitre. Le Chapitre avait-il droit de propriété sur les remparts et sur le boulevard intérieur, et pouvait-il user de cette propriété pour la construction de la cathédrale et du cloître ? Nous avons exposé dans le chapitre précédent la thèse affirmative des chanoines et la négative des consuls. La question, qui était demeurée entière et irréductible jusqu'en 1361 et que le sénéchal n'avait point tranchée, l'accord la résout, en droit et en fait, par un compromis où les deux thèses s'atténuent réciproquement, où les renonciations et les concessions mutuelles s'équilibrent à la satisfaction de l'amour-propre de tous.

Le Chapitre fait la première concession et la plus importante, en déclarant tout d'abord qu'il renonce à occuper *une partie quelconque du rempart* et qu'il ne veut point entraver le droit de garde des consuls sur ce côté de l'enceinte. La question de propriété des murs est donc tranchée en droit, comme elle l'était en fait depuis 1354. Non seulement les chanoines abandonnent l'usage de ce mur, que la veille encore ils avaient cerné d'une clôture, mais de plus, ils reconnaissent aux consuls le droit, toujours nié jusqu'alors, d'en disposer librement. Ainsi s'effondre cette propriété âprement défendue pendant vingt ans et que le procureur du Chapitre nous montrait si solidement établie sur le droit des concessions royales et des titres anciens, et sur le fait d'une possession ininter-

rompue de cinq siècles. De l'aveu du Chapitre lui-même, le rempart n'appartient plus à l'archevêque, mais à la commune, et la cathédrale devra rester toujours inachèvement devant l'obstacle de cette inviolable propriété.

L'Église fait encore aux prétentions des consuls une concession aussi importante, mais moins grave dans ses conséquences. Le Chapitre, qui avait clos de murs l'emplacement du futur cloître et croyait élever dans cette propriété une construction privée, asile de la prière et du recueillement, se voit obligé, par le contrat de 1361, d'ouvrir deux portes qui feront de ce cloître un lieu de passage, de respecter le terrain demeuré vacant entre le cloître et le rempart, et de donner ainsi à sa propre demeure un caractère public. En acceptant cette onéreuse condition et la servitude du passage à travers le cloître, le Chapitre sacrifiait l'une de ses prétentions les plus solidement défendues par son procureur dans le procès précédent : la propriété des terrains qui longeaient l'intérieur du rempart et entouraient la vieille église. Il ne contestait plus, contre les consuls, que ces terrains n'eussent été auparavant une voie publique, et qu'ils ne fussent devenus terre d'église que par l'usurpation de l'archevêque Théodard. Ainsi remettait-il entre les mains des consuls une arme nouvelle et un argument, non seulement contre la libre propriété du cloître, mais encore contre le futur agrandissement de la cathédrale.

Mais tous ces sacrifices d'amour-propre et ces renoncements à des droits si longuement et si âprement défendus n'étaient pas faits en vain. Les consuls triomphaient modestement, et chacun des avantages accordés à la théorie de leur droit se tempérerait par une concession de fait à la cause des chanoines. Ainsi, tout en revendiquant le droit de propriété sur le rempart qui leur a été formellement reconnu, les consuls permettent au Chapitre — en-

treprise déjà commencée d'ailleurs — d'adosser à l'enceinte l'angle sud-ouest des nouvelles constructions, d'occuper ainsi une partie du mur, d'intercepter la courtine et la circulation sur le rempart, de jouir enfin, comme au temps de la vieille église, en cet endroit, de tous les avantages du propriétaire.

Sans doute aussi, les consuls avaient obtenu la reconnaissance de leur droit de passage à travers le cloître et l'aveu implicite d'une ancienne usurpation ecclésiastique, mais ils n'avaient pas exigé, et ils n'auraient pas obtenu, que l'ancienne voie publique du passage de l'Ancre fût restaurée dans son tracé primitif, et le cloître s'étendit en partie, malgré tout, sur ce terrain contesté, lui donnant ainsi pratiquement la qualité de terrain ecclésiastique.

Le droit de passage à travers le cloître est lui-même restreint au profit des chanoines. Les consuls ont beau prétendre — faussement d'ailleurs, comme le montrent les textes — qu'ils avaient, dans le passé, le libre passage de jour et de nuit à travers l'église, l'accord de 1361 ne leur concède plus que le passage de jour à travers le cloître. Les portes de ce cloître resteront ouvertes seulement depuis l'heure de matines jusqu'à celle du couvre-feu, et le passage ne sera exceptionnellement autorisé par les chanoines pendant la nuit qu'en temps de guerre ou d'extrême nécessité.

Ainsi les abdications de principe du Chapitre sont facilitées par le Consulat. Les chanoines abandonnent un droit illusoire de propriété que la justice elle-même n'avait pas su leur garantir, et les consuls renoncent à réclamer un terrain trop solidement occupé par leurs adversaires. La vieille querelle était donc apaisée dans cet « amical » compromis, et les plus graves questions disputées depuis quinze ans entre le Chapitre et le Consulat, et laissées en

suspens par les tribunaux de 1354, reçoivent enfin une bénévole solution. Mais le règlement n'était pas équitable, et si la construction du cloître fut le bénéfice du compromis, l'abandon des travaux de la cathédrale, qui suivit l'abandon du rempart, en a été la trop chère rançon.

CONCLUSION

Tel est le récit de cette querelle qui ajoute un nouveau chapitre à l'histoire de la cathédrale Saint-Just. Ce chapitre n'en sera peut-être pas le plus intéressant, mais il méritait d'être écrit, parce qu'il nous dévoile, après un silence de six cents ans, la crise décisive et mortelle qui arrêta l'essor de la cathédrale de Narbonne et priva cette ville d'une parfaite œuvre d'art. L'étude de cette crise a pour nous un double intérêt : elle fournit d'abord à l'histoire des mœurs quelques observations d'une importance plus que locale, et surtout elle est pour l'histoire archéologique de la cathédrale une source aussi précieuse qu'inédite de renseignements.

Cette querelle n'est point, en effet, un obscur litige de mur mitoyen ou de propriété privée. C'est, entre deux corps tout-puissants et représentatifs de deux sociétés, une rivalité de privilèges politiques, envenimée par l'étroitesse des passions locales : d'un côté, comme nous l'avons déjà montré, le corps capitulaire, représentant un âge politique en train de disparaître, qui lutte pour des droits vénérables mais déjà contestés ; de l'autre, le corps consulaire dont la jeune autonomie, avide d'indépendance et d'autorité, ne ménage pas suffisamment les privilèges et les choses du passé ; entre les deux, un pouvoir royal dont la sympathie, impuissante d'ailleurs, va vers le premier, mais dont l'intérêt politique se coalise avec le se-

cond. Tel est le tableau, d'une signification générale, que nous présente l'étude de ce débat.

Mais ce qui rend le conflit plus intéressant, plus élevé et l'on pourrait dire plus dramatique, c'est qu'il ne s'agit point seulement d'une ordinaire rivalité de privilèges politiques, mais aussi des intérêts religieux de toute la communauté chrétienne et du patrimoine artistique de la ville de Narbonne. En défendant ses droits sur les remparts et sur les terrains avoisinants, ce n'est point une égoïste et vaine propriété que le Chapitre dispute, c'est la possibilité et le devoir d'agrandir une église en effet trop petite, et de donner à la communauté des citoyens catholiques les moyens de pratiquer le culte auxquels ils ont droit. Avec le patrimoine religieux de la cité, les chanoines défendaient aussi son patrimoine artistique, et l'on comprend, aux épithètes laudatives dont ils usent en parlant de cette œuvre « somptueuse », « magnifique », « précieuse », « très belle », « admirable », au sentiment d'émulation qui les a gagnés et qu'ils veulent faire partager aux consuls, que ces hommes d'Église avaient parfaitement conscience de la haute valeur d'art du nouveau monument, et qu'ils n'étaient point insensibles, comme ils disent eux-mêmes, « à la renommée », « à l'honneur », « à la gloire » qui en devait rejaillir sur toute la cité.

Quant aux consuls, en s'opposant par des voies détournées à cette entreprise d'utilité publique et sociale, non seulement, malgré leurs protestations d'orthodoxie, ils ne se montraient pas zélés catholiques ni fervents sectateurs de l'art et de la beauté de leur ville, mais ils allaient contre les droits de la communauté qu'ils prétendaient défendre et contre les intérêts dont ils étaient chargés.

C'est pourquoi, s'il fallait, dans cette cause, prendre un parti que les juges du sénéchal n'ont point voulu fixer, bien que les droits du Chapitre de Narbonne ne fussent

pas plus absolus que les prétentions et les affirmations des consuls, nous regretterions que les chanoines n'aient pas triomphé de leurs adversaires. C'est qu'en défendant leur propre cause ils luttèrent pour une idée salubre et féconde, l'idée religieuse, l'élévation du peuple et l'enrichissement du trésor artistique de la cité, tandis que l'opposition des consuls, fondée sur un intérêt mal compris et dévié par les passions locales, a fait œuvre négative et contribué, pour sa part, à priver la ville de Narbonne d'un rare et authentique chef-d'œuvre.

Cependant, si quelque chose peut consoler les archéologues de la perte ou de la mutilation d'un chef-d'œuvre, c'est de pouvoir en parler, et l'étude du procès des chanoines est plus intéressante encore pour l'histoire de la cathédrale que pour l'histoire des mœurs. Nous y trouvons en effet, d'abord de précieux détails sur la topographie des lieux où devaient s'élever la nouvelle cathédrale et le cloître; le souvenir des époques qui précédèrent l'église romane y est évoqué avec la description du rempart préwisigothique et de ses environs, le boulevard intérieur, disparu depuis, qui longeait ce rempart, les maisons qui le déshonoraient, le cimetière qui l'avoisinait; l'église romane elle-même sort de l'oubli avec quelques traits qui nous permettront de lui donner un peu de vie; enfin, la cathédrale gothique, dont le sort se dispute dans le prétoire, nous laisse surprendre, grâce à l'indiscrétion des avocats, quelques détails de sa vie intime que l'histoire n'avait jamais sus. Nous apprenons notamment quels calculs, quelles rivalités et quelles difficultés suscitérent le simple établissement de la nouvelle église, quelles jalouses et pessimistes critiques suivirent, d'un esprit malveillant, la lente conduite des travaux, le développement exagéré des plans, la hardiesse des constructions, et comment les chanoines, en élevant un superbe

chef-d'œuvre, durent justifier de leur honnête, désintéressé et pacifique dessein. Nous savons avec eux la cause des retards de l'œuvre et la source des revenus qui l'alimentèrent. Nous les voyons, les rapports des maîtres d'œuvres à la main, expliquer aux ignares consuls des choses intéressantes pour nous : comment et dans quel plan devait se poursuivre l'achèvement de la cathédrale, quels obstacles arrêtaient le projet, quels progrès faisait la construction ; nous apprenons que dans le transept déjà commencé, deux vastes portails devaient tendre leurs somptueuses voussures de marbre, en attendant qu'un porche monumental s'ouvrit au fond de l'église ; que deux nouvelles tours devaient étreindre et couronner la nef ; nous recevons, avec les consuls, en termes précieux pour le répertoire archéologique, une excellente leçon d'architecture où le rôle des tours, des piles, des contreforts et des arcs-boutants dans l'économie de la construction, le jeu de la poussée des voûtes et des contrebutées sont parfaitement expliqués. Avec tous ces détails, il nous est permis de recueillir quelques dates importantes qui jalonnent l'histoire de la cathédrale et du cloître, et même d'apercevoir, à travers les imposantes colonnades qui commencent à s'élever, non seulement ces consuls hostiles et têtus qui traitent la cathédrale en ennemie, ces clercs nombreux et suspectés qui étouffent et se disputent dans l'église trop étroite, mais aussi ces glorieux maîtres d'œuvres et leurs modestes ouvriers, dont nous savons les noms, le foyer, et la part de travail dans le chef-d'œuvre commun.

Parmi tous ces renseignements recueillis dans le procès, et que notre conclusion vient de relier ensemble, quelques-uns ont été exposés dans le récit du conflit, qui forme la première partie du présent travail. Mais d'autres, concernant les maîtres d'œuvres de la cathédrale, la vieille

église carolingienne et le rempart préwisigothique de Narbonne, ont été seulement effleurés, parce que leur objet les rattachait moins directement à notre récit, et que leur importance demandait un développement spécial. A ces études, qui seront traitées dans notre deuxième partie, la conclusion que nous venons d'écrire servira de préface.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES MAÎTRES D'ŒUVRES DE LA CATHÉDRALE

Parmi les indications que nous fournit le procès du Chapitre et qu'il importe d'examiner de plus près, celles qui concernent les maîtres d'œuvres de la cathédrale ne sont pas les moins intéressantes. Dans une liste de témoins appelés devant le bayle de Narbonne, le 17 mars 1349, nous relevons les mentions suivantes : « Ludovicus Richeclerc, magister operis, seu fabrice Sancti Justi Narbone » et « Petrus Daniel de Carcassona, magister principalis operis seu fabrice predictæ ». Un mémoire déposé au procès par le procureur du Chapitre, et daté du 4 avril 1349, nous donne les noms des maîtres d'œuvres que, depuis quarante ans, le Chapitre a successivement logés dans une tour de l'enceinte gallo-romaine dont il revendique la possession : « *Turris vetus... teneri et habitari consuevit acthenus per magistrōs fabrice supradictæ ex concessione et permissione capituli supradictæ ecclesie viginti, triginta annis et a quadraginta annis citra continue pacifice et quiete...* » « *... dictam turrim tenerunt et habitaverunt... magister Jacobus de Fabiano et Dominicus ejus pater magistri principales fabrice dicti capituli et ecclesie predictæ usque ad hōbitum eorūdem et post eos magister Raymundus Aychardi magister in eorum locus (sic) subrogatus*

quamdiu vixit et post ipsum magister *Petrus Danielis similiter* nunc magister principalis dicti operis et habitavit et habitat in presenti, ex concessione et permissione dicti capituli... »

Pour bien mesurer l'importance de ce texte et des conclusions qu'on en peut tirer au sujet de l'histoire de la cathédrale et de ses architectes, il suffira de rappeler ce que les archéologues et les historiens nous ont transmis sur les maîtres d'œuvres de l'église Saint-Just.

Viollet-le-Duc, le premier, frappé de la similitude des plans de la cathédrale de Clermont-Ferrand, de Narbonne et de Limoges a conclu que ces plans semblaient avoir été tracés par le même architecte¹. Nous connaissons le maître qui, de 1248 à 1287, édifia le chœur de la cathédrale de Clermont : il s'appelait Jean Deschamps². Les archéologues, adoptant l'opinion de Viollet-le-Duc, ont attribué à Jean Deschamps les plans de la cathédrale de Narbonne, et mentionné, encore à la suite de Viollet-le-Duc, deux architectes, maître Henri de Narbonne et Jacques de Favarii qui, vers 1320, travaillaient au chœur de la même église³. Enfin, le dernier historien de la cathédrale a retrouvé, dans un texte de 1346, le nom d'un autre maître d'œuvres : Raymond Aicard⁴.

Tels sont les renseignements que nous possédions sur les maîtres d'œuvres de l'église Saint-Just. A ces quelques noms et à ces deux dates le texte que nous publions sera un utile complément. En ajoutant trois noms inédits à ceux que nous connaissions déjà, il nous permet d'abord d'établir, de 1286 à 1356, la série chronologique des

1. Viollet-le-Duc, *Dictionnaire raisonné de l'architecture française*, t. II, p. 373 ; t. IX, p. 298.

2. H. du Ranquet, *la Cathédrale de Clermont-Ferrand*, p. 9.

3. H. Stein, *les Architectes des cathédrales gothiques*, p. 100.

4. L. Narbonne, *la Cathédrale Saint-Just de Narbonne*, p. 34.

maîtres d'œuvres de la cathédrale. Les recherches faites dans les textes, dont quelques-uns sont inédits, et sur le monument, pour éclairer et contrôler le texte capitulaire, nous ont ensuite amené à délimiter, au moins approximativement, l'œuvre des architectes dont nous avons fixé la chronologie. Enfin, une documentation plus neuve nous a permis de corriger ou de mettre au point plus d'une affirmation erronée ou hasardeuse de ceux qui nous ont précédé dans ce sujet.

Ainsi, l'étude et le commentaire d'un texte inédit nous ont amené, en suivant une ligne historique que nous voudrions droite, à écrire, non pas une histoire, mais une courte notice critique sur chacun des maîtres d'œuvres que nous avons pu connaître et qui sont, classés entre les dates extrêmes sorties des textes : Jean Deschamps (1286-1295), Dominique de Fauran (1295-1309), Jacques de Fauran (1309-1336), Raymond Aicard (1336-1349), Pierre Daniel (1349-1356), Louis Richeclerc 1349-...)

JEAN DESCHAMPS (1286-1295).

Élève des architectes du Nord, mais très probablement Auvergnat, Jean Deschamps fut, de 1248 à 1287, architecte du chœur de la cathédrale de Clermont¹. La critique archéologique lui attribue les plans de la cathédrale de Narbonne à cause de l'étroite parenté architecturale qui relie les deux édifices de Clermont et de Narbonne. Nous confirmerons cette opinion des archéologues, mais, par un texte irréfutable, nous prouverons aussi, non seulement que Jean Deschamps a donné les plans de la cathédrale, mais qu'il est venu sur place, à Narbonne, en

1. H. du Ranquet, *op. cit.*

poursuivre l'exécution. Une étude plus approfondie du monument nous permettra, peut-être, de déterminer la part de l'œuvre qu'il a exécutée et de limiter ainsi l'époque de sa direction effective.

Avec les traits communs aux églises de la même époque, les cathédrales de Clermont-Ferrand et de Narbonne possèdent, en effet, des caractères plus originaux qui les rapprochent d'une étroite façon.

Une étude serrée des plans, des procédés de construction, des profils, nous amènerait à des conclusions intéressantes. Nous nous contenterons de signaler dans le plan de ces édifices, la similitude des chapelles rayonnantes à cinq pans de l'abside, le même nombre de travées rectangulaires du chœur, la disposition du sacraire dans les travées des collatéraux, identique à Clermont et à Narbonne, enfin les quatre tours qui flanquent le transept, élevées à Clermont et prévues à Narbonne. Dans l'élévation, à l'intérieur, même disposition originale du triforium dont la galerie contourne les piles du chœur et du sanctuaire au lieu de les traverser, laissant ainsi à ces piles leur maximum de stabilité. Cette galerie, d'une rare simplicité dans les trois églises de Clermont, de Limoges et de Narbonne, est établie dans le prolongement des fenêtres dont elle forme la base, et les meneaux qui divisent les grandes baies se transforment en colonnettes pour séparer les petites baies du triforium. A l'extérieur, les ressemblances sont encore plus accusées, et l'on trouve dans les trois édifices le même établissement de terrasses définitives sur les voûtes de l'abside, les arcs-boutants à deux étages et à double volée, avec pile intermédiaire reposant sur les piles de tête des chapelles, munies de chéneaux à l'extrados supérieur, la galerie de circulation qui court au bas des fenêtres et dont les dalles recouvrent le triforium, enfin le chemin

de ronde qui entoure les contreforts à Clermont et à Limoges tandis qu'à Narbonne il couronne ces contreforts en les reliant. Tous ces traits, plus originaux dans les trois cathédrales que dans les édifices de la même époque, et aussi une même tendance dans le style vers de nouvelles formes qui annoncent le flamboyant, ont amené les archéologues à conclure que l'auteur des plans de la cathédrale de Clermont, la plus ancienne des trois, est aussi celui des plans de Narbonne et de Limoges.

Cette conclusion, dégagée de l'étude du monument, nous pouvons la confirmer par un texte qui a échappé à l'attention de Viollet-le-Duc et des autres archéologues. C'est l'analyse du contrat par lequel Jean Deschamps est institué premier maître d'œuvres de l'église de Narbonne. Nous lisons, en effet, dans « l'Inventaire général, historique et raisonné des actes du Chapitre » terminé en 1680 par le notaire Ducarouge : « Le 4 des Kalendes de décembre 1286, Raymond de Céret, procureur de la fabrique, du consentement de MM. les prévôts, crée et institue *ad nutum* M^e Jean des Champs pour le premier maître dans le travail de l'église et lui promet tous les jours qu'il sera présent, feste ou non, trois solz pour ses gages plus 100 solz pour l'entretien de la maison où il demeurera à Narbonne, et 100 livres annuellement pour ses habits¹. »

Pour des raisons qui n'ont rien de scientifique, le dernier historien de la cathédrale² n'accepte pas ce texte absolument authentique. Il croit, d'après « quelques auteurs, » que Jean Deschamps serait mort en 1265 ou 1280 et que le notaire Ducarouge a commis une erreur de date ou de nom. On ne peut pas écarter un texte aussi

1. *Inventaire général historique et raisonné des actes du Chapitre*, par le notaire Ducarouge, ch. II.

2. Louis Narbonne, *op. cit.*

formel. Jean Deschamps n'était pas mort en 1286 ; c'est l'opinion motivée du plus récent historien de la cathédrale de Clermont, M. du Ranquet, et de M. Rouchon, l'archiviste de Clermont-Ferrand. Ceux qui ont indiqué la date de 1280, pour le décès de Jean Deschamps, n'ont produit aucun texte, aucune raison « pour étayer une assertion qu'on peut dire en conséquence entièrement gratuite¹. ». En 1287 on trouve parmi les témoins du serment prêté aux chanoines de Clermont par les sergents de Jean Pérusse, bailli de cette ville, un « magister Johannes de Campis ». Les historiens de la cathédrale de Clermont n'ont pas connu le document de Narbonne. Le rapprochement de ces textes suffit pour trancher définitivement la question du décès de Jean Deschamps, authentifier, s'il était nécessaire, la mention de l'inventaire Ducarouge et laisser à l'architecte de Clermont le titre de « magister principalis operis ecclesie » « premier maistre » dans le travail de l'église de Narbonne.

On peut donc affirmer non seulement que Jean Deschamps a donné les plans de la cathédrale de Narbonne, mais qu'il est venu, à partir de 1286, en poursuivre sur place l'exécution. La présence de cet architecte à Clermont, en 1287, nous montre qu'il ne s'établit pas définitivement à Narbonne, mais les conditions du contrat nous prouvent qu'il dut faire dans cette dernière ville des séjours assez fréquents et assez longs. Ainsi travaillaient les maîtres d'œuvres, surveillant à la fois plusieurs chantiers souvent éloignés les uns des autres et suppléant par le cumul des entreprises à la modicité des salaires qui leur étaient alloués.

Jusqu'à quelle époque Jean Deschamps a-t-il dirigé les

1. H. du Ranquet, *op. cit.* p. 14.

travaux et quelle partie de l'œuvre pouvons-nous lui attribuer personnellement ? L'étude des dates de la construction et l'analyse de ses caractères nous permettront peut-être de répondre à cette question. Les travaux de la nouvelle église commencèrent le 13 avril 1272¹. La première pierre fut posée dans les fondements de la chapelle Saint-Pierre (Sacré-Cœur). Mais le nivellement du plateau, l'établissement des fondations et de l'épais radier de maçonnerie, sur lequel repose l'édifice, retardèrent la construction. Dans un acte daté du 14 des calendes de juin 1284, l'archevêque et le Chapitre promettent aux consuls « d'observer de point en point ce qui est contenu dans la désignation des fondements à faire pour l'église neuve² ». Aussi, n'est-il pas étonnant de voir le nom de Jean Deschamps paraître seulement en 1286, au moment où la construction sortie de terre, commençait à dessiner son plan et où l'architecte devait en surveiller l'exécution de plus près. Nous savons que la chapelle absidale Saint-Pierre était terminée en 1289³. En 1295 on consacrait l'autel de la chapelle Saint-Michel dans l'abside ainsi que celui de la chapelle Saint-Christophe (N.-D. de la Salette) dans le bas-côté Nord⁴. Entre 1300 et 1310, la chapelle de la Sainte-Trinité (entrée actuelle) et celle de Notre-Dame de Bethléem, furent meublées et décorées par les soins de l'archevêque Gilles Aycelin (1290-1311) et les belles verrières que nous admirons encore portent, dans la première de ces chapelles et dans chacun de leurs panneaux, les armes de ce prélat⁵. Ainsi, les cinq cha-

1. *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, t. V, c. 42 ; t. VIII, c. 219.

2. *Inventaire général historique et raisonné des actes du Chapitre*, ch. II.

3. *Registres de Nicolas IV*, d'après les manuscrits originaux publiés par E. Langlois, p. 333 : bulle du 4 décembre 1289.

4. Chronique de Saint-Paul, *Hist. de Languedoc*, t. V, c. 44.

5. D'or à trois têtes de lion arrachées de sable et lampassées de gueules placées deux et une.

pelles rayonnantes de l'abside furent élevées dans le dernier quart du treizième siècle, époque du séjour de Jean Deschamps à Narbonne.

Enfin, dans cette abside même, que nous devons sur la foi des textes et des dates attribuer, au moins en partie, à cet architecte, il est possible de reconnaître quelques-unes des particularités qui marquent son œuvre à Clermont. On les trouve d'abord dans le profil identique des bases absidales. A Narbonne, aussi bien qu'à Clermont, ces bases comportent « deux filets sur un gros tore très aplati débordant sur le socle ; une scotie à peine sensible et de petites consoles sous le tore dans les angles rentrants du socle¹. » Le style novateur de Jean Deschamps se reconnaît à Narbonne dans l'ensemble des courbes de la mouluration. Pour raccorder à ses piliers les colonnettes qui les entourent, le maître emploie des contrecourbes concaves qui produisent dans la section de la pile un tracé mou rare au treizième siècle. « Un angle rentrant, une arête vive, motif communément usité en pareille occasion, interposé entre son noyau fondamental et ses colonnettes lui paraissent secs et raides ; il les abandonne, et, pour les remplacer, il imagine dans la section de sa pile cette ondulation qui sera en honneur dans le style flamboyant². » Les successeurs de Jean Deschamps ont adopté ce tracé, en le traitant avec plus de franchise, dans les piles des collatéraux. Enfin, dernière ressemblance, les clefs de voûte des chapelles absidales de Narbonne ont le plan en couronne de celles de Clermont. Mais il faut signaler un détail qui nous semble amener une intéressante conclusion : seules, la chapelle médiane et les deux chapelles méridionales, élevées en premier

1. H. du Ranquet, *op. cit.* p. 50.

2. *Passim*, p. 53.

lieu, ont une clef à profil mouluré comme celles de Clermont. Les deux chapelles septentrionales élevées à la suite des autres ont une clef non moulurée et le pilier qui unit la dernière de ces deux chapelles à la première des collatéraux est un pilier de transition. Il reçoit, en effet, les retombées d'archivoltes différentes et sa base reproduit, d'un côté, le plan des bases absidales, de l'autre, le plan des bases collatérales.

Ce changement dans les clefs de voûte et cet habile raccord entre une abside et des collatéraux de style quelque peu différent nous marquent, semble-t-il, la limite de l'œuvre de l'architecte de Clermont. Ils nous prouvent que si Jean Deschamps a commencé les deux chapelles en question, un autre maître d'œuvres les a terminées. Or, nous savons à quelle époque le nouvel architecte a, comme une signature, posé ces clefs de voûte et dressé, avec le pilier de transition et dans un nouveau style, la première chapelle du collatéral nord. Cette chapelle fut édifée en 1295. C'est donc aux murs des chapelles septentrionales de l'abside que nous semble devoir s'arrêter l'œuvre personnelle de Jean Deschamps et à la date extrême de 1295 qu'on peut limiter sa maîtrise à Narbonne.

Pour bien établir cette limite, après avoir distingué dans l'abside de Jean Deschamps ce qui la rattache à Clermont, il nous reste à analyser les différences de style qui la séparent des collatéraux.

Une première différence peut être constatée dans la construction des voûtes : celles des chapelles absidales sont simplement établies sur six ogives maintenues par une clef percée, tandis que les voûtes des chapelles collatérales sont établies sur huit branches d'ogive à clef pleine et massive. Cette nouvelle disposition a permis à l'architecte, en ajoutant une travée de plus aux chapel-

les, d'ouvrir, d'une façon très originale, un double collatéral dans les bas-côtés du chœur.

Une différence plus apparente, peut-être, se trouve dans les archivoltas et les piles d'entrée des chapelles. L'archivolte des chapelles absidales est ornée d'un tore central accosté de part et d'autre de deux nervures en retrait. Sur ces cinq moulures, trois seulement, les moulures centrales, ont une retombee et reposent sur des colonnettes appliquées au fût de la pile qui supporte l'archivolte; les deux autres se perdent en pénétration dans l'ogive voisine. Jean Deschamps n'est pas un novateur radical; il n'oublie pas que, selon la règle gothique, les supports ne doivent logiquement s'appliquer qu'à des arcs et non à des moulures qui jouent seulement un rôle décoratif. Aussi ne transgresse-t-il le principe qu'en partie. Pour obtenir plus d'effet, avec moins de scrupule, l'architecte des collatéraux applique intégralement l'innovation de Jean Deschamps et donne des supports à toutes les nervures de l'archivolte en supprimant, par une nouvelle contradiction, celui de l'arc ogif des chapelles. Cette combinaison architecturale sacrifie la logique à l'effet, mais elle transforme les lourds piliers en un léger faisceau de colonnettes élancées. Avec les retombées qu'elles reçoivent du déambulatoire, les piles d'entrée des chapelles absidales forment ainsi un élégant faisceau de onze colonnettes tandis que les piles des collatéraux, d'un diamètre plus grand, reçoivent des voûtes les retombées de treize nervures ou arcs qui s'appuient sur treize colonnes engagées dans les piles. Ces différences dans la section des piles entraînent logiquement une différence dans le plan des bases correspondantes : étoile à onze branches dans l'abside, polygone à treize pans coupés dans les collatéraux. Même changement dans le profil de ces bases; celles des collatéraux ont perdu le tore

débordant, les consoles sous le tore et le double talon renversé des bases de l'abside.

Ainsi, une analyse attentive nous révèle entre l'abside et les collatéraux, non seulement des différences accidentelles dans le plan et la mouluration, mais aussi une conception différente des principes gothiques. Jean Deschamps appartient encore au treizième siècle, — son œuvre de Clermont est comprise entre 1248 et 1287. — Ses innovations à Narbonne sont encore timides : sa contrecourbe n'est pas franche et laisse apercevoir le fût de la colonne ; il ménage prudemment les supports. Son successeur n'a plus les mêmes scrupules ; il exagère les innovations, et, dans l'emploi des courbes et des supports, il érige en principe les déro-gations que s'était permises l'architecte de Clermont. Nous assistons ainsi, en même temps qu'à la succession des artistes, à l'évolution des formes qu'ils ont créées, et par la lente transformation des principes, à l'éclosion d'un style nouveau dont la cathédrale de Narbonne nous montre déjà les précoces annonces.

Viollet-le-Duc, qui n'a point signalé la présence de Jean Deschamps à Narbonne, a fait connaître le nom de deux architectes : « maître Henry de Narbonne » et « Jacques de Favariis » « son compatriote » qui, dès l'année 1320, auraient successivement travaillé à l'édification de la cathédrale de Gérone. Sur cette indication, les archéologues ont conclu que les deux architectes de Gérone avaient vraisemblablement travaillé à l'église de Narbonne. Le dernier historien des « Architectes des cathédrales » écrit : « ... On sait qu'en 1320, la conduite de ces opérations (les travaux de la cathédrale de Narbonne) était confiée à deux maîtres d'œuvres, Henri de Narbonne et Jacques de Favières, qui, quelques années plus tard, allèrent successivement diriger les tra-

vaux de la cathédrale de Gérone (Catalogne); le chœur de Narbonne doit leur être attribué¹. »

Si maître Henri, promu citoyen de Narbonne par Viollet-le-Duc et par voie de conséquence élevé à la charge de maître d'œuvres de la cathédrale de cette ville, a vraiment travaillé à Narbonne, nous devrions le considérer comme le continuateur de Jean Deschamps et placer son œuvre dans les premières années du xiv^e siècle. Mais nous ne pouvons pas affirmer que cet architecte fût de Narbonne ni même qu'il y soit jamais venu. Viollet-le-Duc a puisé ses renseignements dans les archives de la cathédrale de Gérone; mais le document original, publié et analysé par M. V. Mortet, ne parle pas de la nationalité de maître Henri. Cette pièce intitulée : « Eleccio de Mestre de la Obra de la Seu » nous apprend que « maître Henri, architecte du chœur de la cathédrale de Gérone étant mort », l'évêque Pedro de Rocaberti (1318-1324) et le Chapitre de Gérone firent appel pour continuer son œuvre à maître « Jacobus de Favarii (*sic*) », maître d'œuvres de l'église de Narbonne. « Noverint universi quod cum magister Enrichus, condam magister operis capitis ecclesie gerundensis, viam esset universe carnis ingressus, et Dominus Petrus, Dei gratia episcopus, et capitulum gerundense affectarent habere magistrum qui opus dicte ecclesie consumaret, idcirco elegerunt in magistrum ipsius operis magistrum Jacobum de Favarii, magistrum operis ecclesie Narbonensis²... » Le nom de maître Henri n'est pas suivi des mots : « de Narbona ». De la lecture de ce texte il faut conclure d'abord que maître Henri a été fait gratuitement citoyen

1. H. Stein, *op. cit.*

2. *Livre Vert des archives ecclésiastiques de Gérone*, fol. 119. — V. Mortet, *Notes historiques et archéologiques sur la cathédrale de Narbonne*, p. 21.

de Narbonne, aussi gratuitement promu architecte de la cathédrale de cette ville en 1320 et collaborateur de Jacques de Favarii, enfin, qu'il n'a pas précédé son pseudo compatriote à Gérone « après 1320 » parce qu'à cette date il était mort « ... cum viam esset universe carnis ingressus ».

DOMINIQUE DE FAURAN (1295-1309)¹.

Si le document de Gérone ne nous autorise pas à classer maître Henri parmi les architectes de la cathédrale de Narbonne, il nous apprend que celle-ci possédait, en 1320, un maître d'œuvres désigné sous le nom de Jacques « de Favarii ». Mais comment relier à 1295 la date de 1320 et l'œuvre de Jacques de Favarii à celle de Jean Deschamps ? Les textes du procès que nous avons cités plus haut nous permettent de rattacher les anneaux de la chaîne interrompue. Le procureur du Chapitre de Narbonne écrit, le 4 avril 1349, que, depuis quarante ans environ, les maîtres d'œuvres de la cathédrale occupent, sur le chantier même, une tour de l'enceinte gallo-romaine appartenant au Chapitre : « Turris vetus... teneri et habitari consuevit athenus per magistros fabrice supradicte ex concessione et permissione capituli supradicte ecclesie viginti, triginta annis et a quadraginta annis citra continue pacifice et quiete. » Quelques pages plus loin, il nomme les maîtres d'œuvres qui se sont succédé dans le local du Chapitre. Voici d'abord le texte concernant les deux premiers : « dictam turrim tenuerunt et habitaverunt magister Jacobus de Fabiano et Dominicus ejus pater magistri principales fabrice dicti capituli et ecclesie predicte usque ad hobitum eorum-

1. Nous donnons dans le titre à cet architecte le vrai nom que la suite de notre étude lui restituera dans le texte.

dem... » Jacques de Fabiano et Dominique son père habitaient donc la tour du Chapitre quarante ans auparavant, c'est-à-dire vers l'année 1309, et ils gardèrent ce logis et leur charge de maîtres d'œuvres jusqu'à leur mort.

Jacques de Fabiano, comme nous le prouverons plus loin, n'est autre que Jacques de Favarii. Mais il faut nous occuper tout d'abord de son père, le maître ignoré des archéologues et nommé seulement par le document capitulaire de Narbonne. Dominique de Fabiano est qualifié lui aussi de « *magister principalis fabricæ* ». Il fut donc premier maître et il partagea, jusqu'à sa mort, avec son fils le logis des maîtres d'œuvres « *usque ad habitum eorumdem* ». A-t-il précédé son fils à Narbonne et pourquoi le procureur du Chapitre l'a-t-il mentionné seulement à la suite de Jacques de Fabiano ? Pour répondre à ces questions nous ferons les remarques suivantes :

1° Si l'on considère l'organisation traditionnelle des corporations au Moyen âge, la valeur et l'importance de la charge de maître d'œuvres, il faut croire que maître Dominique, appelé « *magister principalis* » et père d'un maître d'œuvres, n'était pas un simple auxiliaire de l'architecte de Narbonne. Il était maître d'œuvres, et dans cette carrière où l'on s'élevait lentement par l'expérience et la science acquises dans de multiples et difficiles travaux, il avait précédé son fils et sans doute lui avait-il, avec les éléments du métier, appris peu à peu les secrets de l'art qu'il possédait lui-même.

2° Le procureur du Chapitre écrit au pluriel le titre de « *magistri principales* ». Or, ce titre s'applique ordinairement à un seul architecte et s'emploie au singulier. Jean Deschamps, en 1286, est appelé « *magister principalis* ». En 1329, Jacques de Fabiano s'intitule « *magister major* ». En 1349, des deux maîtres d'œuvres qui dirigent les travaux de la cathédrale, l'un, qui occupe seul le local

cédé par le Chapitre, est désigné sous le nom de « magister principalis », l'autre porte le simple titre de « magister operis ». Il y avait donc, sur le chantier de Narbonne, un architecte ou directeur des travaux qui portait seul le titre de premier maître et, puisque Dominique et son fils l'ont porté tous les deux, il est probable que ces deux « premiers maîtres » de l'œuvre de Narbonne le furent successivement. Ainsi devons-nous entendre le texte du procureur. Il est bon de retenir aussi que le fils de Dominique exerçait encore sa charge en 1336 ; il était donc assez jeune en 1309.

3° Il faut enfin remarquer que le chiffre de quarante ans fixé par le procureur n'indique pas la limite extrême du séjour de nos architectes à Narbonne, mais seulement l'époque où ils sont devenus tous les deux locataires du Chapitre. Dans la vieille tour gallo-romaine, ils n'ont pas été précédés par d'autres maîtres d'œuvres, dont nous ignorerions les noms, mais par les propriétaires eux-mêmes : « dictam turrim tenerunt et habitaverunt archidiaconus Narbone et dominus Henricus de Levario et Berengarius de Elargiis canonici Narbone¹ et postea — et à leur suite — magister Jacobus de Fabiano et Dominicus ejus pater ». Avant d'occuper ensemble « ex concessione et permissione capituli » ce local voisin du chantier, sans doute nos architectes ont-ils dû pourvoir eux-mêmes à leur logement. Ainsi en fut-il pour Jean Deschamps qui reçut dans son contrat « 100 sols pour l'entretien de la maison où il habitera ».

1. Bérenger d'Olargue, chanoine de Narbonne et chapelain apostolique, fut chargé, le 30 juillet 1307, par le pape Clément V, d'une mission dans le diocèse d'Albi. Sa présence à la cour pontificale et son absence de Narbonne coïncident avec l'établissement des maîtres d'œuvres, vers 1309, dans le logis qu'il avait occupé. *Hist. de Languedoc*, t. V, preuves, c. 1362 : catalogue des actes relatifs à l'Église d'Albi.

Pour toutes les raisons que nous venons d'énumérer nous nous permettons de tirer la conclusion suivante : Il est vraisemblable que Dominique de Fabiano, *alias* de Fauran, maître d'œuvres de son état et « premier maître » de l'œuvre de Saint-Just, a précédé son fils dans la direction de cette entreprise à laquelle ils travaillaient ensemble vers l'année 1309. Ainsi, placé dans les dernières années du treizième siècle, vers 1295, et les premières du quatorzième, peut-il avoir recueilli directement l'héritage de Jean Deschamps et formé le deuxième anneau de la chaîne que nous cherchons à renouer.

Après ce que nous avons dit sur l'œuvre de Jean Deschamps, il n'est pas difficile de délimiter la part de son successeur entre les dates de 1295 et 1310.

Il faut lui attribuer d'abord l'achèvement des chapelles absidales, terminées, comme nous l'avons démontré plus haut, sous l'épiscopat de Gilles Aycelin (1290-1311). L'abside entière pouvait, dès cette époque, être livrée au culte, puisque ce prélat, promu en 1311 archevêque de Rouen, par un statut du 28 avril 1312, établit une chapellenie dans la chapelle de la Sainte-Trinité et dans celle de Notre-Dame de Bethléem. Les collatéraux furent élevés en partie dans cette période, puisque la première chapelle du collatéral nord eut son autel consacré en 1295 ; mais les dernières travées, du côté droit, au moins, ne furent pas achevées avant 1311, car c'est Bernard de Farges (1311-1341) qui fit terminer et clôturer la partie occidentale de l'église, comme l'attestent ses armes placées au-dessus de la porte du collatéral droit.

Autant que les dates, le style des collatéraux les sépare de l'œuvre de l'abside. Nous n'insisterons pas sur des différences déjà constatées plus haut dans les voûtes, les piles, les bases et la mouluration des chapelles. Nous ferons seulement remarquer une fois de plus l'habileté

avec laquelle l'architecte a relié son œuvre à celle de Jean Deschamps, et que l'on peut admirer surtout dans les ogives de la chapelle Notre-Dame de la Salette et dans la transformation graduelle des bases à partir de cet endroit.

Ces bases elles-mêmes vont encore attirer notre attention dans un autre endroit de l'église. Nous avons dit que le collatéral droit ne fut achevé qu'après l'année 1311, sous l'épiscopat de Bernard de Farges. Or, dans cette dernière travée, la base des piliers qui supportent la tour de l'horloge est établie sur un plan et d'après un profil différent des bases voisines. Ces différences insolites, nous l'avons dit, caractérisent assez souvent un changement dans la direction des travaux. Ici, ce changement coïncide, par sa date, 1310 ou 1311, avec un changement autrement important que l'on constate dans les parties hautes de l'édifice entier. A quelques pieds au-dessus des terrasses de l'abside, à la hauteur du triforium, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur, on peut voir une différence caractéristique dans la nature, la taille et la disposition de l'appareil. Les assises inférieures du monument, formées de calcaire dur de Sainte-Lucie, sont réglées et soigneusement taillées dans le grand appareil. Les parties supérieures : couronnement des piles, arcs-boutants, nef centrale, sont établies avec un appareil moins régulier taillé dans la pierre plus blanche et plus friable des Brézines (près de Béziers). Ce changement de carrière et de méthode eut lieu vers 1310, après l'achèvement des voûtes des chapelles absidales et collatérales.

Tandis que, vers 1310, ces transformations s'opèrent dans l'édifice, nous voyons, à la date de 1309, Jacques de Fauran porter dans le document capitulaire le titre de maître principal de l'œuvre. Aussi nous semble-t-il vraisemblable d'arrêter à cette date de 1309 la direction

effective de maître Dominique, pour laisser à Jacques de Fauran la charge dont les textes lui donnent l'honneur.

Nous ne pouvons pas quitter le vieux maître qui mourut à la tâche — usque ad hobitum eorumdem, dit notre texte — sans faire une dernière observation. Tandis que s'achevait son abside, Gilles Aycelin, grand bâtisseur, faisait construire, au pied du vieux palais roman, un superbe donjon qui fut achevé vers l'année 1308 et qui porte encore aujourd'hui ses armes au-dessus de la cité. Nous verrons, au cours de notre étude, un maître d'œuvres de la cathédrale travailler, pour les Consuls, à l'édification d'une tour de l'enceinte de Narbonne. Il est donc très vraisemblable que Dominique de Fauran ne fut pas étranger à la construction du donjon de Gilles Aycelin et que le même archevêque, dont les florins allaient généreusement à l'œuvre de la cathédrale, dut employer à son palais celui qu'il payait à l'église.

JACQUES DE FAURAN (1309-1336).

Jacques de Fabiano a succédé à son père Dominique et occupait sa charge dès l'année 1309, puisqu'il est désigné, à cette époque, sous le titre de maître principal. Il n'est pas difficile de prouver que ce personnage se confond avec Jacques de Favarii, architecte de Saint-Just en 1320. Les deux noms qui semblent, en effet, distinguer les deux personnages sont aussi erronés l'un que l'autre et en cachent un troisième dont nous allons nous occuper. L'erreur s'explique pour le vocable « Favarii » venu de Gérone, mauvaise traduction latine d'un nom languedocien mal prononcé ou mal lu de l'autre côté des Pyrénées. Elle s'aggrave, d'ailleurs, à mesure qu'on s'éloigne de la frontière. Ainsi l'auteur espagnol Villanueva, par-

lant des architectes de Gérone, mentionne à la date de 1320 un maître français du nom de Jaime (Jacques) de Taverant : « Los que yo conozco son Jaime de Taverant, Francès, maestro de la cathedral de Narbona, admitido á trabajar aqui en 1320¹... » Cette erreur est moins explicable dans le texte de Narbonne, copie faite en 1354 à la sénéchaussée de Carcassonne sur un original de 1349, certifiée conforme à l'original par le notaire du sénéchal et contresignée du sceau du sénéchal le 28 janvier 1354 par le juge mage, lieutenant de la sénéchaussée.

Cet architecte, dont nous cherchons la véritable identité n'a pas été connu seulement à Narbonne et à Gérone. M. Bernard Palustre a signalé, aux archives du département des Pyrénées-Orientales, une pièce datée du 12 juillet 1324 par laquelle « Jacques Favorani, maître de Saint-Just de Narbonne, cède à « Contastino » argentier de Perpignan, tous ses droits et actions sur un *aventurer* de la dite ville, à raison d'une somme de 6 livres barcelonaises que ce dernier a reconnu lui devoir par acte du 26 janvier 1324. M. Palustre ajoute : « c'est probablement lui qu'il faut voir dans le Jacques de Favarii... bien qu'il n'y ait pas similitude absolue entre Favorani et Favarii². »

Nous avons cherché d'autres traces de ce personnage, espérant le trouver encore mêlé à la vie municipale de la cité. L'érudit archiviste de Narbonne, M. Tissier, l'a heureusement retrouvé à deux dates différentes, mentionné sous son nom véritable, c'est-à-dire celui qu'il se donne lui-même. Dans un « bail pour la construction du pont dit plus tard des Carmes » daté du 15 juin 1329,

1. Don Jaime Villanueva, *Viage literario á las iglesias de España*, t. XII, p. 172.

2. B. Palustre : *Un maître d'œuvres de Saint-Just de Narbonne*, Congrès archéologique de France, 1906 p. 368.

il est fait mention de « *magistrum Jacobum de Faurano civem et habitorem Narbone magistrum majorem fabricie ecclesie Narbonensis* » qui renonce à l'entreprise de ce travail dont il s'était chargé le 1^{er} des calendes d'octobre 1327. Dans un autre bail « pour la construction du pont de Bérenger Martin au chemin de Cuxac » daté du 22 juillet 1336 nous retrouvons Jacques de Fauran, délégué en qualité de commissaire : « ... nos Jacques de Faurano magister fabricie ecclesie Narbonensis et Petrus Gauterii fusterius Narbone commissarii ad infra scripta deputati... » Parmi les quatre témoins « *peyrerios Narbone* » entrepreneurs ou tailleurs de pierre, dont le nom figure sur l'acte, il est intéressant de relever celui de Pierre Guitard que nous retrouverons en 1349 parmi les « *peyrerios* » de la cathédrale.

Ainsi Jacques de Fabiano, Jacques de Favarii, Jaime de Taverant, Jacques Favorani, et Jacques de Faurano, entre 1320 et 1336, sont désignés comme maîtres d'œuvres de la cathédrale de Narbonne. Grâce à la concordance des dates et malgré la diversité des noms, on pouvait supposer que nous nous trouvions en présence d'un seul et même personnage¹. Il est impossible d'en douter

1. On peut expliquer les variantes du nom de Fauran. Il s'agissait de traduire en latin un nom roman sans équivalent dans la langue classique ; chaque clerc l'a traduit selon sa science ou sa fantaisie. Les graphies venues des documents espagnols ne peuvent pas faire autorité. Le mot « Favorani » tiré d'un contrat qui a passé sous les yeux de l'intéressé est une traduction latine de Fauran qui peut se justifier. Quant au mot « Fabiano », extrait d'un texte cependant authentique, il faut l'expliquer par une erreur de transcription. Le copiste de 1354, qui n'a pas connu Jacques de Fauran, mort depuis vingt ans, a mal lu l'original de 1349 et il a transformé l'*u* et l'*r* de Faurano en *b* et en *i*, tout en gardant au nom son aspect graphique et le même nombre de lettres. Ces mauvaises lectures ne sont pas rares dans les textes du Moyen âge ; il ne faut pas nous en étonner mais nous garder au contraire de bâtir sur ces bases philologiques mal assurées de trop fragiles conclusions. Cela est arrivé à M. Mortet, qui, ayant traduit Favarii par Favars, forme

lorsque nous relisons le texte capitulaire qui donne la suite ininterrompue des maîtres d'œuvres de 1309 à 1354. D'après ce texte, Jacques de Fabiano, *alias* Jacques de Fauran, maître d'œuvres de la cathédrale dès 1309, l'est demeuré jusqu'à sa mort et a eu pour successeur Raymond Aicard qui possédait cette charge en 1346 et la garda lui aussi jusqu'à sa mort, « tenuerunt et habitaverunt... magister Jacobus de Fabiano et Dominicus ejus pater magistri principales fabrice dicti capitis et ecclesie predictae usque ad hobitum eorumdem et post eos magister Raymundus Aychardi magister in eorum locus (*sic*) subrogatus quamdiu vixit... »

Il n'y a donc eu pendant cette période qu'un maître principal de l'œuvre de Saint-Just et nous devons l'appeler comme il se désigne lui-même dans l'acte de 1336 : Jacques de Fauran.

Les textes que nous avons cités nous permettent de savoir de lui plus qu'un simple nom. S'il n'était point de Narbonne il a dû y venir assez jeune avec son père Dominique et y faire un séjour assez long pour mériter le titre de « civis et habitator Narbone » « citoyen et habitant » de cette ville où nous savons qu'il est mort. Pendant plus de vingt-cinq ans, de 1309 à 1336 au moins, il a dirigé les travaux de la cathédrale, et, s'il ne l'a pas amenée à sa perfection, il a cependant posé les bases des tours et achevé le vaisseau du chœur. En effet, si l'abside et les collatéraux ne furent terminés que vers 1310, nous savons que les chanoines purent prendre possession du chœur en 1319¹. Dans cet intervalle, Jacques de

topographique répandue dans le Massif central, voit, dans le nom erroné de l'architecte, une indication de son origine auvergnate et une raison de plus pour expliquer la parenté architecturale des cathédrales de Clermont, de Narbonne et de Limoges.

1. G. Lafont, *Histoire manuscrite des archevêques de Narbonne*. — Extrait d'un registre des archives du Chapitre : « Anno vero mille-

Fauran reprit la construction au-dessus des terrasses, termina les culées des arcs-boutants, les relia par des galeries crénelées, et, après avoir élevé les piles du chœur au-dessus du triforium, lança tout le système des arcs-boutants et des voûtes centrales. Et cette partie n'est pas la moins admirable de l'édifice. Il faut remarquer cependant, comme nous l'avons déjà dit, que cette reprise très nette de l'édifice à la hauteur des articulations qui exercent ou supportent les poussées, se distingue dans tout le monument par un changement dans la nature, la taille et la disposition de l'appareil : au-dessous, les assises réglées, soigneusement taillées en grand appareil dans le calcaire dur de Sainte-Lucie, au-dessus, la pierre des Brézines avec un appareil moins régulier. Faut-il voir dans ces différences, avec le changement de carrière, la trace du changement de direction ou l'affaiblissement des traditions locales dans l'art de bâtir ? En tout cas, la science de l'architecte n'a point faibli, et l'élégance, la solidité, le juste équilibre des parties hautes ne le cèdent en rien à la robustesse classique des bases.

Le gros œuvre devait être terminé en 1320, lorsque Jacques de Fauran fut chargé de la succession de maître Henri à Gérone. Cependant, malgré la prise de possession du chœur par les chanoines, en 1319, l'office divin n'y fut solennellement célébré pour la première fois que le jour de Pâques 1332. Il ne faut point s'étonner de ce retard. En 1332 la vieille église romane n'était pas encore démolie et les reliques des saints patrons Just et Pasteur ne furent enlevées de l'antique édifice pour être transportées dans la nouvelle cathédrale qu'en 1335¹. A mesure que le siècle avançait, les difficultés financières

simo trecentesimo decimo nono, et in die sancti Ambrosii, clerus intravit chorum ad horas canonicas celebrandas. »

1. *Chron. de Saint-Paul*, anno 1335.

se faisaient plus grandes, les constructions traînaient en longueur et les promoteurs de l'œuvre détournèrent leur activité vers les chantiers du nouveau palais archiépiscopal. Il est donc vraisemblable qu'allant au plus pressé, Jacques de Fauran, de 1310 à 1320, avait élevé les premières travées du chœur, et que le premier étage des tours et la dernière travée du chœur, constructions solitaires entr'elles, reçurent leur achèvement entre 1320 et 1332.

S'il faut en croire les affirmations des consuls dans le procès de 1349, Jacques de Fauran aurait jeté les fondations du transept et posé, vers 1329, les premières assises des deux portails qui devaient s'ouvrir dans les bras de ce transept. « Prope illud (caput) sunt incepta in lateribus ecclesie duo portalia pulcri operis et formosi ac etiam somptuosi... que viginti anni sunt lapsi, vel circa quod ipsa portalia inchoare fecit... (capitulum) ». Enfin, entre le chœur de la vieille église et l'abside de la nouvelle, il éleva la grande sacristie dont la première pierre fut posée en 1329.

Mais, comme tous les autres maîtres d'œuvres, Jacques de Fauran n'a point borné son activité à une seule entreprise, celle de la cathédrale. Auprès du solide donjon achevé en 1308 par l'archevêque Gilles Aycelin, son successeur Bernard de Farges (1311-1341) commença la construction d'une autre demeure épiscopale. Un texte du 30 septembre 1346 nous signale l'existence du nouveau palais en ces termes « ... in porticu que est inter palatium vetus et novum domus archiepiscopalis Narbone¹. » Cette galerie, qui existe encore au fond du passage de l'Ancre et relie les bâtiments de la Madeleine à ceux de l'Hôtel-de-Ville, fut donc construite entre 1308

1. G. Mouynès, *Inv. des arch. comm.*, I, série AA, cartulaires, p. 86.

et 1346, en même temps qu'une partie du nouveau palais. Le gothique peu avancé dont elle porte la marque doit faire placer cette construction dans le premier quart du ^{xiv}^e siècle. Il est donc vraisemblable que Jacques de Fauran a dû s'occuper de cette entreprise. Ce qui est certain, c'est que nous le retrouverons dans les grandes entreprises de constructions civiles, comme celles des ponts de Narbonne en 1329 et 1336.

Ainsi, dans l'architecture religieuse ou dans l'architecture civile, Jacques de Fauran a laissé à Narbonne une trace assez importante pour que son nom mérite d'être retenu. La perfection de cette œuvre architecturale à laquelle il a collaboré, une des plus savantes du siècle dans sa froide simplicité, nous donne la mesure de son talent, et ce talent ne fut pas méconnu par ses contemporains. En 1320, comme nous l'avons vu, il fut appelé par les chanoines de Gérone à finir le chœur et à travailler à la nef de la cathédrale de cette ville.

Après le contrat de Jean Deschamps, il est intéressant de citer les principales conditions du contrat de Gérone. L'architecte s'engage à venir tous les deux mois dans cette ville, pour contrôler l'exécution des plans qu'il a donnés, tracer de nouveaux détails et surveiller la marche de l'œuvre. « ... veniet Gerundam sex mensibus quolibet anno videlicet de duobus in duobus mensibus, et ibidem tanto tempore stabit quanto ipsius presentia necessaria fuerit ipsi operi¹... » Il touche, pour ce travail, des honoraires fixes : deux cent cinquante sols par trimestre, environ quinze cents francs de notre monnaie. Ce traitement est à peu près équivalent aux allocations quotidiennes de trois sols que Jean Deschamps recevait à Narbonne.

1. V. Mortet, *op. cit.*, p. 21.

Quelques traits communs aux deux cathédrales rappellent qu'une même inspiration en a dirigé les travaux. L'extrême simplicité du triforium de Narbonne, dont la galerie placée dans le prolongement des fenêtres semble en continuer la claire-voie, a été imitée à Gérone¹. Le maître d'œuvres a, de même, reproduit une disposition originale des chapelles collatérales du chœur de Narbonne. Ces chapelles, comprises entre les culées triangulaires des contreforts extérieurs, sont de forme pentagonale et continuent ainsi le plan des chapelles de l'abside. A Limoges et à Clermont-Ferrand, si les chapelles absidales sont pentagonales, celles des bas-côtés sont de plan rectangulaire et la ligne extérieure des collatéraux, uniforme et monotone, n'a pas l'harmonie des lignes accidentées du chevet de Narbonne.

Nous ne savons pas combien de temps Jacques de Fauran a travaillé à Gérone, mais nous constatons qu'il était à Perpignan en 1324. Il faut remarquer, à la suite de M. B. Palustre, que la présence de cet architecte à Perpignan coïncide avec l'ouverture des travaux de la nouvelle église Saint-Jean, œuvre d'un maître d'élite, et dont la première pierre fut posée le 27 avril 1324.

A cette indication nous en ajouterons une autre qui servira de conclusion à notre étude sur Jacques de Fauran, et pourra, peut-être, inspirer d'utiles recherches dans les archives de la région. Le premier tiers du xiv^e siècle fut, pour le midi languedocien, un véritable printemps architectural. Après Narbonne avec sa cathédrale, son nouveau palais épiscopal, ses remparts et ses ponts (1272-1350), après Gérone (1320) c'est Perpignan où l'église Saint-Jean (1324), celle des Carmes (1332-1341),

1. Brutails, *Notes sur l'art religieux du Roussillon*. — Street, *some account of gothic architecture in Spain*, pp. 318 et s.

Saint-Dominique (1242), la chapelle de la citadelle (1315) s'élèvent ou sont transformées. A Carcassonne, dans le même temps et le même style, ce robuste gothique du midi, encore alourdi par les traditions romanes, s'édifient les deux églises de la ville basse, Saint-Michel et Saint-Vincent. Et tandis qu'un pont monumental est jeté sur les bras de l'Aude (1315), à la Cité, le transept et les chapelles collatérales de Saint-Nazaire reçoivent leur achèvement sous l'épiscopat de Pierre de Rochefort (1299-1321) et de Pierre de Rodier (1323-1330). Plus loin, sans nous arrêter à la belle nef de Mirepoix (chœur 1297-1298), dans le même temps encore et sur les mêmes plans que la cathédrale de Narbonne, se termine le chœur de la cathédrale de Toulouse. Enfin, hors des pays languedociens, mais dans l'endroit même où les architectes narbonnais ont puisé leur inspiration, à Clermont, de 1325 à 1340, un maître d'œuvres anonyme éleva les quatre tours qui flanquaient le transept de la cathédrale. Et il se trouve que de ces quatre tours, celle qui demeure intacte aujourd'hui, la tour de la Bayette, offre, avec les deux tours du chœur de Narbonne, dans le plan et l'élévation, dans le profil des contreforts, une extraordinaire et frappante ressemblance. Jacques de Fauran fut parmi les créateurs de cette exubérante floraison monumentale. Nous ne voulons pas insinuer que, de 1300 à 1336, même avec l'aide de son père Dominique, il ait pu courir, dans la province et hors de la province, tant de chantiers à la fois. Mais, comme l'ont fait les archives de Narbonne, de Gérone et de Perpignan, il serait intéressant de savoir si celles de Carcassonne, de Toulouse et de Clermont ne nous parleront pas un jour du vieux maître. En tout cas, s'il est impossible de retrouver la trace de noms effacés par le temps, il sera toujours intéressant d'étudier de plus près cette courte période

où l'art gothique méridional, par sa robuste vitalité et le caractère spécial de ses manifestations, atteint à l'originale personnalité d'une école.

RAYMOND AICARD (1336-1349).

A partir de 1336 nous n'avons pas de documents qui nous signalent l'existence de Jacques de Fauran mais nous savons, par le mémoire du procureur du Chapitre, que cet architecte et son père Dominique gardèrent leur charge et le logis des maîtres d'œuvres jusqu'à leur mort « ... usque ad hobitum eorumdem... » et qu'ils eurent comme successeur, dans le logis et dans la charge, maître Raymond Aicard « ... et post eos magister Raymundus Aychardi, magister in eorum loco subrogatus quamdiu vixit et post ipsum magister Petrus Danielis similiter nunc magister principalis dicti operis... »

Le nom de cet architecte était déjà connu par un acte de procédure de 1346 qui contient la mention suivante : « Acta fuerunt hec... in presencia Raymundi Aychardi massoni seu operarii ecclesie Narbone¹... » Mais on ne savait pas autre chose de lui. Le texte capitulaire, à la place du qualificatif plus humble et moins usité de « massonus », lui restitue son vrai titre de « magister operis ». Il nous permet surtout de lui donner son rang dans la série des architectes et nous fournit ainsi la possibilité de déterminer son œuvre. Il n'a pu occuper sa charge qu'après Jacques de Fauran, c'est-à-dire après l'année 1336 ; or, nous verrons que son successeur était maître d'œuvres en 1349. C'est donc entre 1336 et 1349 qu'il dirigea les chantiers de la cathédrale.

1. *Inv. des arch. comm. de Narbonne*, de Mouynès, sér. AA, annexes, p. 338.

A cette époque il ne restait plus à finir que les tours élevées par Jacques de Fauran jusqu'à la hauteur des voûtes centrales. Le désastre de 1405¹, qui ruina ces clochers en partie et la reconstruction qui suivit, ont fait disparaître tout vestige du xiv^e siècle au-dessus du premier étage. Mais, s'il est impossible de retrouver l'œuvre de Raymond Aicard dans la partie supérieure des tours, nous pouvons la rechercher dans les détails qu'il restait à parfaire et notamment, pensons-nous, dans les claires-voies des fenêtres.

Des archéologues, étudiant les origines du style flamboyant, ont signalé la curieuse précocité de la cathédrale, dans laquelle des baies ouvertes authentiquement au xiii^e siècle ou au début du xiv^e, dans les chapelles absidales, possèdent des remplages de style flamboyant. Il faut d'abord observer que les remplages de toutes les fenêtres hautes, élevées par Jacques de Fauran entre 1309 et 1336, sont une combinaison de triangles curvilignes et de rosaces du plus pur rayonnant. Nous ferons remarquer ensuite que quelques-uns, au moins, des précoces remplages flamboyants ont été posés après coup. Un simple coup d'œil laisse apercevoir la solution de continuité et la différence de section entre les moulures primitives de l'archivolte et des pieds-droits et celles des remplages. Enfin, dans les fenêtres absidales, sauf deux, à ces remplages flamboyants correspondent des vitraux du milieu du xiv^e siècle. Pour l'une de ces fenêtres, nous avons la date du vitrail qu'elle enferme, car il porte les armes de Bernard de Farges mort en 1341. Ainsi ces claires-voies de style avancé ont

1. *Le petit Thalamus de Montpellier*, Martel, imp., 1840, p. 348. *Chronique de Saint-Just* dans *Hist. de Languedoc*, édit. Privat, t. VIII, c. 233. Le P. Piquet, *Hist. manuscrite de Narbonne*, pp. 319 et 322.

été, en même temps que leurs vitraux, posées définitivement ou refaites dans le second quart du xiv^e siècle au plus tôt. Elles ne l'ont pas été avant 1336 par Jacques de Fauran, car son style tout différent est très reconnaissable. Après 1336 nous avons affaire à Raymond Aicard. Il est donc très probable qu'avec les remplacements de la chapelle de Bernard de Farges, entre 1336 et 1349, cet architecte a terminé l'œuvre du chœur, en élevant les claires-voies flamboyantes. Ainsi s'atténuerait et s'expliquerait en partie le contraste un peu fort entre les dates et le style qui étonnait les archéologues.

Raymond Aicard dut poursuivre les travaux entrepris au transept par son prédécesseur, puisque les chanoines nous disent que ces travaux, bien que ralentis, ne cessèrent pas jusqu'en 1354. Ils affirment, en 1349, que le portail septentrional commencé depuis vingt ans peut être fini en quelques mois «... breviter et infra annum vel semiannum ad tardius (pars consulum) videbit, cum habeatur nunc copia marmoris et artificium operantium cotidie, portale hujusmodi perfectum et miro et decoro opere adjuvante Domino operatum quia ad hoc insistitur et datur opera tota die... » Ils ajoutent encore à cette même date que le portail méridional avait été commencé depuis trois ans « ... aliud portale in alio latere fuit inceptum nondum sunt tres anni et fuisset perfectum si muri civitatis apertio facta foret... » Les travaux en furent donc entrepris vers 1346 par Raymond Aicard.

L'activité des chantiers, retardée par la question financière et l'opposition des consuls, fut reportée sur le palais archiépiscopal. Gausbert du Val (1341-1346) continua l'œuvre de son prédécesseur Bernard de Farges. Mais la partie du nouveau palais que nous admirons le plus aujourd'hui, et qu'on appelle le bâtiment du Synode, élevé quelques années plus tard, ne peut être attribuée à Ray-

mond Aicard. Il mourut entre 1346 et 1349; nous le voyons, en effet, témoigner en justice en 1346, nous savons qu'il garda sa charge jusqu'à sa mort « *quamdiu vixit* » et que son successeur portait le titre de maître d'œuvres en 1349.

PIERRE DANIEL (1349-1356)
ET LOUIS RICHELIER (1349...)

Le dernier architecte que signale le texte capitulaire à la suite de Raymond Aicard, locataire comme lui de la tour du Chapitre, est Pierre Daniel, maître principal de l'œuvre à la date de 1349 : « *post ipsum (R. Aicard) magister Petrus Danielis similiter nunc magister principalis dicti operis et habitavit et habitat in presenti... (dictam turrim...)* ». Témoin de la lutte entre le Chapitre et le Consulat de Narbonne au sujet des remparts de cette ville et dont l'enjeu était l'achèvement de la cathédrale, sa personne a été mêlée aux débats et son nom apparaît plusieurs fois, notamment le 17 mars 1349, dans une liste de témoins sous la mention « *Petrus Daniel de Carcassona, magister principalis operis seu fabricis predictis.* » Il est accompagné d'un autre maître d'œuvres « *Ludovicus Richelier magister operis seu fabricis Sancti Justi Narbone.* » Mais celui-ci ne porte pas le titre de « *principalis* » ; c'est pour cela, sans doute, qu'il n'a point de place dans le local réservé aux « *premiers maîtres* » de l'œuvre.

Il faut tout d'abord signaler l'origine de maître Daniel « *de Carcassona* ». Pays des belles carrières de grès tertiaire, pierre de Pezens, pierre de Pennautier, pierre de Villegailhenc, Carcassonne fut, au début du *xiv^e* siècle, avec ses constructions modèles et de longue haleine

de la cité, avec son pont, ses églises et ses couvents, un foyer exceptionnellement actif de « l'art de bâtir », et dont l'éclat, d'ailleurs, s'est quelque peu ravivé dans les temps modernes aux façades de ses hôtels du xvii^e et du xviii^e siècle.

Maître Daniel avait donc été à bonne école lorsqu'il prit la succession de Raymond Aicard. A cette date de 1349 l'activité des chantiers de la cathédrale était quelque peu ralentie¹. Des lettres royales, octroyées le 4 juillet et le 20 octobre 1345, avaient bien autorisé le Chapitre à démolir une partie du rempart pour commencer la nef de la nouvelle église et la clôturer par un grand portail sur sa façade occidentale. Mais les chanoines nous donnent eux-mêmes les raisons qui les empêchèrent, entre 1345 et 1349, d'user des permissions royales. Le manque de ressources, d'abord : « obventiones dicte fabrice et reditus non sic poterant sufficere ad dictam fabricam faciendam vel augendam. » Ensuite l'état d'insécurité des frontières méridionales menacées par le roi d'Aragon « ... capitulum noluit exequi dictum opus propter majus periculum quod imminabat regno et maxime tempore quo suspicio fuit quod rex Aragonii et Majoricarum a parte ista invaderet dictum regnum ». Enfin, l'opposition obstinée des consuls de Narbonne aux desseins du Chapitre.

En 1349, les difficultés financières n'existaient plus. La peste noire de 1348 avait créé de tels vides dans le clergé du diocèse qu'avec le revenu des bénéfices vacants le Chapitre crut pouvoir entreprendre de nouvelles constructions. Une trêve avec le roi d'Angleterre paraissait avoir assuré la paix². Aussi, en attendant de vaincre devant le tribunal du sénéchal l'obstination des consuls,

1. Voir : Première partie, *Histoire externe du procès*.

2. Signée le 6 avril 1354.

les chanoines ne cessent pas de faire travailler au transept dans l'espace qui précède le rempart. Ils nous disent avoir toujours sur le chantier une équipe de plus de vingt tailleurs de pierre et d'ouvriers... « ... capitulum continue tenuit et tenet plusquam viginti lathomos et artifices operantes et alios servitores atque ministros satis non obstante raritate gentium... » En 1349, les consuls affirment que l'on peut encore travailler au transept avant de songer à renverser le rempart. Le 5 mai 1354, le procureur du Chapitre déclare que les travaux sont arrivés au pied même du rempart et qu'on ne peut les pousser plus loin : « *Pervenit fuit usque ad muros civitatis predictae totaliter et in tantum quod opus novum dicte ecclesie ex utraque parte conjungitur et coadunatur cum muris civitatis predictae.* » On avait donc travaillé quelque peu entre 1349 et 1354, et les consuls eux-mêmes se chargent de donner un but à l'activité de maître Daniel, en protestant qu'il y a beaucoup à faire dans l'église elle-même, dans les travaux du nouveau cloître — il était donc commencé en 1354 — et dans les portails du transept : « *operari posset in pluribus aliis partibus dicte ecclesie...* » « *adhuc posset tam in claustro quam in portalibus utiliter fabricari...* ».

Un autre texte du 17 octobre 1361 nous signale encore les travaux poursuivis dans le cloître : « ... capitulum... quoddam claustum de novo construi et hedificari fecit. » et « ... in loco ubi nunc claustum novum construitur et hedificatur¹... »

Mais, si maître Daniel a travaillé au transept et au cloître de la nouvelle église, l'ouvrage qui tenait le plus à cœur aux chanoines c'était la lutte contre les consuls, et

1. « Acordi et trasactio entre lo capitol de San Just et la vila sus lo bastiment de la claustra », 17 octobre 1361.

c'est sur le terrain juridique que nous rencontrons aussi nos deux maîtres d'œuvres accompagnés de leurs principaux collaborateurs. Dans ce procès, que l'on pourrait appeler architectural, ils jouent naturellement le rôle de témoins importants, pour justifier les assertions du procureur capitulaire, et cela nous vaut de voir leurs noms figurer sur la liste citée devant les juges le 17 mars 1349.

Plus que les témoins du Chapitre, Pierre Daniel et Louis Richeclerc ont été les conseillers techniques des avocats capitulaires. Chaque fois que ceux-ci, quittant le terrain juridique, s'engagent dans le chantier des démolitions ou des constructions, c'est sur l'autorité des maîtres d'œuvres qu'ils fondent leurs arguments. Qu'il s'agisse de justifier la démolition de la vieille église romane, la grandeur du plan, le site, la magnificence de la nouvelle, l'appareil menaçant des piles et des tours qui la soutiennent, des créneaux qui la couronnent, la nécessité d'aller plus loin et de faire encore plus grand, l'avocat se retranche derrière le maître d'œuvres et l'on trouve souvent répétée la formule : « arbitrio, ... judicio, ... consilio magistrorum operis... in talibus expertorum. » Quelques textes plus techniques et plus explicatifs, sur le rôle des piles, des arcs-boutants et des tours dans l'économie de la construction, nous laissent même deviner qu'ils ont été écrits sous la dictée ou copiés sur le rapport lui-même de l'architecte, et nous trouvons alors la formule « juxta depositiones... » ou bien « ... per relationem magistrorum operum ».

Enfin, dans la querelle qui divisait les chanoines et les consuls au sujet des remparts, sur l'injonction du sénéchal, les maîtres d'œuvres ont joué plusieurs fois le rôle d'experts, notamment au mois de mars 1354. Pierre Daniel, venu de la ville forte royale de Carcassonne et que nous verrons, en 1356, édifier une tour de

l'enceinte de Narbonne, était-il maître des œuvres du roi dans la sénéchaussée ?

Quoi qu'il en soit de son rôle officieux ou officiel dans le procès du Chapitre, il est certain que Pierre Daniel, comme ses prédécesseurs, ne borna pas son activité à l'œuvre de la Fabrique dont il était le maître principal. En même temps que s'ouvraient les travaux du cloître (1349-1354) le chantier voisin du palais archiépiscopal reprenait une plus grande activité. Les constructions les plus importantes du nouveau palais, la chapelle Saint-Martial et le bâtiment du Synode, furent élevées, en effet, sous l'épiscopat de Pierre de la Jugie (1347-1375).

Nous n'avons pas de date précise pour fixer la construction de la chapelle Saint-Martial. Le « Livre vert » la signale seulement dans ces termes, en tête du premier chapitre «... palatium... novum et pulchrum, *in quo nunc est edificata cappella valde pulchra in honorem beatissimi Martialis.* » Mais nous pouvons, à coup sûr, fixer l'époque où Pierre de la Jugie éleva le magnifique corps de logis du Synode. C'était vers l'année 1355. Sous la menace de l'invasion anglaise, le roi avait ordonné, le 3 février 1355, au sénéchal de Carcassonne de faire travailler aux fortifications de la sénéchaussée. Les consuls de Narbonne activèrent les réparations de leurs murailles, commencées depuis 1352¹. L'archevêque, interprétant à sa façon les ordonnances du roi, reprit à quelques mètres de leur base la tour et la courtine gallo-romaine dont il avait la possession, et les ayant surélevées, voulut appuyer, sur ces fortifications, la grande salle de son palais. On peut voir cette reprise, marquée des armes du prélat, au-dessus du grand appareil antique qui forme la base de la tour. Les consuls protestèrent aussitôt contre cette

1. Voir : Première partie, *Histoire externe du procès.*

nouvelle citadelle, qui pouvait devenir un véritable danger pour la ville et ses habitants : « ... omissa reparatione murorum..., disent-ils, incepit quedam edificia infra dictam civitatem juxta ejus hospitium facere et fundare et incastellationibus ac turribus premunire, volendo alia edificia ipsius civitatis precellere et preeminentiam habere... in periculum dicte ville et habitantium in eadem et totius patrie¹... » Nous avons la réponse du comte d'Armagnac aux doléances des consuls, et elle est datée du 27 octobre 1356. Les bâtiments du Synode furent donc commencés au plus tard en 1355 tandis que Pierre Daniel était encore maître d'œuvres du Chapitre et de l'archevêque de Narbonne. Peut-être pouvons-nous lui attribuer aussi le corps de logis compris entre la salle du Synode et le cloître, puisque le document de 1361, que nous avons cité plus haut, nous apprend que cette dernière partie du palais, élevée sur l'emplacement d'une maison « prestimoniale » acquise par l'archevêque en 1349, était déjà construite à cette époque et servait de cuisine à ce nouveau palais².

Maître d'œuvres de la cathédrale, au service des chanoines et de l'archevêque, expert dans les enquêtes du sénéchal, Pierre Daniel travailla aussi pour les consuls de Narbonne, et à cette époque troublée où le relèvement des fortifications était à l'ordre du jour, il fut ingénieur militaire. Sans doute, participa-t-il aux travaux de réfection de l'enceinte commencés dès 1352 sur l'injonction

1. *Hist. de Languedoc*, t. X, preuves, col. 1225. — *Mandement du comte d'Armagnac pour les fortifications de Narbonne*, an. 1356, 27 octobre. Coll. Doat, vol 53, f° 269.

2. « ... fuit actum quod dictum claustrum... conjungi affigi et ligari debeat cum quadam turre domini Narbonensis archiepiscopi ibidem de novo constructa, in qua nunc est coquina hospitii seu palatii novi dicti domini archiepiscopi, prout inceptum est ibidem... » Transaction au sujet du cloître 1361. Archiv. de Narbonne.

du roi. En tout cas, c'est lui qui fut chargé de réparer les ruines faites aux murs de Narbonne par le raid du prince de Galles en novembre 1355. Une pièce inédite, datée du 26 janvier 1356 et intitulée : « Prix faict d'une tour à faire èz-murs de cité pour six florins d'or par canne carrée » nous apprend que « Pierre Daniel, peirerius Narbone » s'engage par devers les consuls à édifier une tour carrée attenante au vieux mur de la cité, non loin de la porte appelée communément « Portal de las Naüs » (des Barques) et devant l'emplacement de la maison de Jacques Bandon, consul et marchand de Narbonne, maison démolie pendant l'attaque du prince de Galles¹.

Ce contrat, outre qu'il nous montre sous un nouvel aspect le rôle actif du maître d'œuvres, nous donne un curieux renseignement sur l'enceinte de Narbonne. Nous y lisons, en effet, que l'entrepreneur fera extraire à ses frais les pierres nécessaires à la construction de la tour, des maisons ou des monuments en ruines aux environs de la ville : « de hospiciis sive hedifficiis disruptis circiter circa muros dicte civitatis » ; c'est ainsi que les ruines romaines ont toujours servi de carrière à la ville du Moyen âge.

De l'auxiliaire de Pierre Daniel, le second maître d'œuvres, Louis Richeclerc, nous ne savons que le nom et qu'il n'est point qualifié de « maître principal » de l'œuvre. Mais les dossiers du procès de 1349 nous ont conservé dans une liste de témoins le nom de quatre tailleurs de pierre qui travaillaient dans les chan-

1. « ... Quondam turrin quadratam sese tenentem et affixam cum muro antiquo civitatis Narbone prope seu juxta portale vocatum communiter « de las Naüs » et erit hedificata ante locum ubi constructum esse solebat ante adventum principis Galharum hospitium sive mansum Jacobi Bandonis mercatoris Narbone... » Archives de Narbonne, série EE non inventoriée n° 1645.

tiers de la cathédrale : Pierre Guitard de Narbonne, Pierre Durand, Bernard Guiffre et Pierre Pons « peyrerios et latomos fabrice supradicte ». Il est juste de signaler les noms de ces modestes collaborateurs des maîtres parce qu'ils représentent la masse anonyme de ces bons ouvriers d'art, dont l'œuvre vit toujours sous nos yeux, plus belle de la patine de six siècles, dont le talent spirituel, ingénieux et probe, le métier parfait était le digne auxiliaire, le traducteur nécessaire du génie des maîtres d'œuvres.

Mais ceux que nous venons de citer n'étaient sans doute pas des ouvriers ordinaires : ils figurent, en effet, sur les listes des témoins à la suite des religieux, des chanoines, des notaires et des marchands ; ils portent la qualification de « peyrerii » comme Pierre Daniel, et souvent les vrais maîtres d'œuvres ne se désignent pas autrement ; enfin, nous avons déjà rencontré l'un d'eux, Pierre Guitard, en 1336, jouant le rôle d'expert en compagnie de Jacques de Fauran, dans la construction d'un pont. Tout cela nous incite à conclure que les quatre témoins, appelés par le Chapitre pour donner leur avis à la suite du maître d'œuvres, n'étaient pas de simples ouvriers mais les collaborateurs immédiats du maître, qu'ils ont leur part dans les belles œuvres du jubé, des tombeaux ou des fenestrages de la cathédrale, du cloître et du palais archiépiscopal et, à ce titre, ils méritent de suivre la renommée de Pierre Daniel.

Nous arrêtons à cette époque l'étude des maîtres d'œuvres parce que le document que nous avons analysé ne la dépasse point, et aussi parce que dans l'histoire de la cathédrale le cycle des créateurs est fermé. Nous avons exploré ce cycle de notre mieux. Après avoir établi la série chronologique des maîtres d'œuvres, nous avons essayé, à l'aide de documents datés et de la critique

archéologique, de faire à chacun d'eux sa part dans l'œuvre d'art commune, et de rechercher au delà les traces diverses de son activité. Si nos déductions paraissent en certains endroits trop hypothétiques ou fastidieuses, quelques remarques intéressantes se dégagent cependant de l'ensemble de cette étude. C'est d'abord que nous retrouvons, une fois de plus, dans l'histoire des maîtres d'œuvres de Saint-Just, les traits originaux de la vie des architectes des cathédrales : cette simplicité des contrats où le maître s'engage, moyennant un modique salaire d'ouvrier augmenté d'un don de vêtements, ou bien une légère pension, à diriger de loin, d'une façon intermittente ou constante des œuvres aussi importantes ; cette multiplicité d'entreprises, conséquence de la modicité des prix qui rendait le cumul nécessaire, qui occupe à la fois l'architecte à Clermont-Ferrand et à Narbonne, ou bien de Narbonne à Gérone et de Gérone à Perpignan, et en fait, en même temps, un architecte religieux, un ingénieur civil et militaire employé aux expertises, aux ponts, aux remparts.

Quelques traits plus particuliers nous montrent, à Narbonne, une famille de maîtres d'œuvres se succédant de père en fils sur le même chantier, comme Dominique et Jacques de Fauran. Nous voyons ce dernier travailler pendant vingt-sept ans au moins à la même œuvre, et le Chapitre fournir, pendant plus de quarante ans, à ses architectes, un logement sur le lieu même des constructions.

Enfin, plus que l'origine, l'histoire ou les habitudes de nos maîtres d'œuvres, ce qu'il importe surtout de remarquer dans notre conclusion, comme nous l'avons fait au cours de cette étude, c'est l'unité de l'œuvre à laquelle ils ont successivement travaillé. A cette œuvre, chacun d'eux a appliqué, avec son génie personnel, l'effort novateur et créateur qui fait les vrais maîtres

et l'on peut suivre à Saint-Just, plus qu'ailleurs, dans le tracé des voûtes, des moulures, des bases et des fenestres, de Jean Deschamps à Dominique et Jacques de Fauran jusqu'à Raymond Aicard et Pierre Daniel, de 1272 à 1320, et de 1320 à 1361, la lente et délicate évolution des formes qui assouplit peu à peu et transforme le style. Mais, comme nous l'avons montré plus haut, ces transformations ont été faites avec un art raffiné, savant et discret qui anime l'harmonie de l'ensemble au lieu de la détruire et qui n'est pas l'un des moindres attraits de l'édifice.

C'est vers 1361, avec la construction du cloître, que nous pouvons clore le cycle des maîtres. Les tentatives de restauration ou d'achèvement, entreprises du xv^e au xviii^e siècle, ne sont pas assez heureuses pour que le nom de leurs auteurs soit classé dans l'histoire de l'art. Au xix^e siècle, nous aurions retenu celui de Viollet-le-Duc, si le dernier « maître d'œuvres » n'eût pas trop tôt abandonné les travaux qu'il avait entrepris à la cathédrale. Aujourd'hui, une bienveillante et jalouse sollicitude s'est attachée de tous côtés au sort du vieux monument, et si l'on ne peut lui donner cet achèvement qu'il n'a jamais eu, des artistes comme MM. Nodet, en qui revit l'inspiration et le talent des vieux maîtres, s'appliquent à lui rendre et à lui conserver la grâce et la fraîcheur de son printemps.

CHAPITRE II.

L'ÉGLISE CAROLINGIENNE (890-1344).

Pour établir ses droits sur la propriété du rempart et des terrains avoisinants, le Chapitre de Narbonne est amené à parler du site de cette vieille église dont la partie occidentale occupait le chemin de ronde et s'appuyait à l'enceinte de la ville. D'autre part, afin de justifier la construction et l'ampleur de la nouvelle cathédrale, l'avocat des chanoines, dans une courte description, dépeint l'exiguïté et l'état de ruine qui nécessitèrent la démolition de la vieille basilique. Ainsi nous avons pu, dans le cours du procès, recueillir sur l'antique église de Narbonne quelques renseignements d'autant plus précieux qu'ils sont uniques dans l'histoire locale et issus de textes presque contemporains de l'édifice.

D'après la « Chronique de Saint-Paul¹ », c'est en 890 que l'église latine de l'évêque Rustique fut reconstruite par l'archevêque Théodard. La tradition, appuyée sur quelques rares textes, la plaçait à l'intérieur des murs au sud de la cathédrale actuelle, avec laquelle elle a coexisté au moins une trentaine d'années. Il ne reste plus aujourd'hui, sur place, aucun vestige apparent de l'édifice carolingien, sauf la tour carrée qui domine le cloître à l'est et qui servait de clocher². Les textes que nous allons citer nous permettent de fixer, d'une façon certaine, l'emplacement, l'étendue et d'importants détails du plan et

1. *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, t. V, c. 37.

2. « ... quæ consuevit esse campanile ecclesiae antiquae Narbonensis. » Le Livre vert de l'archevêché de Narbonne publié par P. Laurent, Paris, 1886.

de l'élévation du vénérable édifice, et d'en essayer ainsi une restitution qui ne soit pas trop hasardeuse.

Dans son plaidoyer du 28 mars 1349, le procureur du Chapitre nous donne une première et brève description de l'édifice. « La vieille église, maintenant démolie, dit-il, était située entre le chevet de la nouvelle église, élevée depuis lors, et le palais de l'archevêque de Narbonne. Elle s'étendait jusqu'aux murs de la ville, leur était contiguë et rattachée sans aucun intervalle. Vers son milieu cette église s'avancait en forme d'abside du côté où se trouve maintenant la nouvelle église (et) vers le palais archiépiscopal, et en cet endroit se trouvaient des portes ouvrant et fermant sur le dit transept. Le Chapitre gardait les clés de ces portes, si bien, que les consuls et autres particuliers de la ville de Narbonne ne pouvaient entrer dans l'église, ou en sortir, ni avoir par là un passage quelconque, qu'aux heures accoutumées où l'église était ouverte¹. »

Le même procureur nous fournit sur le même sujet un texte plus explicite dans son plaidoyer du 22 avril 1349 : « ... La vieille église de Narbonne s'élevait autrefois entre le chevet récemment construit et le palais archiépiscopal.

1. « ... dixit quod olim ecclesia antiqua nunc diruta erat olim inter caput novum ecclesie post modum edificate et palatium domini Narbone archiepiscopi et protendebatur usque ad muros civitatis Narbone.

Item quod ipsa ecclesia antiqua ipsos muros contingebat et eisdem adherebat absque aliquo intervallo.

Item quod ipsa ecclesia erat de sui medio procedens per modum alveo (*sic*) ubi ecclesia nova est nunc sita versus palatium Domini archiepiscopi memorati et ibi erant porte claudentes et dictam crucem perforantes,

Item quod claves ipsarum portarum tenebat et tenere consueverat capitulum antedictum adeo quod consules, et alii singulares dicte ville Narbone non poterant ipsam ecclesiam intrare vel exire ingressum vel retrogressum habere nisi duntaxat cum contingebat teneri apertam ecclesiam supradictam. »

Elle s'étendait jusqu'aux murs de la cité et la nef de cette église était reliée aux remparts et y attenait sans aucun intervalle. Elle avait une porte sur chacun de ses côtés. Ces deux portes étaient fermées de jour et de nuit au gré du Chapitre et demeuraient closes, sauf pendant la célébration des messes et autres offices divins. Tant que l'église était fermée, le passage de ce lieu à un autre était interdit de jour et de nuit aux habitants, et ceux qui voulaient passer par là et se transporter d'un côté de l'édifice à l'autre en étaient empêchés.

« L'église était peu étendue en longueur, basse et étroite. Elle n'avait qu'une seule nef et s'étendait depuis le palais vieux de l'archevêque, auquel son chevet était rattaché, jusqu'aux remparts, auxquels le fond de l'église adhérait sans intermédiaire. L'espace occupé par l'église depuis le mur du chevet jusqu'aux remparts était en longueur de vingt-huit cannes.

« C'était une très vieille église, ancienne et peu solide. Elle avait des murs peu épais et sa voûte était fort endommagée. Elle menaçait ruine et constituait un danger permanent pour le clergé et le peuple qui s'y réunissaient pour les offices et stationnaient dans l'édifice. Enfin, elle était dans un tel état que l'on craignait avec raison de la voir s'écrouler sur le public, et c'est pourquoi elle fut autrefois démolie¹. »

1. « ... Intendit probare quod ecclesia Narbone antiqua erat olim inter caput novum ecclesie narbonensis hedificatum et palatium domini Narbone archiepiscopi et protendebatur usque ad muros predictos civitatis Narbone et eisdem muris navis ecclesie uniebatur et absque aliquo medio adherebat.

« Quod dicta ecclesia vetus Narbone in utroque latere habebat unam portam et utraque porta pro voluntate dicti capituli clauderantur de die et de nocte et clausa tenebatur excepto tempore quo misse et alia divina officia celebrantur in eadem.

« Quod dum sic tenebatur ut transitus inde cuicumque de populo civitatis Narbone aliunde de die et de nocte publice nega-

Dans le texte inédit de 1361, relatif à la construction du cloître, que nous avons cité dans la première partie de ce travail, se trouve une indication qui concorde avec la description donnée plus haut : « Sur l'emplacement où l'on bâtit actuellement le nouveau cloître se trouvait la vieille église de Narbonne ; cette église n'avait aucune issue sur son pourtour sauf deux portails par où les gens de la ville avaient de jour seulement libre passage jusqu'à la nuit. Des vestiges de ce vieil édifice se voient encore dans les murs et en d'autres endroits du même cloître¹. »

De ces textes nous pouvons tirer une description assez brève sans doute mais exacte de l'édifice carolingien. Bien qu'il faille faire leur part aux exagérations de l'avocat du Chapitre, intéressé à déprécier la vieille cathédrale démolie pour justifier l'ampleur et la somptuosité de la nouvelle, il faut remarquer tout d'abord que, comme tous les édifices du haut Moyen âge et en dépit des vers

batur et dicta ecclesia obstabat volentibus inde transire et de una porta dicte ecclesie ad alteram transmigrare,

« Quod dicta ecclesia vetus erat valde brevis bassa et stricta, unicum navem habens et protendebatur a palatio antiquo dicti domini archiepiscopi cui caput dicte ecclesie jungebatur usque ad dictos muros quibus finis ejusdem ecclesie absque medio adhebat et situs soli dicte ecclesie a pariete dicti capitis usque ad dictos muros viginti octo cannas in longitudine continebat.

« Quod dicta ecclesia erat vetus valde et antiqua et debilis atque strictos parietes habens et erat siza in testitudine (*sic*) in multis locis et ruinosa et periculosa clero et populo confluenti propter divina et venenti (*sic*) ad eandem et in ipsa ecclesia comoranti (*sic*) et talis erat quod ejus casus et ruina in predictis verisimiliter timebatur et idcirco fuit olim diruta. »

1 « ... in loco ubi nunc claustrum novum construitur et hedificatur erat antiqua ecclesia Narbonensis que clausa erat circum circa exceptis duabus portaleriis per quos gentes dicte ville habebant de die solum transitum usque ad noctis tenebras, ut dicebant, et de qua quidem ecclesia antiqua adhuc apparent vestigia, tam in parietibus quam in aliis locis ejusdem... »

pompeux qui la célébrèrent¹, l'église de Théodard était de proportions et de construction modestes.

Orientée de l'est à l'ouest, elle s'étendait sur l'emplacement du cloître actuel et de la chapelle de l'Annonciade. Le chevet, débordant cette dernière construction de 5 m. 20, dans la cour actuelle de la Madeleine, venait s'appuyer aux murs du palais archiépiscopal, tandis que le mur de fond de la nef était accolé, au moins en partie, au rempart pré-wisigothique dont il ne reste plus trace en cet endroit aujourd'hui. Le texte nous dit que l'édifice avait vingt-huit cannes de long, c'est-à-dire, selon la mesure de la canne narbonnaise (1 m. 967), 54 m. 97. Vérification faite sur les lieux, on trouve depuis le mur occidental du cloître, élevé en arrière du rempart et de la vieille église à la distance d'un mètre environ, jusqu'aux bâtiments du palais archiépiscopal encore debout, une longueur de 53 m. 95. La mesure donnée par les chanoines s'applique exactement au seul espace où la vieille église pût se développer librement.

La largeur de l'édifice ne nous est pas donnée par les textes mais elle était commandée par les lieux environnants. Le chevet, limité au sud par la tour contemporaine de l'église, ne s'étendait pas au nord plus loin que la sacristie actuelle, puisque cette dernière, élevée en 1329, vint adosser ses voûtes au mur septentrional de ce même chevet encore debout, comme nous le verrons, à cette époque. Il occupait donc, en largeur, l'espace qui sépare la tour de la sacristie, c'est-à-dire 12 mètres, environ 6 cannes narbonnaises.

Cependant, si le chœur avait la largeur de la chapelle de l'Annonciade, la nef n'occupait pas l'emplacement tout entier du cloître. Nous savons, en effet, qu'en 1349,

1. *Hist. de Languedoc*, t. V, p 2.

l'archevêque et le Chapitre s'étant partagé une maison dite « prestimoniale » attenante à l'ancienne église, une partie de cette maison devait servir à l'établissement du cloître, tandis que l'autre devint une dépendance du palais neuf archiépiscopal. L'accord de 1361 pour la construction du cloître nous apprend, en effet, que celui-ci fut adossé à la maison épiscopale déjà réparée et devenue la cuisine du nouveau palais¹. Ainsi la galerie sud du cloître fut établie en dehors de la vieille église, sur l'emplacement de la maison « prestimoniale ». La galerie nord, ayant été adossée aux murs de la nouvelle cathédrale, fut, elle aussi, élevée en partie hors du périmètre de la vieille basilique, puisque ce dernier édifice était voisin mais séparé de la nouvelle église. La largeur de la nef était donc inférieure à celle du cloître, et en tenant compte du site et des dimensions de celui-ci, on ne peut donner à cette nef plus de 20 mètres de large, c'est-à-dire environ 10 cannes narbonnaises.

Si nous entendons bien le texte, peu correct en cet endroit, « dans son milieu l'église s'avancait en forme d'abside » d'un côté vers l'église neuve et de l'autre vers le palais archiépiscopal. Ce transept, « crux » ainsi que le désigne le manuscrit, était donc plus large que la nef et s'étendait vraisemblablement vers le midi jusqu'à l'alignement du clocher auquel il était appuyé et qui subsiste encore, c'est-à-dire à la limite extrême des constructions épiscopales voisines. Nous aurions ainsi une longueur minimum de 28 mètres, environ 14 cannes, et une saillie extérieure des bras du transept de 4 mètres.

Pour compléter la description du site, il faut ajouter que l'église, rattachée au rempart par le mur du fond de

1. Voir : Deuxième partie, chap. I, *Les maîtres d'œuvres de la cathédrale*, p. 107, n. 2.

la nef, et par le chevet au palais épiscopal, formait avec ces constructions un bloc interrompant toute circulation entre le sud et le nord du quartier ouest de la cité. La rue que nous appelons aujourd'hui passage de l'Ancre et qui, dès le v^e siècle, dut former le boulevard intérieur de l'enceinte, depuis la porte Ayguière jusqu'à la porte Royale, fut coupée par les travaux de l'archevêque Théodard ; le passage de l'Ancre ne fut plus qu'une impasse aboutissant à la porte ouverte dans le transept méridional de l'église, tandis qu'au nord de l'édifice, ce boulevard intérieur, se perdant entre le vieux cloître, le cimetière et les maisons canoniales, devenait un terrain ecclésiastique.

Il faut ajouter encore que, lié au rempart, l'édifice, comme les cathédrales de Béziers, de Carcassonne et d'autres villes du Midi, interrompait aussi la courtine et la continuité des défenses. Nombre d'églises pré-romanes furent ainsi appuyées aux enceintes gallo-romaines ; s'agrandissant avec leurs villes aux xii^e, xiii^e et xiv^e siècles, elles franchissent ce mur gallo-romain qui a perdu son utilité et même son existence, et l'on retrouve dans les substructions des cathédrales gothiques, comme celles de Bourges, de Chartres, du Mans, les traces de cette vieille muraille serpentant ordinairement entre les fondations du chœur et celles de la nef.

A Narbonne, quoi qu'en disent les chanoines, l'église de Théodard n'adhérait pas à l'enceinte sur toute sa largeur, parce que, l'axe de l'édifice n'étant point perpendiculaire au rempart, le mur occidental de la nef faisait, avec ce rempart, un angle de 15 degrés environ, et, comme le constatent les consuls, formait en partie une construction distincte des fortifications.

Ainsi, la description du site de la cathédrale nous fait

mieux comprendre le fond du litige disputé entre le Chapitre et le Consulat au sujet des remparts et des terrains avoisinants, les positions tenues par les chanoines et la portée des réclamations des consuls.

Le plan de la basilique était donc celui des églises pré-romanes ordinaires : une nef sans bas côtés « unicam navem habens » coupée dans le milieu de sa longueur par un transept « crux » dont le bras nord s'avancait jusqu'à l'extrême limite des constructions nouvelles, et le bras sud fermait « l'aleya » ou « carreria » que nous appelons aujourd'hui passage de l'Ancre. Ce plan cruciforme, indiqué par les textes, est l'une des caractéristiques de l'architecture carolingienne et par où elle distingue ses basiliques de la basilique latine. Deux portails pratiqués sur les bras du transept « cruce[m] perforantes » s'ouvraient l'un au sud sur l'impasse de l'Ancre et l'autre au nord, permettant d'accéder au cloître roman, au cimetière, aux fortifications et aux maisons du Chapitre qui occupaient le terrain où fut bâtie la nouvelle cathédrale.

Suivant le plan que nous décrivons, la tour carrée encore debout aujourd'hui, entre le cloître et la Madeleine, devait se trouver à l'angle formé par le bras sud du transept et le chevet de l'église. Cette disposition, la seule qui puisse faire concorder les textes avec l'état des lieux, n'est pas rare à l'époque carolingienne. Une miniature de l'an 1088, gravée au ^{xvii}^e siècle et publiée par Petau et Mabillon, nous montre, dans une sorte de vue cavalière de l'abbaye de Saint-Riquier, l'église de cette abbaye élevée vers l'an 800, flanquée d'une tour entre le chevet et le transept sud. Une autre miniature du ^{xi}^e siècle nous représente l'ancienne cathédrale de Cologne, commencée en 873, contemporaine de l'église de Narbonne, dont l'abside est cantonnée de deux tours qui

s'appuient aux bras du transept¹. Cette disposition s'est perpétuée dans nombre d'églises romanes, spécialement de l'école lombarde et de l'école rhénane allemande qui en a largement usé.

C'est aussi à l'époque carolingienne que se produit une innovation dans le plan du chevet. L'abside, au lieu de s'ouvrir directement sur la nef, comme dans les basiliques latines, en est séparée par un espace intermédiaire qui est le prolongement, plus étroit, de la nef. C'est proprement le « *chorus psallentium* », l'endroit où se tiennent les chanoines. A Narbonne, ce chœur précédant l'abside était assez développé. Il tenait, comme nous l'avons dit, au pied de la tour romane, l'espace occupé aujourd'hui par la chapelle de l'Annonciade, et mesurait, avec le rayon de l'abside, une longueur de 22 mètres environ, tandis que la nef n'avait pas plus de 33 mètres de long.

En élévation, la tour à laquelle venaient s'appuyer les murs de l'église laisse voir que cet édifice n'atteignait pas 20 mètres de haut. A cette hauteur, en effet, s'ouvre dans le clocher la première baie qui dominait le toit de l'église. Le texte ne nous permet pas de savoir si l'édifice était voûté. Nous lisons bien qu'il était « *siza in testitudine (sic) in multis locis* », c'est-à-dire fort endommagé en de nombreux endroits de sa voûte. Mais le mot « *testudo* », qui signifie « voûte », s'applique aussi à des couvertures de bois. A l'époque carolingienne, l'emploi de la voûte fut une exception et les quelques rares églises qui reçurent ce mode de couverture, en dehors des cryptes, sont des édifices originaux comme l'église d'Aix-la-Chapelle, sur plan circulaire, et celle de Germigny-les-

1. R. de Lasteyrie, *L'architecture religieuse en France à l'époque romane*, pp. 142, 143.

Prés sur plan carré. En outre, s'il faut en croire la description faite au procès, les murs faibles « debiles » et peu épais « strictos parietes » n'étaient pas faits pour supporter une voûte en berceau, massive, d'une assez grande portée et d'une exécution difficile pour les architectes du x^e siècle.

Il faut avouer cependant que l'expression « siza in testitudine in multis locis » s'explique peu si on l'applique à une couverture de bois, toujours facile à réparer, et qu'elle s'entend davantage, si l'on parle d'une voûte de maçonnerie devenue une ruine permanente et menaçante, et qu'il est impossible de réparer sans reprendre l'œuvre toute entière. C'est ce que le procureur du Chapitre raconte de l'église de Narbonne.

D'autre part, l'on trouve dans l'inventaire de Ducarouge, à la date de 1255, l'analyse d'un acte dans lequel Guillaume de la Boarie de Martel « maître charpentier » — les maîtres d'œuvres se qualifiaient volontiers ainsi¹ — promet d'observer les conditions établies entre l'archevêque Guillaume et le Chapitre de Saint-Just « pour la destruction de six arcs de pierre et piliers qui sont dans l'église de Saint-Just et les refaire ensuite ».

Ce que nous venons de dire nous permet de faire plusieurs hypothèses. Il est probable que l'édifice élevé par Théodard en 890 n'était pas voûté originairement. Peut-être des arcs doubleaux chargés d'un diaphragme de maçonnerie supportaient-ils la charpente du toit, ou

1. « ... Les talents d'un bon maître d'œuvres ne s'entendaient pas seulement de la maçonnerie; ils comprenaient aussi l'établissement des échafaudages qui prenaient parfois des proportions gigantesques; ... la surveillance des travaux de charpente... l'achat du bois... des engins ou chèvres... Dans une plaidoirie où le maître de la maçonnerie de Paris fait valoir ses propres mérites, il se vante d'être « grand géométrier et charpentier, ce qui est supérieur à maçon », H. Stein, *les Architectes des Cathédrales*.

bien le chœur et l'abside plus étroits, comme cela s'est quelquefois pratiqué à cette époque, étaient-ils seuls couverts d'une voûte. Ainsi les textes cités plus haut trouveraient-ils leur application ; les arcs de pierre refaits en 1255 pourraient être les doubleaux sur lesquels furent posées la charpente primitive ou les voûtes du chœur.

La seconde hypothèse est que l'église, comme beaucoup d'autres édifices de la même époque, a pu recevoir des voûtes dans la première moitié du ^{xii}^e siècle. Édifiée dans un temps et dans des conditions assez défavorables, elle n'a pas fourni une longue durée, comme en témoignent les textes, et nous savons qu'il a fallu souvent la réparer dans le cours du ^{xii}^e et du ^{xiii}^e siècle. Quelques débris de sculptures trouvés sur place : une console de marbre blanc décorée de l'aigle roman tenant sa proie ; des restes attribués à l'édifice, comme la porte romane utilisée à la Madeleine ; un pilier de marbre blanc comme la porte, conservé au musée de Toulouse ; enfin, la frise de même marbre, en dents d'engrenage, et la corniche qui couronnent le clocher de la vieille église, tous ces vestiges portent, dans le caractère de leur sculpture, une date qu'on ne peut pas placer avant la fin du ^{xii}^e siècle ou le premier quart du ^{xiii}^e. L'édifice a donc reçu vers cette époque une restauration, on peut dire une transformation, qui l'ont accommodé aux goûts plus artistiques et plus luxueux d'une civilisation plus avancée. Il est possible que des voûtes de pierre aient alors remplacé la primitive couverture de bois. Mais ce rajeunissement n'a pas retardé la fin de l'édifice, au contraire : quoi qu'il en soit de toutes les hypothèses, nous savons que, dès le ^{xiii}^e siècle, des doubleaux ont dû être entièrement refaits dans l'église ; qu'au ^{xiv}^e siècle, les murs trop faibles et trop chargés menaçaient de s'écrouler sous le

poids d'un voûtement désagrégé ; ce sont là peut-être les méfaits de la voûte mal ajustée au ^{xii}^e siècle.

En traitant de l'élévation intérieure de l'édifice, nous ne pouvons parler des piliers et des voûtes sans dire un mot des deux colonnes, découvertes en 1807 sur l'emplacement de la vieille église, et qui gisent encore dans le cloître. Ces deux monolithes de granit gris, longs de 5 m. 10 avec un diamètre de 0 m. 70, parfaitement galbés, proviennent d'un monument antique et passent pour avoir appartenu à l'église de Rustique, puis à celle de Théodard. Cette tradition est assez vraisemblable puisque les colonnes furent découvertes dans les ruines mêmes de la vieille église. S'il en était ainsi, nous pourrions voir là, comme à l'église Saint-Pierre de Vienne, vénérable basilique du ^v^e siècle réparée au ^{ix}^e, à Saint-André-le-bas de la même ville, et dans d'autres églises du haut Moyen âge, à l'imitation des basiliques de Rome, les deux colonnes d'origine antique qui supportaient l'arc triomphal.

Nous aurions alors, en tenant compte des bases et des chapiteaux, du rayon de l'arc triomphal, une hauteur de 12 mètres environ au sommet de cet arc et, par suite, la hauteur approximative du chevet de l'église.

D'après les témoignages contemporains, les murs, comme la couverture, ruinés dès le ^{xiii}^e siècle, n'étaient ni épais ni fort résistants. Les débris encore adhérents à la tour romane, dans la cour de la Madeleine, et surtout les murs de la tour elle-même portent, en effet, le caractère des constructions communes du ^x^e siècle : petit appareil irrégulier noyé dans le ciment, mêlé de fragments de marbre ou même de poterie avec quelques moëllons de plus grande dimension. Pas de tracé décoratif dans le parement, ni d'appareils alternés, absence totale d'arases de tuileaux. Ce modeste parement, très ir-

régulier, d'ailleurs, à la base de la tour au point de ne plus mériter ce nom, dissimule un médiocre blocage formé de petits éléments.

Il faut relever, en passant, une opinion qui, fondée sur un examen erroné de la construction, attribue la base de la tour à l'église latine de Rustique. La moitié inférieure de ce clocher, a-t-on dit, « construite en pierres de bel appareil » pourrait être une œuvre du v^e siècle. Ce « bel appareil » n'est pas autre chose qu'un placage exécuté au xiv^e siècle sur le côté de la tour attenant au cloître et qui s'harmonise avec les constructions de celui-ci. S'il fallait changer quelque chose à l'âge de la vénérable tour, ce serait pour en rajeunir les parties supérieures dont les assises plus régulières, les baies d'un bon style, la frise de marbre en dents d'engrenage et la corniche moulurée se rapprochent plus du xii^e siècle que du x^e.

Au sujet des ouvertures pratiquées dans les murs de la basilique, les textes que nous avons cités sont très précis sur un point : ainsi que nous l'avons dit dans la description du plan, deux portails s'ouvriraient, l'un dans le mur septentrional du transept et l'autre, en face, dans le mur méridional : « crucem perforantes ». Une tradition très vraisemblable et que nous n'avons point de raison pour contester, rapporte que le portail roman, conservé dans la cour de la Madeleine, aurait appartenu à la vieille basilique. Ce portail de marbre blanc d'une riche ordonnance, à double ressaut cantonné de quatre colonnes, a été, en effet, maladroitement remonté, au xiv^e siècle, à la place qu'il occupe encore¹. Il ne peut vraisemblablement

1. Chapelle supérieure de la Madeleine dont l'étage inférieur fut commencé en 1273. Le vieux palais roman de la Madeleine ne possède d'autre décoration sculpturale que deux corbeaux historiés supportant le linteau d'une porte basse ouverte sur le passage de l'Ancre.

provenir que de la démolition de l'église voisine. Nous avons ainsi les dimensions de l'un des portails de la basilique, 3 mètres de hauteur depuis le seuil jusqu'au sommet de l'intrados de l'archivolte et 1 m. 40 de largeur entre les piédroits. Ces dimensions médiocres semblent bien correspondre aux modestes proportions de l'église de Théodard.

Quant aux fenêtres, elles devaient avoir le tracé en plein cintre et le profil des baies aveuylées, mais encore existantes, du clocher. Celles-ci, comme les baies carolingiennes, n'ont point de saillie qui les encadre à l'extérieur, aucune colonnette ne cantonne les piédroits et le tableau des jambages est perpendiculaire au parement, sans ébrasement au dehors. Seul, un modeste ornement atténue cette archaïque simplicité et rappelle peut-être l'Italie voisine ou l'Auvergne plus proche : un cordon de lave noire, sans saillie, surmonte et accuse l'extrados de l'arc en plein cintre. On retrouve cet ornement de lave noire dans plusieurs églises de la région, notamment à l'église voisine d'Ouveillan, fief de la cathédrale de Narbonne, rebâtie dans le cours du ^x^e siècle et dont les fenêtres du chœur sont extradossées de la même façon. Une galerie à jour, composée de trois autres baies, surmontait la corniche du clocher narbonnais, et formait le couronnement dont une moderne et malencontreuse restauration a dépouillé la vieille tour.

Après avoir parlé du site, du plan et de l'élévation de l'église carolingienne, il nous reste à ajouter quelques mots sur la fin de cet édifice. Ainsi que nous l'indiquent les documents déjà cités et comme la plupart des églises de cette époque, l'église de Théodard était non seulement de proportions modestes mais aussi d'une médiocre solidité. Il fallut souvent la réparer et nous voyons les bulles des papes en 1256, 1264, 1268, encourager à cette œuvre

la piété des fidèles. Mais les embellissements du ^{xii}^e siècle et les réparations du ^{xiii}^e ne la sauvèrent pas de la ruine. Les chanoines nous ont raconté dans leur procès comment, à la fin du ^{xiii}^e siècle, elle menaçait de s'écrouler sur les fidèles qui la fréquentaient. Ils ne nous ont point dit combien de temps dura son agonie.

Il est certain qu'au début du ^{xiv}^e siècle la vieille église était encore debout, puisque l'abside de la nouvelle cathédrale était seulement en cours de construction. Les dernières travées du nouvel édifice ne furent terminées et le chœur ne fut clôturé qu'entre les années 1311 et 1330. Lorsque, en 1332, les travaux du chœur furent parachevés, la vieille basilique subsistait toujours. Nous savons, en effet, par la chronique de Saint-Paul, que les reliques des saints Just et Pasteur furent transportées de la vieille église dans la nouvelle, le onzième jour des calendes de mars 1335.

Alors, peut-être, commencèrent les démolitions. Mais il demeura encore assez de vie au monument pour mériter à ses restes le nom d'église, au moins jusqu'à l'année 1344. Nous avons, en effet, une lettre du roi Jean II, datée d'octobre 1344, « autorisant Guillaume Balbet, son trésorier, à donner deux cents livres tournois au clergé de Saint-Just pour la cérémonie de la translation des restes de Philippe-le-Hardi « de l'ancienne église où il fut enterré à la nove église d'icelui lieu ¹. » Il subsistait donc encore, en 1344, au moins une partie de la vieille basilique qui protégeait le tombeau du roi de France.

Dans le procès de 1349 nous apprenons que l'église avait été démolie, et la transaction de 1361, que nous avons citée au sujet du cloître, en signale encore quelques vestiges : « de qua quidem ecclesia antiqua adhuc apparent

1. *Hist. de Languedoc*, t. X, preuves, col. 954.

vestigia tam in parietibus quam in aliis locis ejusdem claustris. » Aujourd'hui, on chercherait vainement sa trace : « *etiam periere ruinae* ».

Nous ne pouvons finir sans dire un mot, qui sera notre conclusion, sur la décoration sculpturale et le caractère artistique de la basilique carolingienne. Les manuscrits ne nous renseignent pas sur ce sujet ; mais nous avons quelques précieux témoins : des pierres éparses autour de l'église ou dispersées dans nos musées. Il faut les signaler en attendant qu'un meilleur juge les interroge.

Comme les vestiges de maçonnerie, ces débris sont rares et peut-être quelques-uns n'appartiennent-ils pas à l'église de Théodard ; mais ils sont tous les authentiques témoignages de l'art carolingien et de l'art roman à Narbonne, et à ce titre ils méritent d'être mentionnés ici. Cet essai de classement, tenté pour la première fois, est intéressant parce qu'il nous permet de remonter aux origines mêmes de la sculpture romane et d'assister sur place à son évolution.

Nous ne parlerons pas des stèles wisigothiques conservées au musée de Narbonne dont l'une, peut-être du *vii^e* siècle, porte, dans un relief à peine accusé, trois croix grecques pattées surmontées de deux colombes ; ces restes vénérables ne font point partie de la sculpture monumentale. Il faut signaler, d'abord, un panneau calcaire sculpté, mesurant 1 m. 18 de long sur 0 m. 68 de hauteur et 0 m. 40 d'épaisseur, découvert en 1912 à 2 mètres de profondeur, sur l'emplacement même des dernières travées de l'église pré-romane, et conservé dans le cloître de la cathédrale. La face, décorée d'une sculpture en méplat de deux centimètres de relief, présente, dans un encadrement, un groupe de quatre personnages ménagés dans des plans différents par la réduction des proportions, accompagnés d'un animal, et dont deux semblent

faire, devant une stèle ou un autel, des gestes d'adoration. La facture est d'une grossièreté absolument barbare, les personnages sont plutôt des silhouettes où l'on distingue seulement les contours enfantins de bonshommes à la tête et aux extrémités énormes. Mais ce spécimen, qui rappelle l'art des fibules et des boucles de ceinturons mérovingiens, est l'un des premiers linéaments de la sculpture romane. Il se rattache à ces panneaux décoratifs qui ornaient les façades ou les murs des églises du ix^e siècle, et qui n'étaient que la transposition dans la pierre des briques historiées plaquées aux murs des basiliques latines¹.

Un autre panneau, conservé au musée de Narbonne et connu des archéologues, de dimensions aussi grandes mais d'un art moins barbare, semble avoir eu la même destination. La sculpture, toute en méplat d'un relief assez vif, cernée dans un encadrement, représente deux personnages soutenant une croix pattée aux branches de laquelle sont suspendus l'α et l'ω et que surmontent, avec le soleil et la lune sous forme de rosaces, deux colombes buvant dans le vase eucharistique. Les personnages ne sont plus des silhouettes; on distingue les traits des visages, le détail du costume et la croix est richement ornée de perles; la complication du sujet, le style précis dans lequel est traité le morceau semblent indiquer une copie d'ivoire byzantin, mais le tracé tout linéaire, le dessin aux proportions enfantines, les colombes rappelant les stèles wisigothiques, tout cela nous montre que nous ne sommes peut-être pas encore entrés dans le xi^e siècle.

Nous citerons, en passant et dans la même collection,

1. André Michel, *Histoire de l'art*, t. I, 2^e partie : La sculpture romane, pp. 590, 591.

un modillon orné d'une tête sculptée en méplat, dont le dessin s'apparente étroitement aux morceaux déjà décrits et qu'il faut placer à la même époque.

Le même musée conserve, recueillis autour de la vieille église et du vieux palais archiépiscopal, cinq fragments de sculpture décorative intérieure de l'époque carolingienne ou des premiers temps romans. Ces cinq fragments, dont quatre de marbre, ont fait partie de clôtures, d'ambons ou d'autels, et représentent, soit des fonds tressés en vannerie, des motifs à tracés géométriques, soit des entrelacs. L'une de ces sculptures à entrelacs, d'un beau tracé, rappelle le dessin d'un panneau de marbre de Saint-Guilhem-le-désert. Une autre porte encore, à son revers, des moulures, et sur la tranche, une inscription qui montrent que les entrelacs carolingiens ont été sculptés en remploi sur un débris de monument du v^e siècle.

Peut-être l'un de ces fragments, d'une exécution particulièrement soignée, est-il une œuvre du xi^e siècle. En tout cas, il faut rattacher à la fin de ce siècle au plus tôt quelques sculptures dont nous avons précédemment parlé et qui témoignent d'un art très supérieur à celui des panneaux carolingiens. C'est, d'abord, une console de marbre trouvée en 1912 sur l'emplacement de la vieille basilique, ornée de l'aigle roman stylisé. L'oiseau, aux ailes éployées, parfaitement traité en ronde-bosse, tient un petit quadrupède dans ses serres. Ce motif, usité dans la décoration romane, se retrouve tel quel, au linteau de la porte et sur la base de l'ambon de plusieurs basiliques romaines restaurées au xii^e siècle.

C'est au xii^e siècle que nous rattacherons la porte ornementale de marbre, conservée dans les dépendances du vieux palais archiépiscopal, et attribuée avec une grande vraisemblance à la vieille église de Narbonne. Nous avons là, non seulement les restes les plus intéres-

sants et le témoin des restaurations de l'église, mais aussi l'ensemble décoratif le plus remarquable de l'époque romane qui soit demeuré debout à Narbonne. Cette œuvre ne montre point l'art avancé des sculptures d'Alet, ni des cloîtres toulousains et roussillonnais. Le style est plus fruste et le métier plus gauche. Aussi doit-on, nous semble-t-il, en fixer la date dans le premier quart du ^{xii}^e siècle. Les sculptures de l'archivolte, par le choix des motifs et le soin avec lequel ils sont traités, rappellent, il est vrai, les beaux morceaux classiques de l'école provençale ; cette archivolte est encadrée, en effet, par quatre cordons superposés de grecques, de rais de cœur, d'oves et de billettes verticales (ce dernier motif d'un usage assez rare) d'un style excellent. Mais, si les voussures de l'archivolte font songer à la belle période du ^{xii}^e siècle, les piédroits de la porte cantonnés chacun de deux colonnes, les chapiteaux et les tailloirs qui surmontent celles-ci, nous ramènent à l'art d'une époque antérieure. Les tailloirs, assez épais et fortement biseautés, sont décorés, sur leur chanfrein, de rosaces à multiples pétales d'un harmonieux effet, mais ne portent pas les moulures en usage dans la seconde partie du ^{xii}^e siècle. Les chapiteaux se composent d'un seul étage de feuilles d'acanthé correctement traitées mais d'un galbe étriqué, et les volutes qui les surmontent sont d'un tracé encore timide. Les colonnes ont leur fût orné, assez gauchement, deux de cannelures droites, les deux autres de cannelures en spirale, et la base de l'une d'entr'elles est surmontée d'un motif de feuilles sculptées que l'on ne retrouve plus après le premier quart du ^{xii}^e siècle.

Pour toutes ces raisons : tendance vers un art plus riche et plus classique, mais inexpérience à réaliser les nouvelles formes, style nouveau alourdi par les survivances du ^{xi}^e siècle, nous devons placer cette œuvre dans

le premier quart du ^{xii}^e siècle, et fixer ainsi la restauration qui aurait rajeuni l'édifice de Théodard, en lui donnant, avec des voûtes, cette sculpture dont on retrouve les fragments épars, ainsi que la frise en dents d'engrenage et la corniche de marbre moulurée de son clocher.

A la même époque et pour les mêmes raisons, nous devons placer un pilier monolithe en marbre blanc, aujourd'hui au Musée de Toulouse, recueilli dans les environs de l'église Saint-Just et attribué à la vieille basilique. Ce pilier mesurant 1 m. 31 de hauteur, 0 m. 63 et 0 m. 50 de largeur porte sur ses faces principales, sculptés dans un relief assez vigoureux, d'un côté la Vierge assise sur un trône, portant l'Enfant-Jésus couronné, et de l'autre, le Christ, assis aussi sur un trône, avec une couronne à trois fleurons, une croix sur le côté droit de la poitrine et un sceptre orné d'une fleur de lotus. Les faces latérales portent chacune la figure d'un saint debout, drapé, tenant une palme et un livre ouvert : peut-être les saints Just et Pasteur. La forme barlongue et les dimensions de ce bloc sculpté semblent indiquer un pilier de cloître.

Des vestiges plus parfaits encore d'art roman survivent dans les musées de Narbonne, et tout le ^{xii}^e siècle, mais plus spécialement la seconde moitié de cette époque, y est représentée par une magnifique série de chapiteaux où la forme corinthienne dans ses nombreuses variétés, le chapiteau à entrelacs, le chapiteau à figures d'animaux et le chapiteau historié tiennent leur place. Nous ne pouvons ici décrire ni classer ces morceaux d'art véritable, et non plus, à propos de statuaire, parler de la Vierge romane, d'un rare archaïsme, conservée dans le même Musée, parce qu'il faut nous borner aux seuls restes authentiques de l'église de Théodard. Mais, si quelques-unes de ces œuvres d'art proviennent du chœur roman des églises Saint-Paul et Lamourguier, rebâti au ^{xiii}^e siècle

cle, seuls édifices capables, avec l'église Saint-Just, de posséder au ^{xii}^e siècle de pareilles sculptures, certains de ces vestiges proviennent assurément de la basilique de Théodard, et, à ce titre, il est bon de signaler ici ces témoignages anonymes de la période classique romane, en attendant qu'ils retrouvent, un jour, leur place dans l'histoire locale et dans l'histoire de l'art méridional.

CHAPITRE III

L'ENCEINTE PRÉ-WISIGOTHIQUE DE NARBONNE AU XIV^e SIÈCLE

Le point litigieux de la dispute entre les consuls de Narbonne et le Chapitre étant la démolition du rempart à l'endroit où devait s'élever la nef de la cathédrale, la question des fortifications, comme nous l'avons vu dans les précédentes études, est souvent agitée au cours des discussions du procès. Il est donc possible de recueillir, à travers les plaidoiries, quelques renseignements intéressants sur ce mur du iv^e siècle dont les chroniques nous ont fort peu parlé. A l'aide de ces renseignements, nous pouvons ainsi déterminer exactement sur une certaine longueur, du côté du cers, la direction de l'enceinte, fixer l'emplacement d'une tour et d'un ouvrage défensif que l'on ne connaissait point, et nous rendre compte de l'état dans lequel se trouvait le rempart gallo-romain, ainsi que ses abords immédiats, vers le milieu du xiv^e siècle.

La partie de l'enceinte pré-wisigothique que nous pouvons exactement déterminer, à l'aide des documents du procès, était située à l'ouest du cloître et de la cathédrale, formant avec ces constructions, dans la direction sud-est nord-ouest, un angle de 15 degrés. Elle s'étendait, depuis les bâtiments du palais épiscopal, encore debout, jusqu'à la place actuelle du Tribunal, sur une longueur de 95 mètres environ, et, sur cette même place, à égale distance des bâtiments du Tribunal et des Postes, une tour, flanquée d'une poterne fortifiée, protégeait cette longue courtine, dont il reste encore, dans le jardin du musée, un fragment accoté à la tour des

archives et orienté dans la direction que nous avons décrite.

Ces détails nous sont donnés par les chanoines eux-mêmes et ne sont pas démentis par les consuls. Nous savons, en effet, que le cloître de la cathédrale fut élevé, en partie, sur l'emplacement d'une maison « prestimoniale » attenante au nouveau palais archiépiscopal et adossée comme lui au rempart ; nous avons vu qu'à la suite de cette maison, dans la direction nord-ouest, l'église romane appuyait à l'enceinte le mur occidental de sa nef. Enfin, dans le projet d'achèvement de la nouvelle cathédrale, voisine de l'ancienne, les chanoines nous disent comment et à quelle distance la future nef devra couper le rempart de biais.

Le plan, prévu par Jean Deschamps en 1272 et suivi par ses successeurs jusqu'en 1354, établissait le transept tout entier à l'intérieur de l'enceinte, ainsi que la première chapelle septentrionale de la nef. Mais la première chapelle correspondante du côté du midi se trouvait chevaucher le rempart, l'un de ses murs à l'intérieur et l'autre à l'extérieur. Dans l'impossibilité d'abattre la courtine sur toute sa longueur, pour établir l'église et le cloître, comme ils l'avaient projeté en 1345, les chanoines se résignèrent, en 1349, à ne plus demander que l'ouverture d'une brèche suffisante à la largeur de la nef, et, de concession en concession, ils proposèrent, en 1354, de laisser provisoirement le rempart « ex transverso » à l'intérieur de la nef et de pratiquer seulement la brèche nécessaire pour le passage du mur méridional et l'édification de la première chapelle sud de la nef¹.

Les deux chapelles que le Chapitre projetait de bâtir,

1. Pour les questions topographiques traitées dans cet article, consulter le plan mis en tête de notre étude.

l'une à l'intérieur du rempart, l'autre à cheval sur ce même rempart, ne furent pas élevées au ^{xiv}^e siècle. Mais les fondations du transept étaient alors établies sur le plan définitif puisque, nous disent les consuls, en 1349 on travaillait, depuis vingt ans déjà, à l'édification d'un portail sur le bras nord de ce transept, et depuis trois ans à celle du portail méridional que la proximité du rempart empêchait de pousser plus avant. D'ailleurs, en 1354, les chanoines, répondant aux objections du Consulat, déclarent qu'on ne peut plus travailler sans ouvrir la brèche, parce que les ouvriers sont arrivés au pied même de l'enceinte.

Ainsi le plan de 1704, conservé aux archives, et d'après lequel ont été élevés les murs du transept et les chapelles latérales de la nef que nous voyons aujourd'hui, ne s'écarte pas du plan tracé en 1272 et suivi en 1349 et ces constructions, appelées bâtiments de Saint-Eutrope, s'élèvent en grande partie sur les fondations du Moyen âge. Il ne pouvait, d'ailleurs, en être autrement ; à Saint-Just, comme dans de nombreuses églises gothiques, la croisée centrale du transept, ainsi qu'on peut le constater aux amorces des arcs ogifs, devait être établie sur plan carré et les chapelles de la nef devaient conserver les dimensions des chapelles latérales du chœur. On peut donc affirmer que les deux premières chapelles de la nef, élevées au ^{xviii}^e siècle, sont bâties sur l'emplacement des chapelles projetées par les chanoines en 1349.

Grâce à cette constatation nous avons les points de repère suffisants pour déterminer à la fois la longueur et la direction de la courtine, ainsi que le point exact où elle devait couper obliquement les murs latéraux de la future nef. A partir des bâtiments épiscopaux, qui s'appuyaient eux-mêmes sur l'enceinte, le rempart, formant avec le cloître et la cathédrale un angle d'environ 15 de-

grés dans la direction sud-est nord-ouest, devait rencontrer le mur et la première chapelle méridionale de la nef à 13 mètres de la tour sud, et le mur septentrional à 25 mètres de la tour nord à l'ouest de la cathédrale. Il traversait de biais l'emplacement de la future nef sur une longueur de 34 mètres, laissant en effet, la chapelle nord à l'intérieur de l'enceinte et pénétrant dans la chapelle méridionale par son angle sud-est.

A 84 mètres environ de son point de départ, au pied même de la première chapelle septentrionale de la nef, le mur s'adossait à une tour qui n'a point laissé de traces et qui faisait suite à la tour des Archives¹ encore visible dans le jardin du Musée. Aucun doute n'est possible sur l'emplacement de cet ouvrage. Les chanoines nous disent, en effet : « pour que la première chapelle septentrionale de la nef puisse avoir la circonférence et l'espace qui lui sont nécessaires, il faut qu'une partie de cette chapelle et de l'un de ses côtés pénétre de biais dans la vieille tour sur une étendue de cinq pas, et que cette tour soit ouverte du côté de la chapelle sans autre dommage de ses murs ni de son enceinte extérieure². »

La chapelle dont parlent les chanoines n'a pas été édifée au xiv^e siècle mais au xviii^e, et, comme nous l'avons démontré, sur les mêmes plans de 1349. Il est donc cer-

1. Nous appelons ainsi la tour située dans le jardin du Musée, auprès de la porte qui fait communiquer ce jardin avec le passage de l'Ancre, parce qu'elle renferme actuellement les archives municipales. Elle n'a jamais porté ce nom au Moyen âge et devra le perdre lorsque les archives seront transférées dans d'autres locaux.

2. « ... Oportet ut dicta capella suum debitum circuitum et spatium habeat, quod pars dictæ capelle et lateris unius ejusdem intra dictam turrim veterem extendatur per quinque passus, quasi per oblicum, et quod a parte ejusdem capelle aperiatur dicta turris sine alia lesione ejusdem veteris turris et ejus muri et circuitus exterioris. »

tain qu'une « vieille » tour, comme dit le texte, de l'enceinte pré-wisigothique se trouvait sur la place actuelle du Tribunal, entre cet édifice et l'entrée du bâtiment des des Postes.

Son existence avait été soupçonnée par l'érudit M. Thiers. Celui-ci, ayant constaté que les tours du palais épiscopal, dont les bases sont pré-wisigothiques, ont entre elles une distance de 30 mètres, supposa avec assez de vraisemblance qu'une troisième tour devait se trouver dans le jardin du Musée, et conclut que la longueur des courtines, c'est-à-dire du mur compris entre deux tours, devait varier, à Narbonne, de 18 à 30 mètres. Son hypothèse n'était qu'à moitié fondée. Il faut remarquer d'abord qu'à Narbonne, pas plus qu'à Rome, Pompéi ou Carcassonne, les tours antiques ne sont régulièrement disposées ; leur emplacement est commandé surtout par les nécessités topographiques de la défense. Enfin, si les tours pré-wisigothiques de l'archevêché forment par leur rapprochement un véritable bastion, c'est qu'elles défendaient un point stratégique et commandaient à la fois la porte de la ville, la voie Domitienne, le pont et la rivière d'Aude et surveillaient le faubourg situé sur la rive droite de ce cours d'eau. La tour la plus voisine de celles de l'archevêché, du côté du cers, nous pouvons l'affirmer sans hésitation, se trouvait sur la place actuelle du Tribunal, et la courtine qui la reliait à la tour des archives avait une longueur de 100 mètres environ.

Elle était orientée vers le nord-ouest et cette orientation, indiquée par les documents, nous laisse supposer que ce point de l'enceinte formait l'angle le plus saillant de la cité vers la campagne et que le rempart, à travers les terrains de l'hôtel des Postes et du couvent Notre-Dame, se dirigeait vers l'ancien Capitole et la porte Royale.

On peut trouver une confirmation de cette dernière

hypothèse dans la disposition des rues de la vieille cité qui avoisinaient le rempart et se sont plus ou moins pliées à sa configuration. Cette remarque, vraie pour toute l'enceinte, est frappante en ce qui concerne la partie que nous étudions, et la rue du passage de l'Ancre, revendiquée par les consuls comme une voie publique, avant la construction de l'église de Théodard, se prolongeait par les rues du Lieutenant-Colonel-Deymes ou Rouget-de-Lisle, vers la rue Fabert, et avec les rues du Refuge, de la Sous-Préfecture et de l'Ancien-Courrier, formait, à quelque distance des murs pré-wisigothiques, un boulevard intérieur, dessinant assez grossièrement la configuration de l'enceinte.

Un fait qui corrobore ces observations et précise l'emplacement des vieux remparts, c'est l'établissement, au pied même et en dehors de ces murs, de nombreux couvents auxquels, à Narbonne comme dans beaucoup d'autres villes, furent libéralement donnés, du ^xⁱ au ^{xv}ⁱ siècle, les terrains encore vacants aux abords de la cité. Auprès de l'enceinte dont nous venons de parler, entre la vieille tour du Chapitre et la porte Royale, sur une seule étendue de 5 ou 600 mètres, se trouvaient, du ^{xiv}^e au ^{xv}^e siècle, au moins quatre établissements religieux ou couvents. Ce sont les jalons qui indiquent et limitent encore aujourd'hui, avec les vieilles rues voisines, la direction approximative des anciens remparts.

Le texte du procès nous apprend encore qu'entre la tour voisine de la cathédrale, et que nous appelons tour du Chapitre parce que celui-ci en revendiquait la propriété, et la tour des Archives, à quelques mètres de la tour du Chapitre et sur l'emplacement actuel du bâtiment de Saint-Eutrope, le mur était renforcé par un autre ouvrage défensif. C'était une sorte de voûte ou passage fortifié, en pierres de taille, destiné à protéger le

pied du mur contre une attaque directe et contre les cheminements de la sape et de la mine. Les consuls ne voulaient point entendre parler de la démolition du rempart en cet endroit, si petite que dût être la brèche, ni de la réédification à cette place du mur de l'église parce que, dans ces nouvelles dispositions, l'ouvrage défensif aurait disparu : « quia subtus dictum murum est buada fortis excisa in petram facta pro evitando casus ruendi et minandi muros predictos tempore guerrarum, quod si fieret (la démolition du rempart), opus predictum tolleretur. »

Le mot « buada », dans Ducange : « buaca, buata, bubata » signifie une chambre basse et voûtée, une voûte ou passage voûté. Cet ouvrage dont les chanoines affectaient de nier l'importance et même l'existence pouvait donc être une espèce de poterne fortifiée, comme on en voit une d'époque wisigothique à la cité de Carcassonne, ou bien comme dans les murs d'Aurélien à Rome et dans les fortifications d'époque voisine, un renforcement intérieur de la muraille par des arcs plus épais qui protègent le rempart contre une ruine totale dans un éboulement provoqué par la mine.

Ces détails donnés dans le procès, sur la topographie de l'enceinte et d'une tour, sont affirmés par les deux adversaires. Mais si chanoines et consuls tombaient nécessairement d'accord sur l'existence du rempart et de la tour, ils ne l'étaient pas sur l'importance, la valeur défensive et l'état de ces constructions. Les uns, résolus à garder les remparts intacts, en exagèrent la puissance; les autres, pour obtenir plus facilement l'autorisation d'ouvrir une brèche, en font ressortir les nombreux points faibles. Ainsi, dans cet utile désaccord pouvons-nous recueillir quelques détails intéressants sur l'état d'une partie de l'enceinte pré-wisigothique au ^{xiv}^e siècle.

Les consuls ne cessent de répéter que les murs de Narbonne, dans leur ensemble, sont « encore puissants et solides ». « Il faut admirer, disent-ils, ces excellentes constructions ; elles sont encore aussi fortes qu'au temps où elles furent élevées. » Avec leurs prédécesseurs du ^xⁱ siècle et leurs contemporains du ^{xiv}^e qui parlaient déjà de la « tour mauresca », les consuls partagent une erreur venue jusqu'à nous et dont on trouve l'écho jusque dans la *Légende des siècles*¹ : ils attribuent l'édification de ces « magnifiques » remparts aux conquérants arabes : « ab antiquo per Sarracenos constructi et fundati in magna excellentia ». Comme pour beaucoup d'autres monuments du Midi, cette merveilleuse origine, aussi légendaire que leur puissance, vient aux remparts de Narbonne directement des légendes épiques dont les longs récits de croisades contre le Maure ont fait oublier les souvenirs gallo-romains.

La partie du mur que les chanoines voulaient abattre était spécialement défendue. D'après les consuls, le rempart avait en cet endroit quinze pans d'épaisseur, à la mesure de Narbonne² (3 m. 68), et pour rebâtir « un si bon ouvrage » il en aurait coûté « plus de cinq mille écus d'or ». Le mur occidental de la nef que le Chapitre se proposait d'élever sur l'emplacement du rempart n'aura plus, disent les consuls, la même valeur défensive : d'abord, pour achever son édifice selon les règles et comme il l'a commencé, le Chapitre devra donner au

1. Victor Hugo : *La Légende des siècles*, le Cycle héroïque chrétien, Aymerillot, vers 25 et suivants : description de Narbonne,

... ville très forte,
Ceinte de murs avec deux tours à chaque porte.
Elle offre à qui la voit ainsi dans le lointain
Trente maîtresses tours avec des toits d'étain,
Et des mâchicoulis de forme sarrasine...

2. Valeur du pan : 24 cm. 58.

nouveau mur l'épaisseur moyenne de six pans des autres murs de l'église, c'est-à-dire une épaisseur inférieure de neuf pans à celle du rempart ; ensuite, le raccord entre les nouvelles constructions et l'enceinte ne pourra pas se faire aisément et il y aura là un point mort pour la défense. Sans doute, la vieille église voisine était-elle aussi adossée à la courtine, mais un second mur, appuyé au rempart et le renforçant, supportait les voûtes de l'édifice et fut démoli avec lui sans que le rempart en souffrît aucun dommage¹.

Enfin, les nouvelles tours de l'église ne pouvaient remplacer les défenses de l'enceinte. D'après les consuls et le procureur du roi, les tours de Narbonne étaient fort élevées et garnies à l'intérieur, jusqu'à la hauteur des merlons qui couronnaient les murs, d'un blocage de pierres et de ciment qui les rendait invulnérables à la sape et presque inexpugnables². C'est pourquoi les consuls protestaient contre le projet d'évider à l'intérieur la tour du Chapitre pour faire place à une nouvelle chapelle ; le moindre creusement du blocage, disaient-ils, même sur la profondeur de cinq pas, devait ébranler la construction et en affaiblir la solidité. « Satis ipsa turris lederetur si per quinque passus dirueretur interius per quam dirutionem minueretur fortalicium. »

Tel était, d'après le témoignage intéressé des consuls, l'état des murs et des tours de Narbonne. Malheureusement à ce jugement optimiste, les chanoines opposent un démenti formel et, après avoir exposé leur opinion,

1. « Esto quod dictus murus esset clausura ecclesie Narbone antique tamen non erat talis quod sola subtectum dicte ecclesie sustentaret, ymo erat alius paries dirutus per dictum capitulum qui appodiebatur cum muro antedicto. »

2. « Turres et fortalicia murorum... sunt eminentes et tales quod usque ad merletos murorum ipse turres sunt farsite lapidibus et cementis et quasi inexpugnabiles. »

nous verrons dans notre conclusion que leur pessimisme fut assez bien justifié par les événements.

Au jugement du Chapitre, le mur d'enceinte est tout entier dans un état déplorable. Il a fallu en démolir une partie « à cause de sa trop grande vétusté et des menaces de ruine ». Nous verrons, en effet, plus loin que des pans entiers de murs avaient disparu. Le reste, « tout le monde peut le constater, est dans un tel état de ruine que la défense de la ville est fort compromise ».

La partie qu'il s'agit d'abattre derrière la cathédrale « n'a plus sa hauteur primitive, son sommet est découronné et si près de terre que, si le mur demeure dans cet état, il pourrait, un jour ou l'autre, être facilement démoli ». Les consuls prétendent qu'à cet endroit le rempart a quinze pans d'épaisseur. C'est une flagrante imposture. Il suffit de constater qu'à son sommet le mur ne mesure pas plus de quatre pans d'épaisseur pour conclure, d'un simple coup d'œil, qu'à sa base il est épais tout au plus de cinq pans ».

Ce rempart « satis tenuis, debilis ac bassus » est aussi « fragilis ». Il a été élevé avec de mauvais matériaux et ne cesse de se désagréger¹. Le sénéchal, Jean de Çayeu, a été informé de cet état de choses par un rapport des maîtres d'œuvres Pierre Daniel et Louis Richeclerc. Comme son prédécesseur Pierre de Beaumont, il a pu se rendre compte lui-même de l'état de délabrement du rempart. Le 27 mars 1354, en présence de l'archevêque Pierre de la Jugie et des parties en cause, il a procédé à une inspection des lieux et a dû constater de ses propres yeux que les murs en cet endroit étaient « faibles et ruineux ».

Enfin, l'avocat des consuls lui-même, malgré ses pré-

1. « Malis lapidibus et corruptis cementis constructus... cementum ejusdem et materia est corrupta. »

cédentes affirmations et contraint par la vérité, est obligé d'avouer avec les chanoines « que depuis un temps immémorial, les murs qui s'étendent de la porte appelée « brune » jusqu'à la porte Royale et de là jusqu'au palais épiscopal sont également démantelés et les débris de l'enceinte gisent dans les fossés¹ ». Il ajoute qu'on peut trouver sur ce sujet des renseignements et des explications dans les archives du roi, à Carcassonne.

Ce que le temps, d'ailleurs, n'avait pu achever les hommes l'ont parfait, et le Chapitre se charge de prouver non seulement que le rempart n'a plus la solidité, mais encore l'aspect et l'utilité d'une fortification. Il disparaît, en effet, sous des constructions parasites qui le défigurent et l'affaiblissent. Une maison appartenant autrefois à l'archidiacre de Narbonne, devenue propriété du Chapitre, s'appuie à l'enceinte, à la suite du palais épiscopal. Ses dépendances s'étendent entre les deux tours — la tour des Archives et celle du Chapitre — sur toute la longueur de la courtine et au delà, vers le nord. Elles couronnent le sommet du mur, occupant le chemin de ronde, et empiètent sur les fossés extérieurs. Dans le mur lui-même plusieurs portes ont été ouvertes pour relier l'ancienne maison de l'archidiacre à ses dépendances extérieures¹.

1. « Omnes muri qui sunt et protenduntur de porta vocata porta bruna veniendo ad portam regiam deinde ad domum episcopalem sunt equaliter depressi ita quod lapides qui pro tempore fuerunt ab ipsis muris elevatis adhuc sunt juxta pedem murorum in fauxis seu fossatis eorumdem et ita depressi extiterunt per tanta tempora de quibus non extat pro nunc memoria... »

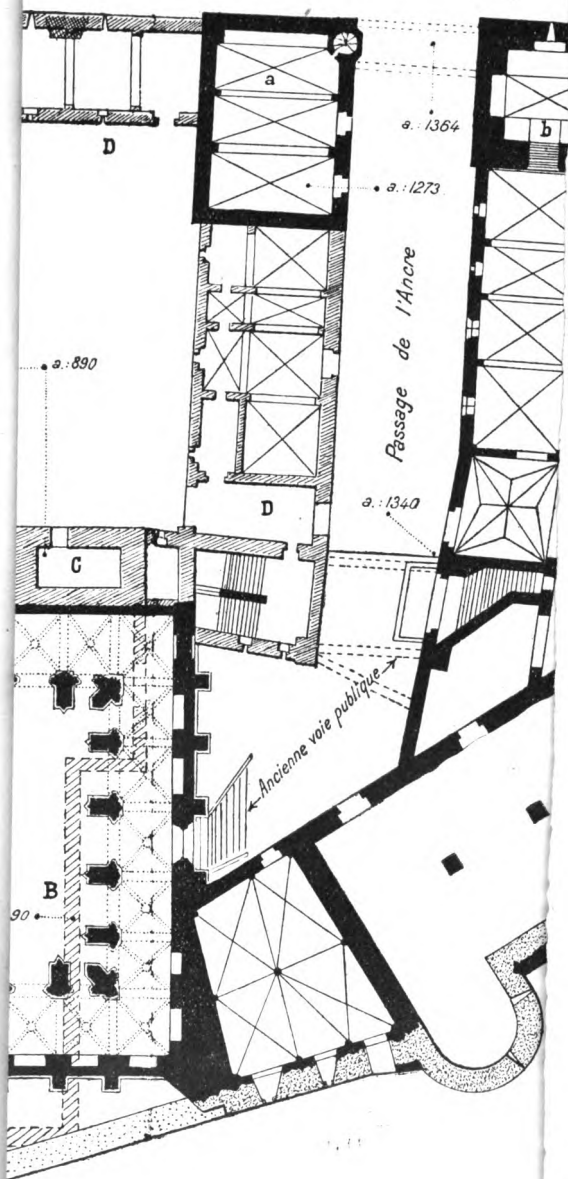
1. « ... domus predicta adheret dicto muro et ejus hedificia sunt contigua tam a parte intra quam a parte extra et cejuncta dicto muro et sibi unita et affixa et supra eumdem murum sunt hedificia posita et constructa ... In muro predicto sunt janue sive porte dictum murum sindentes et etiam perforantes per quas itur et iri potest, quum placet, de hedificiis que sunt intra murum ad hedificia alia ejusdem domus que sunt extra murum et eidem contigua. »

Quant aux tours, cernées par les bâtisses, elles servent, elles aussi, d'habitation. La tour du Chapitre, dont il est spécialement question, située sur le chantier même de la cathédrale, après avoir abrité des chanoines dont le dernier, vers 1307, fut un certain Bérenger d'Olargue, devint le logis des maîtres d'œuvres de l'église, Dominique et Jacques de Fauran, Raymond Aicard et Pierre Daniel qui l'ont occupée depuis quarante ans sans interruption.

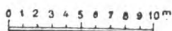
Ce dernier détail montre, une fois de plus, combien les affirmations des consuls sont peu exactes. La tour n'est pas remplie de blocage, comme ils l'ont prétendu, jusqu'à la hauteur du crénelage des murs puisque les maîtres d'œuvres en occupent les deux étages « *subtus solarium et supra solarium* ». Comme toutes les autres tours de l'enceinte, « elle est creuse à la hauteur d'une canne (1 m. 967) au-dessus du sol jusqu'au faite ». Il est donc possible, sans toucher à ses œuvres vives, d'élever à l'intérieur un des côtés de la chapelle projetée.

Enfin, les chanoines ajoutent que la maison adossée au rempart et ses dépendances, les portes qui relient ces constructions à travers le mur de la ville, la tour et les bâtisses élevées sur cette tour aussi bien que sur les murs « *hedifficia super murum et turrim constructa* » existent dans cet état depuis l'époque reculée où la partie cers de la cité et de l'enceinte appartiennent à l'Église de Narbonne.

Il est facile de contrôler cette dernière affirmation des chanoines et de voir, par quelques textes, comment la vieille enceinte de Narbonne avait été peu à peu cernée et affaiblie par la propriété privée. Quant à l'état de ruine du mur lui-même, les événements nous montreront que l'opinion du Chapitre était mieux informée ou plus sincère que celle des consuls.



PLAN



de L'ENCEINTE PRÉ-WISIGOTHIQUE (fragment).

de L'ÉGLISE CAROLINGIENNE

d'après les documents.

de LA CATHÉDRALE et du CLOITRE GOTHIQUES

d'après M. Nodet.

du PALAIS ARCHIÉPISCOPAL

d'après Viollet-le-Duc.



Nous ne pouvons ici traiter la question de propriété des remparts, qui fait le fond de la querelle entre le consulat et le Chapitre de Narbonne. Il faut cependant en dire quelques mots pour éclairer notre sujet. L'archevêque de Narbonne a longtemps revendiqué et possédé en fait tous les droits de propriété sur la moitié de la cité et des remparts de Narbonne situés vers le cers, « depuis la Porte Royale jusqu'à la tour Mauresque ». Ces droits étaient, disait-il, fondés sur une ancienne donation royale, et furent, en effet, régulièrement confirmés par les rois depuis la fin du ^x^e siècle. Mais nous n'avons pas cette ancienne donation royale. Le plus vieux document qui parle de privilèges conférés à l'Église de Narbonne est une charte de Carloman datée de 881¹. Dans la longue liste de donations et de privilèges que le roi confère ou confirme, il n'est nullement question de la propriété de la cité ni des remparts. Une autre charte de Carloman en 884, les diplômes du roi Eudes, de Charles le Simple², enrichissent ou confirment le patrimoine de l'Église de Narbonne, mais ne parlent pas de la donation de la cité. Il est donc certain que l'archevêque n'a pas revendiqué, avant le ^x^e siècle, cette propriété que les rois n'avaient jamais confirmée jusqu'alors. Mais dès l'épiscopat de Guifred (1016-1079), nous trouvons, dans la liste des biens de l'Église de Narbonne, la propriété d'une moitié de l'enceinte et de la cité, disputée, il est vrai, par le vicomte de

1. *Hist. de Languedoc*, t. V, col. 68. La charte d'immunité, accordée en 814 à l'Église de Narbonne par Louis le Pieux, nous a été transmise par une copie sans date du ^x^e siècle. Le diplôme de Charles le Chauve qui mentionne et confirme, en 844, la donation de la moitié de la cité de Narbonne est une copie de la fin du ^x^e siècle. Mais la copie la plus ancienne du même siècle ne porte pas cette donation, qui a été interpolée dans les copies postérieures. Voir *Hist. de Languedoc*, t. II, preuves, col. 237, note de M. A. Molinier.

2. *Id.*, t. V, col. 76, 85, 101, 103, 143.

Narbonne, mais régulièrement confirmée, depuis lors, à l'archevêque par l'autorité royale¹.

Quoi qu'il en soit de la légitimité de ces possessions, on voit, dès cette époque, les constructions ecclésiastiques mentionnées le long du rempart que nous étudions. Nous trouvons, en effet, à la date de 1066, dans un serment de Pierre, fils de la comtesse Garsinde, la promesse de respecter les droits que l'archevêque Guifred possédait sur la tour et la maison attenante à cet endroit au rempart et qui appartenaient à l'archidiacre, appelé lui aussi Guifred². La même année 1066, dans un accord entre l'archevêque de Narbonne et le comte Raymond de Saint-Gilles, celui-ci reconnaît à l'archevêque le droit déjà concédé par les rois « sicut sonat in preceptis regum » d'ouvrir dans le rempart une porte à l'endroit qui lui conviendra³. Des actes de 1176, 1215, 1231, 1349 nous montrent les archevêques de Narbonne achetant ou disputant à des particuliers et aux chanoines les maisons adossées aux remparts et sur l'emplacement desquelles s'élèvera le nouveau palais archiépiscopal⁴.

Et ce n'est point seulement dans la partie épiscopale de l'enceinte que le mur a été ainsi utilisé. Dans un acte de 1356, déjà cité au cours du présent travail, il est dit que le maître d'œuvres Pierre Daniel doit édifier une tour « juxta Portale vocatum communiter de las

1. Accord du 6 octobre 1066 entre l'archevêque Guifred et le vicomte de Narbonne, Bernard Bérenger, *Hist. de Languedoc*, t. V. Preuves, col. 540.

2. *Id.*, col. 541. Dans le plan de Narbonne dressé en 1720 on trouve encore, sur l'emplacement occupé aujourd'hui par l'Hôtel des Postes, le jardin de l'archidiacre. Le rempart avait disparu et, avec lui, la maison du chanoine; mais la propriété, n'ayant pas changé de maître, rappelait toujours la proximité de la vieille enceinte,

3. *Id.*, col. 535.

4. *Inventaire des archives de l'archevêché*, par Anthoine Rocque, 1639-40, vol. I, f^os 267, 275, 297; vol. II, f^o 84,

Naüs » devant l'endroit du rempart où s'adossait la maison de Jacques Bandon, bourgeois et consul de Narbonne. Cette tour doit avoir la même hauteur que la tour appelée « Tor ventosa » attenante à une autre maison du même consul. Enfin, cette même année 1356, à la suite des ravages occasionnés par le raid du Prince Noir, le roi Jean envoie des lettres ordonnant de contraindre, même par voie de saisie, les clercs ou laïques de Narbonne qui ont des bâtiments appuyés aux remparts, à les laisser démolir¹.

Ainsi, l'une des affirmations du Chapitre sur l'état de l'enceinte se trouve largement confirmée. D'autre part, les réparations qu'il fallut entreprendre, dans la seconde partie du xiv^e siècle, pour mettre la ville en état de défense, montrent bien que les chanoines n'exagéraient pas la vétusté des murs et que les Narbonnais n'avaient pas plus de confiance dans les assurances optimistes de leurs consuls que dans la solidité de leurs murailles.

Dès que le danger devint pressant il fallut, en effet, réparer les remparts. Le lieutenant du roi, Guillaume de Flavacourt, ordonnait, le 20 décembre 1349, de travailler aux fortifications de Narbonne. Les réparations sont en cours, en 1352. Une lettre royale, datée du 8 décembre 1352, permet aux consuls de lever pendant trois ans une taxe de quatre deniers par livre sur les transactions, payable, moitié par l'acheteur et moitié par le vendeur, pour subvenir aux frais des travaux. Ces réparations continuent en 1354. L'avocat des consuls déclare, en effet, au procès, que la ville de Narbonne « laborat ad fortificandum muros ». Non seulement on répare les brèches, mais on élève de nouveaux murs sans doute aux

1. Archives municipales de Narbonne. Série E : pièces non inventoriées.

endroits, signalés par le Chapitre, où l'enceinte avait complètement disparu : les consuls ont fait dresser des plans, ils ont fixé l'endroit « ambitum elegerunt... locum ubi muri fieri debent ».

Au début de l'année 1355, la province est en état de guerre. Le comte d'Armagnac, lieutenant du roi en Languedoc, ordonne de sévères mesures. Le 3 février 1355, le roi écrit au sénéchal de Carcassonne de faire travailler aux fortifications de tous les châteaux de la sénéchaussée. Les consuls de Narbonne décrètent que le produit des tailles de deux années sera affecté aux remparts. Par une autre ordonnance de la même année ils obligent les maçons, charpentiers, forgerons et autres ouvriers et ouvrières du bâtiment à travailler à la restauration de l'enceinte¹. L'archevêque lui-même, comme nous l'avons vu plus haut, profite du mouvement pour faire exhausser les tours de son palais appartenant à l'enceinte de la ville, si bien que les consuls, malgré les soucis de l'heure et le péril commun, se hâtent de protester auprès du comte d'Armagnac contre la nouvelle entreprise.

Il faut croire que les consuls ne publièrent pas assez d'ordonnances et surtout ne mirent pas assez d'ouvriers au pied de la vieille muraille, puisque au mois de novembre 1355 le prince de Galles put ruiner la ville en partie. La cité résista, mais ce ne fut pas sans recevoir quelques blessures, comme nous l'allons voir. Dès les premiers jours de l'année 1356 une commission fut nommée pour réparer les ravages. Elle décida d'abord de mettre une imposition sur les denrées et les marchandises vendues à Narbonne. Les bourgeois de la ville qui s'étaient réfugiés à Béziers furent contraints, sous menace

1. Archives municipales de Narbonne. Série E : pièces non inventoriées.

de saisie, d'acquitter leur part de contributions pour la restauration des remparts. Les consuls obtinrent du roi la permission non seulement de démolir les maisons contiguës au rempart qui gênaient la défense et cachaient les brèches à réparer, mais aussi de pratiquer à l'intérieur des murs un chemin de ronde large de douze pans¹.

La commission dut aller vite en besogne puisque nous voyons, dès le 26 janvier 1356, le maître d'œuvres Pierre Daniel passer avec elle le contrat, cité plus haut, pour la construction d'une nouvelle tour « sese tenentem cum muro antiquo ». Cette tour devait être élevée « devant l'emplacement où se trouvait, avant l'attaque du prince de Galles, la maison de Jacques Bandon ». Les ordonnances et les travaux de la commission, le contrat du maître d'œuvres, nous prouvent bien que le vieux mur avait des points faibles puisque les Anglais, sans établir un siège en règle, avaient su profiter de sa décrépitude pour détruire, même à l'intérieur de la cité, des constructions comme l'hôtel de Jacques Bandon, important bourgeois de Narbonne.

Nous ne pousserons pas plus loin notre enquête pour montrer, à l'aide des textes et des événements, que le témoignage du Chapitre au sujet des remparts doit être pris en considération et que l'enceinte de Narbonne portait au ^{xiv}^e siècle la rançon de son antiquité. Nous n'écrivons pas l'histoire des fortifications et nous avons voulu seulement dégager d'un texte intéressant quelques renseignements inédits sur la topographie de l'enceinte d'une vieille ville et l'état de ses défenses au milieu du ^{xiv}^e siècle.

Cependant, ce que nous racontent les consuls et les

1. Archives municipales, *idem*.

chanoines des murailles de leur ville nous éclaire sur l'histoire de leur origine, de leur grandeur et de leur décadence. Pourquoi ces remparts, si célèbres dans les légendes épiques et dans les récits du haut Moyen âge, étaient-ils tant déchus au xiv^e siècle ? C'est, nous disent les chanoines « à cause de leur trop grande antiquité » et parce que, bâtis avec de mauvais matériaux et dans des conditions peu favorables, les hommes n'ont su ni les respecter ni les conserver.

Telle est, en effet, l'histoire des remparts de Narbonne comme celle de tous les remparts gallo-romains. Ce n'est pas au temps de l'invasion sarrasine qu'ils furent élevés, comme le croyaient les consuls, mais vers la fin du iv^e siècle, sous le règne d'Honorius et d'Arcadius¹. Bâtis à la hâte, sous la pression des invasions vandales et dans la misère du Bas-Empire, ils n'avaient pas la belle apparence des œuvres du Haut-Empire, ni la solidité de l'architecture militaire gothique. Il fallut resserrer la cité dans ses plus étroites limites, appuyer l'enceinte aux restes encore solides de l'antiquité, comme le Capitole, peut-être même à d'autres monuments, et par défaut de temps, d'argent, de main-d'œuvre et de goût, jeter dans les fondations les blocs de marbre les plus beaux, comme les piédestaux et les statues du forum, les tambours de colonne qui assuraient de rapides et solides fondements. Le code théodosien autorisait ce nécessaire pillage². Les débris moins importants des monuments, mélangés à un petit appareil peu régulier, formèrent la plus grande partie des courtines, et les quelques mètres carrés qui ont survécu dans le jardin du Musée justifient le jugement peu favorable des chanoines du xiv^e siècle.

1. Entre les années 390 et 410.

2. Code théodosien, L. xv, t. I, l. xxxiv, xxxvi.

Cependant la construction des tours fut plus soignée : celle qui demeure encore dans le jardin du Musée, avec sa base pré-wisigothique formée de blocs remployés de grand appareil, complète la description de la tour donnée par les chanoines et les consuls. Nous voyons que la plupart des tours de l'enceinte étaient semi-circulaires, ouvertes à la gorge ou fermées par une construction parasite. Nous pouvons assurer maintenant, contre une opinion récente et contre l'affirmation des consuls du ^{xiv}^e siècle, que ces tours n'étaient pas massives jusqu'à la hauteur du crénelage des murs. La base, qui plongeait dans le fossé, bâtie en grand appareil, était compacte. Cette concrétion de blocage s'élevait au-dessus du sol intérieur de l'enceinte à la hauteur d'une canne pour supporter les deux étages de la tour. Telle était l'élévation de la tour du Chapitre et aussi de celle des Archives, dans laquelle une fenêtre pré-wisigothique aveuglée mesure encore la distance du sol primitif. Ainsi devait être la « Tor ventosa » puisque le maître Pierre Daniel élevant, sur le même plan, dit le contrat, une nouvelle tour près de la porte « de las Naüs » s'engage à monter « l'ambocimentum » c'est-à-dire le blocage massif de la base, à une canne au-dessus du sol de la cité.

Telle fut, d'ailleurs, l'élévation intérieure des tours antiques de Rome, de Pompéi ou d'Afrique et celle des tours wisigothiques de la cité de Carcassonne.

Malgré les malheurs de son origine, avec ses solides tours rondes à deux étages, ses hautes tours carrées à signaux, ses deux portes fortifiées dont l'une, la porte Royale, était assez imposante pour servir de palais aux rois wisigoths, l'enceinte de Narbonne résista aux nombreux assauts des barbares et des Francs. Dans la ruine des cités voisines, ayant gardé son rang de capitale, la ville, grâce à ses remparts restaurés, mais pas édifiés,

par les Sarrasins, put demeurer longtemps le boulevard invincible de leur domination, et établir ainsi, pour les légendes futures et l'orgueil de ses consuls, la réputation qui a survécu à sa puissance.

Mais la décadence des murs était proche. Après l'expulsion des Sarrasins et dans la paix de l'époque carolingienne, l'enceinte ne subit plus d'autres assauts que ceux de ses habitants et Narbonne, comme les autres villes, laissa tomber ses fortifications. Alors s'accéléchèrent les causes de ruine que nous avons indiquées dans cette étude. La désagrégation de l'autorité centrale fut aussi celle des remparts. Dans ce régime politique de concessions et d'usurpations, les fortifications deviennent un élément du bénéfice et se transforment en propriété privée. Nous avons vu, en 890, l'archevêque Théodard rattacher la cathédrale au rempart et transformer le chemin de ronde en propriété ecclésiastique. Déjà, en 1040, un de ses successeurs détient la moitié de l'enceinte. Chaque tour a son chanoine ou son chevalier. La tour Mauresque, la tour « Carrée », la porte Ayguière, la porte Royale sont autant de châteaux et de fiefs possédés par des dynasties de vassaux, et comme nous l'avons exposé, on pourrait suivre de siècle en siècle et de courtine en courtine les progrès de cette usurpation.

Le brillant essor commercial et communal de Narbonne aggrave, au lieu de l'arrêter, sa décadence militaire. La ville enrichie étouffe dans ses remparts. Chaque bourgeois plus aisé ou chaque nouveau couvent s'installe dans les espaces libres. Le chemin de ronde est supprimé, les constructions enveloppent le mur, le surmontent, le creusent ou le renversent et débordent dans les fossés à demi-comblés ; la rivière d'Aude elle-même est envahie par les boutiques des teinturiers. A quoi bon se fortifier ! Les Narbonnais ne veulent pas s'enfermer dans d'étroites

murailles. Le clerc rêve d'élever, sur les remparts démolis, une prestigieuse cathédrale, et le marchand songe aux plages lointaines d'Alexandrie où la galée narbonnaise emporte ses riches chargements de drap.

Telle est l'histoire dont nous avons en détail esquissé quelques lignes et interrogé quelques témoins. Elle finit au moment où la leçon des événements ramène la ville à la prudence. Une première fois, en 1209, surprise par les hordes de Montfort dans ses remparts démantelés, elle avait dû, sans résistance, ouvrir ses portes. La tentative du Prince Noir fut la dernière et la bonne alerte. Les bourgeois timorés, se souvenant trop des abus d'autrefois, firent payer aux chanoines, par leur opposition, les anciens errements de tous, et l'abandon de la cathédrale fut, en partie, la rançon de la sécurité de la ville.

Abbé Louis SIGAL.

LES ARMES PARLANTES

DE QUELQUES CONSULS DE NARBONNE

Dans le tome XVI^e de l'*Histoire générale de Languedoc*, de dom Vaissète, Ernest Roschach donne les armes des consuls de Narbonne de 1549 à 1673. Elles ont été reproduites d'après un manuscrit inédit appartenant à M. Armand Bories, ancien membre de la Commission archéologique. Il n'en existe qu'une copie que j'ai pu consulter, grâce à l'amabilité de son possesseur, M. Berthomieu, conservateur du Musée de Narbonne. « Cet armorial », dit Roschach « forme un cahier de papier de 122 pages, d'une écriture peu soignée, du xvii^e siècle, couvert en parchemin ; il a appartenu à un chanoine de Saint-Just, comme en témoigne cette note autographe du feuillet de garde : *ex libris M. Guillelmi Causse canonici theologi ecclesiæ Narbonensis*.

« Il contient une liste des consuls de Narbonne pendant une période de cent vingt-cinq ans, depuis « M. M^e Sébastien André, docteur ès droits » (1549), jusqu'à « M. M^e Charles de Bertelier, docteur et avocat à la Cour » (1673). Chaque nom est accompagné d'un blason peint à l'aquarelle, sans casque, couronne ni lambrequins. Les écus sont rangés en deux colonnes, six par page. On n'en compte pas moins de sept cent trente. »

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau pour s'apercevoir que la plupart de ces armes sont des armes

parlantes ; mais ce qui rend la chose intéressante pour nous, c'est que certaines allusions et certains jeux de mots ne peuvent être expliqués qu'en ayant recours à notre langue maternelle, le languedocien. C'est ce qui m'a engagé à faire ce travail.

ANDRÉ (1549). Une croix de Saint-André tenant la totalité de l'écu.

BIROU (1549). Une main tenant un avant-clou ; lang., *birou*, avant-clou.

VIGNES (1550). Ecu divisé en quatre parties : au 1 et 4 deux rameaux de vigne.

TOURNIÉ (1550). Une tour.

MASSAC (1551). Une main tenant une massue ; lang., *masso*, massue.

CASTEL (1552). Un château ; lang., *castel*, château.

BANES (1555). Trois têtes de bœuf avec leurs cornes ; lang., *bano*, corne.

CABIROL (1555). Un chevreuil sautant ; lang., *cabirol*, chevreuil.

DU COUNIL (1556). Deux lapins. Actuellement on a francisé le mot et dans le langage courant on dit *lapin*, mais autrefois, et le terme est resté encore dans certaines régions, on disait *counil*, en vieux français *connil*, du latin *cuniculus*. *Ducounil*, deux lapins, *dous counils*.

BOUCQUIER (1558). Un bouc.

BLANC (1559). Une montagne couverte de neige ; probablement le mont Blanc.

DUCHESNE (1559). Un chêne.

PELISSIER (1562). Une peau tannée ; lang., *pèl*, peau ; *pelissé*, pelletier.

PUECHMIJAN (1564). Une montagne partagée en deux parties ; lang., *puech* ou *pech*, pic, montagne ; *mijan*, moitié.

- BARBIER (1564). Trois plats à barbe.
LE NOIR (1564). Une tête de nègre.
DELIM (1567). Deux plantes de lin.
DUCOING (1567). Un coing.
BALISTE (1568). Une arbalète; lang., *balisto*, arbalète.
MERLAIZE (1571). Trois merlettes.
ROCHIER (1571). Un rocher.
ROUGET (1573). Un rouget.
SOLIGNAC (1575). Trois soleils.
POISSON (1576). Un poisson.
DERAIMOND (1576). Deux rats dressés et appuyés sur un monticule par leurs pattes de devant. Prononcé à la languedocienne, ce nom doit se dire *Deramoun*, *dous rats mount*.
MONTANIER (1577). Un rocher au milieu de la mer.
LACROIX (1577). Une croix de Malte.
GINESTE (1583). Une branche de genêt en fleurs; lang., *ginesto*, genêt.
MONTET (1583). Un monticule surmonté d'un arbre; lang., *mountet*, monticule.
TRIPOUL (1584). Un coq; lang., *poûl*, coq.
LA COURT (1585). Le glaive et les balances de la Justice.
RESPLANDY (1586). Une étoile resplendissante à seize rayons.
SALAMON (1587). Un monticule de sel; lang., *sal*, *mount*, sel, monticule.
CŒURDECHÈNE (1589). Deux rameaux de chêne.
MARINENC (1590). La mer miroitant sous le soleil.
MALARD (1595). Un gros canard; lang., *mélard*, gros canard.
BRUNET (1595). Trois têtes de nègre.
BOSQUET (1595). Un bosquet d'arbres.
BREL (1597). Un bosquet d'arbres; lang., *brèl*, bosquet d'arbres, jeune taillis.

- POURTAL (1598). Un portail; lang., *pourtal*, portail.
- PRADEL (1599). Un champ semé d'yeux; lang., *prat*, *elh*, pré, œil.
- ROCHER (1600). Un rocher.
- LÉONARD (1600). Un lion.
- GARRIGUES (1604). Trois glands et un renard rappelant la *garrigo*, textuellement lieu planté de chênes; lang., *garric*, chêne.
- DUSTON (1604). Deux thons; lang., *dous touns* dont la prononciation rappelle exactement le nom propre.
- LAUCON (1606). Une jeune oie; lang., *auco*, oie, diminutif *aucoun*, petite oie, l'*aucoun*.
- BARTHES (1609). Deux branches de ronce; lang., *barto*, *bartas*, ronce.
- ROUGH (1612). Un rocher; lang., *rouc*, roc.
- CAZALBON, une maisonnette de campagne; lang., *casal*, maison; *bou*, bon, agréable.
- SEGUI (1613). Une faucille fauchant trois épis; lang., *sègui*, je fauche, première personne de l'indicatif du verbe *sega*, faucher.
- LA ROQUETTE (1616). Une petite roche; lang., *roco*, roche, diminutif *roqueto*.
- BOUISSIER (1617). Un rameau de buis; lang., *bouis*, buis.
- ESTIVAL (1623). Un soleil et une gerbe de blé rappelant l'été.
- CHAMBERT (1624). Le milieu de l'écu est formé par un rectangle avec six fleurs aux feuilles vertes; lang., *camp bert*, champ vert.
- MASSIAc (1627). Une main tenant une massue; lang., *masso*, massue.
- ROUSSEL (1629). Un soleil et trois boutons d'or; lang., *roussel*, roux, doré.
- FALCONIS (1634). Un faucon; lang., *falcou*, *fàlquet*, faucon.
- BOUTTES (1631). Une voûte d'église; lang., *bouto*, voûte.

LAFON (1632). Une source sortant d'un rocher; lang., *fount*, fontaine, source; *la fount*.

CAUNES (1633). Trois grottes; lang., *cauno*, grotte, caverne.

ALAU (1633). Deux ailes; lang., *alo*, aile.

REDORTE (1634). Trois tiges d'osier tressé; lang., *redorto*, osier.

TOURNAL (1637). Une tour.

MOULINS (1640). Trois meules de moulin.

ROUMIEU (1641). Trois coquilles; lang., *roumièu*, pèlerin.
Allusion aux coquilles que portaient les pèlerins.

RICARD dit SURIN. Un cep de vigne entourant un échalas. *Surin*, variété de raisin. Le comte Odart (*Ampélographie universelle*), parlant des raisins dits *sauvageons*, s'exprime ainsi : « En Touraine nous les appelons *surins*, et dans l'arrondissement où coule la Vienne, *fiés*. »

SENTI (1646). Une fleur épanouie. Allusion au parfum.

CARBOU (1646). Trois tas de charbon; lang., *carbou*, charbon.

DAUDÉ (1647). Au milieu de l'écu se trouvent trois dés faisant allusion à la deuxième partie du nom; il y a ensuite aux 1 et 4 des bandes ondées et aux 2 et 3 des arbres ressemblant à des peupliers, paraissant rappeler les bords de l'eau. Les armes pourraient se traduire ainsi, *d'eau, dé*.

MEISSOUNIÉ (1647). Une gerbe d'épis; lang., *meissounié*, moissonneur.

PASCAL (1647). Un agneau portant la croix; agneau pascal.

SAURET (1648). Un poisson; lang., *saurel*, maquereau salé.

AMIEL (1649). Trois abeilles.

BLANC (1649). Trois fleurs blanches.

GUIGNAERT (1650). Un lion portant un rameau de cerisier avec ses fruits. Allusion aux cerises, lang., *guino* ou *guigno* et aux feuilles vertes du rameau.

OLIVIER (1651). Une colombe portant dans son bec un rameau d'olivier.

ESCALIER (1652). Un double escalier.

ROQUEFORT (1652). Un rocher et un fort.

PRAT (1654). Un pré de trèfle ; lang., *prat*, pré.

MAGE (1655). Les trois couronnes des rois Mages et l'étoile de Noël.

CASTELA (1651). Un château ; lang., *castel*, château.

SILVESTRE (1657). Un pin silvestre.

PEREDOUX (1667). Deux petites poires ; lang., *peros*, *dos*, poires, deux.

BASCOUL (1657). Un ruisseau tombant d'une montagne et se répandant dans la plaine ; *bas coule*.

MOLINIER (1658). Une meule de moulin ; lang., *moulinié*, meunier.

GIRARD (1660). Une sphère sur un brasier ; *gire*, sphère, *ard*, brûlé. Ces armes sont à rapprocher de celles du poète languedocien du xvi^e siècle, Augié Gaillard, surnommé le *Roudié de Rabastens*, à cause de son métier de charron. Il avait pour armes un coq sur un brasier, *gal*, coq, *ard*, brûlé.

SEIGNE (1662). Un pélican en train de s'ouvrir les flancs, de se *saigner* pour nourrir ses petits.

REVEL (1662). Une cloche symbolisant le réveille-matin.

BRISOU (1663). Un lion tenant un marteau et *brisant* un rocher.

REY (1663). Une grenouille assise. Peut-être faut-il voir là une allusion aux grenouilles demandant un roi, lang., *rei* ; ou bien une allusion à la reinette, *reineto*, petite reine. L'attitude implorante de la grenouille semblerait faire pencher du côté de la première hypothèse.

GAJA (1666). Deux mains qui s'étreignent ; *gage a*.

TESTUT (1668). Une tortue ; latin, *testudo*.

SENJACQUES (1668). Quatre coquilles séparées par une croix. Allusion aux pèlerins qui se rendaient à Saint-Jacques de Compostelle.

PENDRIÈS (1670). Une main tenant trois poires *pendantes*.

COURAL (1670). Deux branches de corail; lang., *coural*, corail.

JEAN (1670). Un agneau tenant une bannière comme l'agneau qu'on représente habituellement avec saint Jean-Baptiste.

SOLIER (1671). Un tournesol.

BASTIDE (1681). Une maison de campagne; lang., *bastido*, chalet, maison de campagne.

En terminant, je dois faire remarquer que certains noms se trouvent mal orthographiés dans le manuscrit, j'ai dû aller contrôler dans l'*Inventaire des Archives communales* de Mouynes et j'ai corrigé d'après cet auteur.

D^r. P. ALBAREL.

LES ANCIENNES FAIENCES

MARQUÉES D'UNE CROIX

Depuis mes dernières recherches sur les faïences à reflets métalliques et les autres poteries fabriquées à Narbonne, j'ai eu l'occasion de recueillir d'autres fragments. La récolte n'est pas très abondante car il n'a pas été effectué depuis cette époque de travaux de terrassement considérables ; cependant quelques-uns des débris recueillis méritent d'être signalés, permettent du moins quelques nouvelles observations.

Comme toujours, comme partout, les poteries simplement vernissées sont nombreuses. Elles nous font constater une grande constance dans les formes et dans le genre d'ornementation. Des débris incontestablement très anciens semblent provenir d'objets fabriqués de nos jours.

Au point de vue des couleurs nous constatons l'emploi exclusif, cela va sans dire, du vert, du jaune et du brun tandis que de nos jours on emploie le bleu, même sur les poteries vernissées. Les débris les plus anciens sont verts ; le brun semble n'apparaître qu'un peu plus tard, le jaune en dernier lieu. Quand l'usage des trois couleurs est établi on peut noter la fréquence des tessons marbrés de brun et de jaune, de vert et de brun ou de brun, de jaune et de vert.

Les débris de faïence à émail blanc, mais émaillée d'un

seul côté, à décor vert et brun, nous permettent d'affirmer, une fois de plus, la haute ancienneté de ce genre de poterie.

Quant à la faïence réellement polychrome, sur l'origine narbonnaise de laquelle j'avais fait des réserves, j'ai sous les yeux quelques tessons qui, par leur épaisseur, me semblent établir une transition entre nos lourdes poteries locales et les échantillons de faïence beaucoup plus fine signalés dans mon premier travail. Certains décors me paraissent également rattacher cette faïence à d'autres produits locaux. Tout cela établit en faveur de l'origine locale de plus fortes présomptions.

Les fragments de faïence à décor bleu et les débris de poterie à reflets ne nous apprennent rien de nouveau. Je signale un fragment à reflets, de pâte assez fine, de ton très doux et offrant au revers une décoration un peu plus compliquée que de coutume, mais j'avais déjà signalé des débris de ce genre. J'en possède même de plus beaux. On peut toutefois en conclure qu'ils sont moins exceptionnels. Je pourrais également noter un tesson dont le décor métallique a à peu près disparu pour ne laisser subsister que la décoration bleue, mais j'avais déjà pareillement constaté l'existence de pareils débris.

J'arrive au fragment le plus intéressant, à celui qui a motivé cette note supplémentaire, mais auparavant j'ai à réparer un oubli.

J'ai signalé quelques tessons présentant diverses particularités. Il en est un dont je connaissais depuis longtemps l'existence mais dont j'ai négligé de parler, voulant l'examiner attentivement et ne l'ayant pas alors sous les yeux. Il m'appartient aujourd'hui. Je le dois à l'amabilité habituelle de M. H. Rouzard qui le tenait lui-même de M. Armand Bories, à qui je dois d'ailleurs directement beaucoup d'autres tessons.

C'est un fond d'écuelle qui présente la particularité d'être encore soudé à la pernette sur laquelle il reposait pendant la cuisson. C'est un fragment assez important, car il comprend non seulement le fond, mais une partie du bord. Il est recouvert, en dedans comme en dehors, d'un émail stannifère blanc opaque très épais et très vitreux. Il avait reçu pour toute décoration un filet assez large brun foncé au bord intérieur et extérieur. Seules, les faïences à reflets métalliques étant décorées des deux côtés, et leur décoration étant souvent brune et non métallisées, il y a tout lieu de croire que nous nous trouvons en présence d'un tesson de poterie à reflet. Cela importe peu d'ailleurs. S'il s'agissait de démontrer l'origine narbonnaise des faïences à reflets métalliques dont nous retrouvons ici les débris, il y aurait lieu d'examiner plus attentivement si l'écuelle était destinée à être réellement métallisée, mais cette démonstration est faite depuis longtemps. La découverte du four de la butte des Moulins, des pernettes et des innombrables débris de poteries variées parmi lesquels se trouvaient des tessons à reflets, qui l'entouraient, ne laissent aucun doute à cet égard; mais, à défaut de cette découverte, le fragment que je signale aujourd'hui, encore soudé à son support, démontrerait péremptoirement l'origine locale de toutes ces poteries. Non seulement ce fond d'écuelle est collé à la pernette qui le supportait, mais il présente en outre la particularité, ayant subi deux cuissons, d'avoir été deux fois fortement soudé à son support d'argile, car, entre les trois branches de la pernette, il y a les traces d'une autre pernette qui n'avait été arrachée qu'en la brisant. La marque des pointes de celle qui se trouvait à l'intérieur se voit également. L'émail formant le filet extérieur a coulé en certains endroits. Ce rebut de fabrication est intéressant à plusieurs points de vue.

Le fragment dont je vais parler offre un intérêt d'un genre différent.

C'est un fond d'écuelle qui a été grossièrement arrondi de manière à le réduire sensiblement à la dimension du fond même du vase, ce qui a été facilité par la plus grande épaisseur du fond, mais ce qui est très malheureux pour nous car il ne reste plus ainsi du décor qu'un écusson occupant à peu près tout le fragment. Ce blason est l'écu de France, mais il est représenté d'une manière qui n'est pas la plus commune en céramique. Sur les faïences ou les poteries, les écussons peints sont ordinairement assez sommairement représentés. Quand il s'agit, par exemple, des armes de France, les fleurs de lis sont dessinées par un trait d'une couleur quelconque suivant la couleur du décor, et l'écusson est indiqué par un trait de même couleur. Il n'en est pas ainsi sur notre tesson. Les fleurs de lis se détachent en blanc sur un écusson bleu ; elles ont été réservées par le décorateur qui a peint au contraire en bleu tout l'écusson et qui, au point de vue héraldique, le rend plus conforme à ce qu'il doit être. En l'examinant on peut se rendre tout à fait compte du travail de l'artiste. L'écusson et les fleurs de lis ont été d'abord dessinés par un trait bleu ; puis l'écu a été rechampi, mais le trait primitif est resté visible ; du reste, à l'intérieur des fleurs, il sépare les pétales et complète le dessin. Je m'empresse d'ajouter que ces détails ne constituent pas l'intérêt du tesson.

Au revers, au-dessous de ce fond d'écuelle, il y a une croix simplement formée de deux coups de pinceau, comme sur certaines faïences généralement méridionales, sur les assiettes de Varages, par exemple, mais elle est au centre et non pas placée n'importe où, comme sur les assiettes en question. De plus, elle est jaune et

non pas bleue comme l'écusson, tandis qu'elle est toujours de la couleur dominante du décor sur les assiettes ou les plats où elle est considérée comme une marque de fabrique. Que faut-il en conclure? Et d'abord qu'était exactement notre tesson? Provient-il d'une écuelle simplement bleue ou d'une écuelle à reflets?

Si on ne regardait que l'écusson, si la croix du revers n'y était pas, on ne se poserait même pas la question. Notre fragment a l'aspect d'un débris de faïence à décor bleu.

Si on ne regardait que l'envers, on n'hésiterait pas à considérer ce fragment comme provenant d'une écuelle à reflets métalliques, car la croix jaune a exactement la couleur du décor métallique quand celui-ci, ce qui arrive fréquemment sur nos poteries, n'est pas métallisé. De plus, l'émail blanc couvre mal, est assez rosé, ce qui arrive souvent sur nos faïences à reflets.

On sait, en outre, qu'il existe des poteries à reflets sur lesquelles la roue du revers est parfois réduite à cinq rayons et même exceptionnellement à quatre, c'est-à-dire à deux traits en croix. Serions-nous en présence d'une pièce de ce genre?

Cependant, quelle que soit l'importance de la décoration bleue sur les poteries à reflets, elle joue toujours un rôle secondaire et il semble que le motif central, c'est-à-dire principal, dans l'espèce l'écusson, devrait toujours être de la couleur dominante, c'est-à-dire métallisée. Aurait-on voulu lui donner plus d'exactitude héraldique? Du côté de l'écusson il ne subsiste absolument rien de la décoration de l'écuelle; l'écu occupe tout le fragment. De l'autre côté le tesson dépasse, en certains endroits, le rond du fond de l'écuelle, mais pas assez pour qu'on puisse y voir quelques traces de lignes concentriques jaunes, des spirales de décor, si toutefois il y en avait.

Que l'écuelle ait été à reflets métalliques, ce qui est probable, ou simplement bleue, ce qui n'expliquerait pas la croix jaune du revers, elle constitue une transition. Elle rattache la roue où la rosace des faïences à reflets, qu'on avait prise pour une marque de fabrique mais qui n'était qu'un motif de décoration, à la simple croix des faïences plus récentes de Marseille, de Moustiers, de Varages ou d'ailleurs et nous fait connaître l'origine et la signification de cette croix, car il est évident que sur les poteries à reflets elle a été employée par un potier chrétien, non plus comme motif de décoration puisque, réduite à deux simples traits, elle ne constituait plus un élément décoratif, mais comme signe, comme manifestation de la foi.

Cessant d'être un ornement, la croix pouvait être placée encore pendant quelque temps au centre des pièces, par habitude, mais elle devait finir par être mise n'importe où, au hasard, en un point quelconque de l'envers. C'est cette position irrégulière qui a pu la faire considérer comme une marque de fabrique. Il suffit de remarquer qu'elle a été employée dans une infinité de localités pour voir qu'elle ne saurait être considérée comme telle. Peut-elle être regardée comme une signature personnelle du décorateur ? Elle n'aurait rien de personnel. Elle a été placée sur les faïences de Marseille, de Varages ou d'ailleurs comme ligne, comme manifestation de foi chrétienne, comme elle avait été placée sur les dernières faïences à reflets fabriquées par des potiers chrétiens. Et elle y a été mise par l'ouvrier, non pas à la fin de son travail mais au début, comme on fait le signe de la croix en commençant un acte important, comme on fait une petite croix en tête d'une lettre, comme on trace une croix avec la pointe du couteau sous un gros pain avant de l'entamer.

La décoration des anciennes faïences était l'acte le plus

important et le plus délicat de la fabrication ; il demandait toute l'attention de l'artiste qui, avec le même talent, pouvait, un jour de malchance, mal réussir les dessins. La décoration devait être effectuée rapidement ou du moins sans hésitations, sans retouches. Il n'en faut pas plus pour expliquer la croix de nos vieilles assiettes, signe de foi qui a pu devenir une superstition, dans certains ateliers une habitude, une tradition qui a survécu à la période révolutionnaire mais qui n'a jamais été une marque de fabrique proprement dite, une signature du décorateur.

Une supposition de ce genre avait d'ailleurs été faite. Comme parmi des pièces provenant de la même fabrique, parmi des assiettes fabriquées en même temps, faisant partie du même service il y en a qui sont marquées et d'autres qui ne le sont pas, on avait supposé que le décorateur faisait une croix chaque fois qu'il en terminait une douzaine. A quoi aurait servi cette marque ? Pourquoi des pièces autres que des assiettes seraient-elles marquées ? N'est-il pas plus logique de supposer que l'artiste faisait la croix en commençant la douzaine et non en la finissant ? N'est-il pas encore plus rationnel de croire qu'il la faisait en commençant son travail, ou mieux encore qu'il la faisait en commençant chaque pièce, mais qu'il y avait des ouvriers qui ne la faisaient pas ?

Quoi qu'il en soit, il est curieux de pouvoir rattacher cette coutume de marquer d'une croix les faïences de diverses fabriques du Midi ou d'ailleurs à cette roue, à cette rosace que les potiers musulmans de Majorque plaçaient comme motif de décoration à l'envers des pièces qu'ils fabriquaient. Le lien entre la croix et la roue n'est pas imaginaire.

La roue a été introduite en France par les potiers nar-

bonnais. Elle s'est simplifiée, réduite à cinq rayons et même à quatre, comme nous l'avions déjà constaté. Elle est enfin devenue la véritable croix, tout à fait semblable à celle de nos plus récentes faïences, simplement formée de deux larges coups de pinceau, comme nous le constatons sur l'éloquent tesson que je viens de signaler qui établit si merveilleusement la transition, la filiation.

G. AMARDEL.

LE TRÉSOR DE PEYRIAC-DE-MER

Le 25 juillet 1916, en pleine guerre, à peine remis de l'alerte éprouvée lors de la blessure¹ de mon fils aîné, je recevais de M^{me} V^e Aubin Fabre, amie de la famille, la nouvelle de la découverte d'un petit trésor de monnaies antiques à Peyriac-de-Mer.

Je me rendis le lendemain dans cette commune où je pus examiner rapidement cette trouvaille ; elle consistait en 117 pièces d'argent de la république romaine, toutes bien conservées ou parfaitement déterminables. Il y avait 100 deniers et 17 quinaires ou demi-deniers ; trois de ceux-là à tête incuse, à l'opposé du même relief. L'inventeur prétendit avoir trouvé le tout, en creusant un puits dans une parcelle de terre lui appartenant (?) et renfermé dans un petit vase de terre dont on me montra les débris. Trop familiarisé avec les petites ruses auxquelles donnent lieu trop souvent les rencontres de cette nature, je puis seulement affirmer que la trouvaille est réelle, que les monnaies et le vase qui les contenait étaient bien d'époque ancienne, que la découverte a été faite, vers le 20 juillet 1916, *dans le territoire* de la commune de Pey-

1. Verdun (Froideterre), le 30 avril, éclat d'obus à la tête qui l'éloigna huit mois du front et le sépara du 416^e R. I. de marche où il était médecin de bataillon ; le casque lui sauva réellement la vie. La guérison lui permit de se faire connaître encore au 204^e R. I. ; au G. B. D. 55 ; au 13^e Rég. de turcos, qui le conduisit avec la victoire au delà du Rhin. Une croix d'honneur, vaillamment gagnée, est venue récompenser ses beaux états de service.

riac-de-Mer, canton de Sigean, arrondissement de Narbonne (Aude), sans autre précision de lieu de gisement.

N'ayant pu acquérir sur l'heure, pour le Musée, le petit trésor en question, je ne cachai pas à son détenteur que la distraction d'une seule pièce enlèverait beaucoup d'intérêt à l'ensemble et que, pour en avoir un meilleur prix, il fallait conserver absolument toutes ces monnaies. Le risque d'en voir la valeur diminuée a suffi pour assurer la conservation de la trouvaille dans son intégrité, jusqu'au jour où j'ai pu l'étudier à loisir et prendre même les frottis de toutes les pièces. C'est d'après un tableau, où j'ai collé ces reproductions mécaniques, que j'ai dressé l'inventaire qui suit, après avoir, bien entendu, déterminé chaque monnaie en la comparant directement aux figures et au texte de l'ouvrage classique de M. Ernest Babelon¹.

INVENTAIRE CHRONOLOGIQUE

N^{os} 1 et 2. — Deux deniers frappés vers l'an 214 (Babelon, *Plutia* 1).

3. — Denier de l'an 209 (B. *Juventia* 1).

4. — Denier de même an 209 (B. *Aelia* 3).

5. — Denier de l'an 204 (B. *Junia* 1).

6, 7. — Deux deniers de 194 (B. *Maiania* 1).

8, 9. — Deux deniers de l'an 149 (B. *Fannia* 1).

10, 11, 12, 13 et 14. — Cinq deniers usés, n'ayant jamais porté de nom de monétaire, avec la marque X derrière la tête de Rome casquée à droite, au revers des deux cavaliers (Dioscures) avec ROMA à l'exergue, bien antérieurs à l'an 150.

15, 16, et 17. — Trois deniers analogues aux précédents, mais avec des emblèmes ou différents (truie, rostre,

1. *Description historique et chronologique des monnaies de la république romaine*, 2 vol. Paris, 1885-1886.

fleuron) sous les pieds du cavalier le plus voisin du bord droit, lesquels sont de l'an 144 ou même un peu plus anciens (V. Babelon, I. Introd., p. xxiij).

18 et 19. — Deux deniers de l'an 149 (B. *Porcia* 1).

20, 21. — Deux deniers de l'an 144 (B. *Fabia* 1).

22, 23. — Deux deniers de l'an 134 (B. *Postumia* 1).

24. — Denier de 129 (B. *Porcia* 3).

25. — Denier de même année 129 (B. *Vargunteia* 1).

26. — Denier de l'an 125 (B. *Antestia* 9).

27. — Denier anonyme au bige, avec X derrière la tête de Rome casquée à droite, antérieur à l'an 120.

28 et 29. — Deux deniers de l'an 119 (B. *Marcia* 8.)

30. — Denier des environs de l'an 119 (B. *Cloulia* 1).

31 et 32. — Deux deniers de l'an 110 (B. *Maenia* 7.)

33. — Denier de l'an 106 (B. *Claudia* 1).

34. — Denier de 104, sans nom de monétaire (B. n° 176, p. 72).

35. — Denier de l'an 104 (B. *Cæsia*).

36. — Denier (fourré) de l'an 104 (B. *Furia* 18).

37. — Denier des environs de l'an 103 (B. *Titinia* 7).

38, 39, 40 et 41. — Quatre quinaires de l'an 101 (B. *Porcia* 7).

42, 43 et 44. — Trois quinaires de même date (B. *Vettia* 1).

45. — Quinaire de même époque (B. *Cloulia* 2).

46 et 47. — Deux quinaires de l'an 101 (B. *Egnatuleia* 1).

48. — Quinaire de l'an 100 (B. *Calpurnia*. 13).

49. — Denier frappé vers 101 (B. *Porcia* 10).

50. — Denier de l'an 99 (B. *Mallia* 1).

51 et 52. — Deux deniers de 94 (B. *Flaminia* 1).

53. — Denier incus de 94, tête de Rome à gauche (B. *Appuleia* 1).

54. — Denier de l'an 92 (B. *Pomponia* 7).

55 et 56. — Deux deniers (dont l'un fourré et l'autre avec la même tête incuse à la place du revers) de l'an 90 (B. *Vibia* 1).

57 et 58. — Deux deniers, sans nom de monétaire, donnés comme étant des environs de 89 (Babelon, n° 226 du classement chronol., p. 77.)

59. — Denier de l'an 89 (B. *Titia* 1).
60, 61 et 62. — Trois quinaires de même date (B. *Titia* 3).
63 et 64. — Deux deniers frappés vers l'an 89 (B. *Lucilia*).
65. — Denier de même date 89 (B. *Publicia* 6).
66 et 67. — Deux deniers, dont une variété, de l'an 89 (B. *Herennia* 1).
68. — Denier de l'an 89 (B. *Junia* 15).
69. — Denier de même époque que le précédent (B. *Julia* 5).
70, 71, 72 et 73. — Quatre deniers (B. *Tituria* 2).
74. — Un denier (B. *Tituria* 4) et
75 et 76. — Deux deniers (B. *Tituria* 6) soit 7 pièces de l'an 88.
77. — Denier de même date 88 (B. *Volleia* 1).
78. — Denier de même an 88 (B. *Fonteia* 9).
79. — Denier frappé de 87 à 82 (B. *Annia* 1).
80 et 81. — Deux deniers émis de 85 à 84 (B. *Thoria*).
82 et 83. — Deux deniers de l'an 84 (B. *Mamilia* 6).
84. — Denier de même date 84 (B. *Crepusia* 1).
85, 86 et 87. — Trois deniers de 84 (B. *Marcia* 18).
88 et 89. — Deux deniers de 84 du même monétaire (B. *Marcia* 24).
90, 91 et 92. — Trois autres deniers de 84 (B. *Norbana* 2).
93. — Denier de l'an 83 (B. *Rubria* 1) que notre ami et confrère le Dr J. Massot, de Perpignan, date par inadvertance de l'an 49 (V. Trésor de Bompas, « Ruscino », mars 1911).
94 et 95. — Deux autres deniers de 83 (B. *Rubria* 2).
96. — Denier anépigraphe de l'an 82 (B. *Cornelia* 32), très bien conservé.
97 et 98. — Deux deniers émis vers 82 (B. *Licina* 16).
99. — Denier de la guerre de Sertorius (vers 82) (B. *Fabia* 17).
100. — Denier du même temps (B. *Memmia* 8).
101. — Denier incus (buste de Victoire ailée) de l'an 81 (B. *Valeria* 12).
102 et 103. — Deux deniers de l'an 79 (B. *Papia* 1 et variété).
104. — Denier d'un monétaire des environs de 79 (B. *Rutilia*).
105, 106 et 107. — Trois deniers de l'an 74 (B. *Cornelia* 50).

108, 109 et 110. — Trois quinaires de même date 74 (B. *Cornelia* 51).

111, 112 et 113. — Trois deniers attribués avec doute à l'an 74 (B. *Naevia* 6).

114. — Denier de date un peu incertaine (V. Babelon, I, p. 420), donné comme émis vers 74 (B. *Satriena*).

115. — Denier dentelé de 74 (?) (B. *Postumia* 7).

116 et 117. Deux deniers attribués à l'an 64 (B. *Postumia* 9).

Comme on le voit, les n^{os} 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 60, 61, 62, 108, 109 et 110, soit 17 en tout, sont des demi-deniers ou quinaires (5 as), et les autres 100 pièces sont des deniers (10 as). J'ajoute qu'à l'exclusion des deniers 36 et 55, manifestement fourrés, toutes les autres pièces sont ou paraissent de bon aloi.

Pour ce qui est maintenant des circonstances qui occasionnèrent, dans l'antiquité, l'enfouissement de ce trésor, les temps douloureux que nous venons de vivre fournissent une réponse qui sera comprise de tous : autrefois comme de nos jours, c'est-à-dire de tout temps depuis l'invention de la monnaie, les périodes de guerre ou de répressions consécutives ont poussé les hommes à cacher leurs deniers et ce sont les dépôts oubliés ou échappés aux recherches de leurs possesseurs ou de leurs ennemis, que nous retrouvons en terre, de loin en loin. Aussi bien peut-on dire que ces dépôts sont la marque la plus certaine des guerres ou des troubles sociaux, dont les pièces les plus récentes donnent à peu près exactement la date; c'est, naturellement, ce qui en fait la valeur historique; ce qui indique aussi combien l'inventaire exact des trouvailles de ce genre a de l'importance pour l'étude du passé.

Impuissants cependant à nous faire connaître l'ensemble des monnaies qui ont circulé dans un pays en un temps donné, lesdits trésors ne nous donnent que des dates

d'enfouissement, parfois des types inédits, et ne nous renseignent guère que sur une partie souvent très réduite du numéraire en usage. C'est assez dire qu'aucun trésor isolé, pour si varié et si important qu'il soit, n'aura jamais la valeur documentaire des *collections de monnaies éparses*, recueillies une à une dans un site déterminé; celles-ci, pour peu qu'elles soient faites avec la plus scrupuleuse loyauté et qu'elles comprennent au moins de 3 à 400 pièces, nous donnent des lumières que rien ne peut suppléer. Elles nous font connaître quelles sont les monnaies locales, et, par celles, en plus petit nombre, qui sont étrangères, elles nous renseignent sur les relations des cités antiques avec les populations circonvoisines, toutes choses qu'aucun trésor de pourra jamais donner.

Malheureusement, la recherche des monnaies éparses sur l'emplacement des villes disparues demande ou de grandes fouilles, souvent impossibles à réaliser, ou une très longue période de temps et de patience. J'ai, pour ma part, mis vingt bonnes années à recueillir les monnaies de mon site de Montlaurez, et j'espère montrer prochainement, maintenant que l'heure de la retraite a sonné, quelle est l'importance du matériel monétaire recueilli sur l'emplacement de ce qui fut la Narbonne des temps préromains.

Cette digression sur la valeur relative des *Trésors* et des ensembles de *Monnaies éparses*, pourra peut-être sembler déplacée dans une note purement descriptive; on l'excusera, je l'espère, quand j'aurai dit que les monnaies de Montlaurez semblaient déjà parler, comme le trésor de Peyriac-de-Mer lui-même, en faveur d'une période de violences vers les temps d'après-guerre de Sertorius, où Pompée et Fonteius firent si durement expier à la Province le concours donné à ce grand révolté, c'est-à-dire vers la fin du premier quart du I^{er} siècle avant notre ère.

On remarquera, en effet, que les quatre pièces les plus récentes, celles désignées par les numéros 114, 115, 116 et 117, doivent être à peine antérieures à la période de troubles qui a provoqué l'enfouissement. Pour pouvoir descendre ou retarder d'une dizaine d'années, soit peu après l'an 64, l'époque de cette perturbation, qui coïncida très vraisemblablement avec le dépeuplement de la ville indigène de Montlaurez, il faudrait que la prétendue date d'émission des deniers 116 et 117 (B. *Postumia* 9) fût absolument certaine, ce qui n'est pas tant s'en faut (V. Babelon, II, p. 382) et nécessitera sans doute de nouvelles recherches sur un monétaire trop peu connu.

On nous dit bien, d'autre part, que la plupart des oppida des temps de l'indépendance furent abandonnés et sans doute dépeuplés par ordre après la conquête de J. César ; mais qui nous prouve que cette mesure de police et de prudence des conquérants n'a pas été appliquée d'abord dans la Province, occupée et administrée soixante ans au moins avant le reste de la Gaule ?

Pourquoi un procédé aussi décisif, ayant pu faire pour ainsi dire ses preuves dès les temps rigoureux de Pompée et de Fontéius, n'aurait-il pas été simplement et graduellement généralisé après la complète réussite de J. César ? Autant de questions, auxquelles il n'est pas possible de répondre avec certitude, qu'autorisent cependant d'autres constatations suggestives faites dans la région. Quant à moi, pour pouvoir reculer la fin de l'oppidum de Montlaurez jusqu'aux temps de l'arrivée des

1. Qui sait même, à cause des deniers hybrides signalés par M. Babelon (V. *Calpurnia* 9), si les monnaies de ce Postumius ne sont pas de même date (89 ou 88) que celles de L. Piso Frugi et M. Volteius M. F. ? L'énorme quantité de numéraire frappé pendant la guerre sociale peut facilement expliquer la confusion des coins dont les pièces hybrides sont sorties ; à mon sens, monnaies incuses et pièces hybrides, c'est de la hâte dans la fabrication.

vétérans de la X^e légion et du triomphe définitif de J. César, il me faudrait plus de pièces romaines, datées de 74 à l'an 47, dans mes récoltes de monnaies éparses, autre chose aussi que les deniers d'émission incertaine (B. *Postumia* 9) du trésor de Peyriac-de-Mer.

Un trésor de même date en Roussillon. — Peu après sa découverte en décembre 1910, notre ami et confrère, M. le D^r Joseph Massot, de Perpignan, put étudier et publier dans la Revue locale « *Ruscino* » le trésor de Bompas, trouvé en terre à quelques centaines de mètres de la voie romaine allant vers Castel-Roussillon.

A la différence de celui de Peyriac-de-Mer, le trésor de Bompas contenait 650 deniers à la croix, c'est-à-dire indigènes, et 13 monnaies de la république, qui permettent de dater le dépôt. Le petit nombre de ces pièces romaines m'engage à en reproduire ici le détail, ne serait-ce que pour prouver qu'il est bien contemporain de la même période de troubles à laquelle j'ai déjà fait allusion :

1. — Denier de 139 (B. *Papiria* 6).
2. — Denier de l'an 106 (B. *Julia* 3).
3. — Denier de l'an 104 (B. *Sergia*).
4. — Denier de l'an 90 (B. *Vibia* 1)*.
5. — Denier de 88 (B. *Volleia* 1)*.
6. — Denier de même date (B. *Volleia* 2).
7. — Denier de même an 88 (B. *Titura* 6)*.
8. — Denier de 84 (B. *Norbana* 2)*.
9. — Denier de l'an 83 (conf. B. *Rubria* 1 vol. II, p. 405)*.
- 10 et 11. — Deux deniers de 81 (B. *Valeria* 12)*.
12. — Denier émis vers 79 (B. *Rutilia*)*.
13. — Denier pouvant être de 74 (B. *Satriena*)*.

L'astérisque marque les pièces qui sont trouvées aussi dans le trésor de Peyriac-de-Mer. La monnaie la plus

récente, celle de Satriena, est donnée comme étant de 74 par M. Babelon, mais cette date est indiquée dubitativement et la pièce peut être légèrement antérieure. Nous sommes donc toujours ramenés par le trésor de Bompas vers les temps de la guerre de Sertorius et les répressions de Pompée et de Fonteius.

Une idée de la valeur antique du trésor de Peyriac-de-Mer.

— Au point de vue de la valeur que ce petit trésor pouvait avoir quand on le cacha, l'ouvrage étymologique de Festus peut nous donner peut-être une indication approximative? Nous savons, en effet, que l'abrégé de Pomponius Festus, *de verborum significatione*, est extrait d'un auteur célèbre et plus ancien, M. Verrius Flaccus, qui dut écrire ses ouvrages dans les vingt dernières années du règne de l'empereur Auguste et mourut très âgé du temps de Tibère.

Si, comme on peut l'admettre sans trop grande invraisemblance, les indications de Verrius pouvaient refléter la valeur d'achat des monnaies cent ans auparavant, la note qui suit la rubrique MAXIMAM MULTAM¹ nous fait savoir qu'autrefois *aestimabatur bos centussibus, ovis decussibus*, ce qui veut dire qu'un bœuf aurait valu jadis 100 as de cuivre (= dix deniers d'argent) et un mouton 10 as (= 1 denier d'argent). A ce compte, la fortune qu'enfouissait, vers l'an 75 avant notre ère, le possesseur dudit trésor de Peyriac-de-Mer aurait correspondu à la valeur de 10 bœufs et de 8 moutons, ce qui a représenté dans tous les temps une somme respectable. Dans notre période d'après-guerre, par exemple, où le prix des denrées et des choses a subi une hausse si considérable, cela équi-

1. V. *Sextus Pompeius Festus*, trad. Savager. Ed. Panckoucke, Paris 1846, livre IX, p. 239.

vaudrait à 35 ou 40.000 francs, puisqu'un bœuf de 3.000 francs et un mouton de 300 francs étaient des occasions rares à trouver !

Quoi qu'il en soit, c'est par comparaison avec les denrées qu'on peut acquérir en échange, qu'il est possible de connaître la valeur approximative des monnaies de tous les temps, puisque qui dit monnaie dit seulement moyen ou pouvoir d'achat.

H. ROUZAUD.

LA CATASTROPHE DU 19-20 DÉCEMBRE 1920

A NARBONNE

Dans les journées des 19 et 20 décembre se sont produits des phénomènes météorologiques, heureusement fort rares en nos climats, qui ont absolument dévasté le territoire de la ville et de plusieurs villages voisins, détruisant surtout les arbres, fruitiers et autres, qui en faisaient la parure.

Les canalisations électriques à lignes aériennes, les seules qu'on connaisse ici, c'est-à-dire celles qui nous distribuent la lumière ou la force, ainsi que les lignes télégraphiques ou téléphoniques, ont été rompues ou poussées jusqu'à terre, de telle sorte que les journalistes ont pu parler, avec leur coutumière imprécision, de cyclone, de tourmente de neige et de vague de froid, toutes qualifications bien impropres et peu faites pour expliquer ce véritable désastre.

Voici ce qui s'est produit et que j'extraits de mon cahier de notes journalières : Le dimanche 19 décembre il a neigé abondamment toute la matinée et jusques vers midi et demi, ce qui nous a procuré un manteau de neige non tassée de 35 à 40 centimètres d'épaisseur. Le temps était calme, doux à supporter par conséquent, quoique la température fût très voisine du zéro thermométrique.

Vers 1 h. 1/2, après le déjeuner, la neige cessa de

tomber et il se mit à pleuvoir très légèrement, ce qui continua toute la soirée. Causée sans doute par l'arrivée dans notre atmosphère supérieure d'une bouffée de petit vent chaud venant de la mer, ce qui fondait les flocons de neige dans l'air ou les empêchait peut-être même de se former, cette pluie fine tombait sur des surfaces déjà très refroidies (-2° vers midi et, au coucher du soleil, brusquement, -10° au niveau du sol!) et elle se glaçait dès sa chute; ce qui fut surtout remarqué d'abord sur les parapluies, qu'on ne pouvait alors plus fermer sans les voir se rompre aussitôt.

Il se forma donc, lentement, sur tous les objets touchés par cette pluie, une mince couche de glace adhérente, qui augmenta peu à peu jusqu'à 3 ou 4 centimètres d'épaisseur, laquelle fut atteinte vers minuit ou une heure du matin.

C'est la formation de cette épaisse couche de verglas qui causa tous les désastres, et c'est par *son seul poids* que cette glace, aussi pure que du cristal de roche, cassa ou déracina tous nos arbres, fit tomber les canalisations électriques, tordit ou écrasa les supports des lignes, causant pas mal de dommages à certaines toitures, obstruant toutes nos rues de réseaux affaissés ou entremêlés.

Pour avoir une idée des poids formidables qu'eurent à supporter les mâts ou pylones du réseau téléphonique, disons que chaque fil, du diamètre de 2 millimètres, se transforma en un boudin de glace de la grosseur d'un poignet d'enfant! Un mètre courant de ce boudin devait peser bien près de 3 kilogrammes; de telle sorte que les groupes de 100 et même 150 fils parallèles, avec souvent des portées de 100 mètres d'un support à l'autre, pouvaient représenter des poids de 30.000 kilogr., soit 30 tonnes, qui tombaient de haut dans nos rues ou sur nos toitures. Quand ces poids formidables s'écroulaient

sur les câbles d'éclairage, très souvent placés à plus faible hauteur, ils entraînaient et les câbles et leurs pylones ainsi que les branches des arbres sous-jacents, quelle qu'en fût la grosseur.

C'est surtout à partir de 1 h. du matin (lundi 20 décembre) que les chutes d'arbres et de grosses branches furent terribles et que chaque minute fut pour ainsi dire sonnée, dans le silence de la nuit, par un bruit sinistre accompagné d'un écroulement. J'étais dans mon lit, bien éveillé et comptai pendant de longues heures tous ces bruits rapprochés ou lointains, qui me donnaient l'impression de résider dans une ville bombardée.

Dans la matinée du lundi, après le lever du soleil, le spectacle de nos rues et de nos promenades fut réellement féerique et tel, sans doute, qu'on ne l'a jamais vu : Tout fil resté horizontal s'était orné d'une frange de stalactites de glace de 12 à 15 centimètres de hauteur, régulièrement distribuées à 5 ou 6 centimètres les unes des autres. — Quand les fils s'étaient obliquement affaissés, lesdites stalactites s'étaient coudées, de telle sorte que nos places, rues ou promenades étaient comme barrées d'énormes flocs de dentelles que la lumière du soleil rendait éblouissants.

Certaines maisons, dont les façades étaient comme vitrifiées, voyaient ainsi leurs corniches de faîte, les larmiers des fenêtres, les accoudoirs ou les consoles de leurs balcons, ornés des mêmes stalactites équidistantes, des mêmes franges étincelantes, alors que le sol et les toitures se trouvaient parées par la neige d'un manteau d'une éblouissante blancheur.

Quant aux arbres, s'ils n'étaient pas gisants ou trop brutalement émondés et réduits à l'état de squelettes, ils ressemblaient, comme les moindres arbustes, à d'immenses coraux de cristal, à des madrépores fantastiques et

lumineux, qu'un soudain cataclysme aurait fait surgir du fond de quelque océan de rêve !

Hélas ! vingt-quatre heures après, la triste réalité avait fait place à cette vision mirifique et l'on n'apercevait plus que les ravages de ce terrible verglas survenu, au cours d'une vulgaire chute de neige, par la transformation de cette neige en fine pluie, avec congélation consécutive.

Il a neigé le 19 décembre sur tout notre littoral et nulle part la neige n'a causé de désastres ; il n'y a eu de mal que chez nous, là seulement où la neige s'est muée en pluie, et c'est de Gruissan à Azille et sur une largeur d'une vingtaine de kilomètres que ce phénomène s'est produit. Une enquête dans nos communes permettrait de dresser la carte de ces dévastations, et cette carte, accompagnée de toutes les vues prises par les amateurs photographes, devrait rester dans nos archives municipales en souvenir de cette extraordinaire catastrophe.

Sans cette précaution, il n'en subsistera qu'une mention banale dans les comptes financiers de la Ville, qui a dû faire scier à faible hauteur tous les platanes de nos avenues ou promenades et qui a payé, dit-on, 8 francs par arbre à l'entrepreneur de ce travail, tout en lui abandonnant les milliers de mètres cubes de bois ainsi détachés. Ce travail, urgent et même dangereux, a duré près de deux mois et il a transformé nos lieux d'agrément en paysages désertiques, où semblaient pousser des asperges géantes. Nos avenues et nos promenades seront, de ce fait, privées d'ombre pendant quelques années, mais nous y gagnerons de meilleures voûtes de verdure avec des platanes non livrés à eux-mêmes.

Dans la banlieue, l'arbre qui a le plus souffert est le pin d'Alep, qui a des racines un peu superficielles et que le vent de cers courbe un peu trop vers la mer ; il

résulte de leur forme que la ramure est liée au tronc par un véritable porte-à-faux et que toute charge insolite sur le chapeau, neige ou glace, entraîne la cassure du tronc ou le déracinement de l'arbre tout entier. La belle allée de pins de la colline de Montlaurez, plantée par M. Seguy en 1855, n'est plus représentée que par quelques rares témoins, à peine reconnaissables.

Dans la région ainsi sinistrée, la mortalité a aussi frappé le monde des petits oiseaux, et les gens de Gruissan se rappelleront longtemps des millions de petits volatiles qui vinrent mourir de faim et de froid sur leur plage. On y ramassa leurs cadavres par sacs de la contenance d'un hectolitre et le petit gamin qui sut borner sa récolte aux seules alouettes et qui en rapporta cent douzaines en quelques heures, restera longtemps cité pour avoir écoulé sa chasse au prix de 5 francs la douzaine, ce qui représenta pour lui un gain de 500 francs !

H. R.

Nota. — La ville de Narbonne a dépensé près de 15.000 francs pour le seul raccourcissement de nos beaux platanes. La Société méridionale d'électricité a déjà consacré plus de 700.000 francs à la réparation de ses lignes; quant à l'Administration des Télégraphes et Téléphones, de laquelle il est difficile d'obtenir des renseignements, ses débours s'élèvent déjà, dit-on, à près de trois millions pour la zone dévastée ! Mais les dégâts causés à nos arbres fruitiers sont bien plus considérables, puisqu'ils nous priveront pendant de longues années de plusieurs centaines de mille francs de fruits : les bénéfices réalisés par les jardiniers en ces dernières années leur permettront, fort heureusement, de supporter la perte de ces fruits et de pourvoir, peu à peu, au remplacement de leurs arbres.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 01195 8496



